

« Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire. »

VOLTAIRE (1694-1778),  
citation apocryphe



### Continuons ensemble !

par Ventzeslav Sabev - Secrétaire général adjoint

Le début de cette nouvelle année coïncide avec le troisième anniversaire de notre Observatoire. Au lendemain du sommet Biden-Poutine de juin 2021, nourris d'espoir et de foi dans le pouvoir du

dialogue, nous nous sommes engagés à contribuer au renforcement de la coopération multilatérale, inspirés par une lecture moderne et audacieuse de « l'Esprit de Genève ».

Depuis, notre équipe est devenue plus polyvalente et internationale, ajoutant l'expertise de dirigeants de médias, d'entreprises et d'ONG. En 2023, nous avons consolidé nos partenariats avec des universités et

organisations sœurs en Europe, en Amérique du Nord, en Asie centrale et du Sud-Est, tandis que notre Collège Académique s'est élargi avec des membres en Suisse, au Canada, États-Unis, France, Italie, Belgique, Corée du Sud, Indonésie.

La Lettre de l'Observatoire atteint plus de 13 000 décideurs dans le monde, dans les domaines de la diplomatie, de la politique, du monde universitaire, de la finance et de l'économie. Les développements en 2024 comprendront des éditions personnalisées à Bruxelles, Montréal et Séoul, ainsi que des collaborations stratégiques avec des médias de premier plan.

Suite page 02

## À LA UNE DE CETTE LETTRE



Ils étaient peu nombreux à miser en 2020 sur un retour en fanfare de l'ancien Président à la Maison Blanche. Mais Donald Trump est bien là.

P.3



La menace du terrorisme en Afrique a atteint des proportions sans précédent, évoluant en termes de magnitude et de répartition géographique à travers le continent.

P.10



Le Maréchal Abdel Fattah Al-Sissi débute son troisième mandat à la tête de l'Égypte, à la fois pays arabe le plus peuplé et plus ancienne nation du Monde.

P.12



Le retour de la Monarchie : une alternative à la solution politique libyenne ? Le Prince Héritier Mohammed bin Salman attendu à Tripoli.

P.20

## EN BREF...

### Le « niet » des russes à la Suisse

« La Suisse, qui a proposé d'organiser une conférence sur un règlement de paix en Ukraine, ne peut pas jouer le rôle de médiateur impartial car elle s'est ouvertement rangée du côté de Kiev en se joignant aux sanctions contre la Russie », a déclaré Genady Gatilov, représentant permanent de la Russie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales en Genève, dans une interview au journal suisse Le Temps.

L'ambassadeur de Russie a souligné la participation de la Suisse aux sanctions anti-russes et a remis en question sa neutralité. Selon Gatilov, ces sanctions sont « unilatérales et illégales ». « Comment la Suisse peut-elle déclarer sa neutralité après cela ? C'est

pourquoi nous considérons qu'il est inacceptable que ce pays mène des négociations de paix. »

### Le défi du déminage en Ukraine

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis a alerté sur « l'énormité » du défi du déminage en Ukraine. « Les effets de la contamination de ce pays après deux ans de conflit vont bien au-delà de ses frontières », a-t-il dit lors d'une réunion à l'ONU organisée par l'Italie qui préside le groupe de soutien à la lutte anti-mines. Ignazio Cassis a annoncé que la prochaine réunion préparatoire de la ministérielle attendue en octobre à Genève aura lieu en avril à Kiev. Et d'appeler à « accélérer » par les discussions politiques les efforts sur le déminage pour libérer le territoire ukrainien de cet armement.

### La Chine essaie de rassurer le Canada

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a fustigé les « fausses informations » sur de prétendues ingérences chinoises au Canada. Les relations bilatérales sont tendues depuis l'arrestation en 2018 par les autorités canadiennes d'un responsable du groupe télécom chinois Huawei et de l'emprisonnement en représailles par la Chine de deux ressortissants canadiens. Depuis, Pékin reproche notamment à Ottawa son alignement sur les positions de Washington. « Les difficultés actuelles dans les relations bilatérales ne sont pas ce que la Chine souhaite voir », a indiqué Wang, en marge de la Conférence sur la sécurité organi-



À l'avenir, nous poursuivrons notre mission consistant à proposer des analyses indépendantes et objectives sur des questions internationales d'actualité, tout en approfondissant notre couverture, par le biais de recherches, d'événements publics et de consultations ad-hoc, sur les quatre priorités thématiques de l'Observatoire : (1) l'Asie centrale et le Caucase; (2) Afrique du Nord et Sahel ; (3) Guerres de l'information, médias et désinformation ; (4) Formes innovantes de diplomatie (numérique, scientifique, culturelle, track II, éducation, sport, santé, religion...).

Nous sommes reconnaissants pour vos commentaires, qui nous aident à grandir ensemble en connaissances, sagesse et visions partagées.

## Let's continue together

par Ventzeslav Sabev

Deputy General-Secretary

The start of this new year coincides with the third anniversary of our Observatory. In the wake of the Biden-Putin summit in June 2021, fueled with hope and faith in the power of dialogue, we pledged to contribute to strengthening multilateral cooperation, inspired by a modern and daring reading of the "Spirit of Geneva".

Since then, our team has become more versatile and international, adding the expertise of media, business and NGO leaders. In 2023 we have consolidated our partnerships with universities and sister organizations in Europe, North America, Central & South East Asia, while our Academic Board has been expanded in Switzerland, Canada, the United States, France, Italy, Belgium, South Korea, Indonesia, etc...

The Newsletter (Lettre de l'Observatoire) is reaching over 13'000 decision makers, globally, in diplomacy, politics, academia, finance and the economy. Developments in 2024 will include customized editions in Brussels, Montreal and Seoul, as well as strategic collaborations with leading media.

Going ahead we will pursue our mission to offer independent and objective analyses on topical international issues, while deepening our coverage, through research, public events and ad-hoc consultations, of the four thematic priorities of the Observatory: (1) Central Asia and the Caucasus; (2) North Africa and the Sahel; (3) Information Wars, media and misinformation; (4) Innovative forms of diplomacy (digital, science, cultural, track II, education, sports, health, faith...).

We are grateful for your feed-back, which enables us to grow together with shared knowledge, wisdom and vision.



Le candidat républicain a démarré sa collecte de fonds.

## Donald Trump 2024: un retour vers le futur de plus en plus inéluctable



par Sébastien Boussois,

docteur en sciences politiques, consultant en politique internationale

Ils étaient peu nombreux en 2020 à miser sur un retour en fanfare de l'ancien Président américain à la Maison Blanche. Peu nombreux parmi les dirigeants politiques, analystes, journalistes, à imaginer que quatre ans plus tard, Donald Trump puisse être à même de redevenir président de tous les Américains.

## EN BREF...

sée à Munich. « Les deux pays ne sont pas des rivaux et encore moins des ennemis. Ils devraient devenir des partenaires de coopération », a plaidé le diplomate.

### Otan : Londres et Berlin soutiennent Mark Rutte

Déjà favori pour diriger l'OTAN, le Premier ministre néerlandais a désormais deux alliés de poids : le Royaume-Uni et l'Allemagne ont apporté jeudi leur soutien public à Mark Rutte pour succéder à Jens Stoltenberg à ce poste crucial en pleine guerre en Ukraine.

Faute d'accord entre Alliés sur une nouvelle personnalité, l'actuel secrétaire général avait été re-

conduit à son poste l'été dernier pour un an de plus.

Pour lui succéder, le nom du chef du gouvernement néerlandais démissionnaire, qui assure les affaires courantes, circule depuis des mois avec insistance. Il dispose désormais de l'appui officiel de deux membres importants de l'Alliance atlantique.

### Le Vietnam va élargir les exemptions de visas

Actuellement, le Vietnam dispense de visas les ressortissants de 25 pays, dont ceux de 13 pays (Allemagne, France, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Russie, Japon, République de Corée, Danemark, Suède, Norvège, Finlande, Biélorussie) bénéficiant





Il faut dire que les événements du 6 janvier 2020 et l'invasion du capitol, les multiples affaires qui lui collent aux basques, auraient pu/du constituer une sérieuse entrave pour retrouver le chemin du pouvoir, et dégrader un tant soit peu sa côte de popularité. Il n'en est rien à ce jour. Face à un président Biden fatigué, parfois incohérent, au bilan contrasté, le candidat à la primaire républicaine Trump est bien en passe de se battre pour retrouver ce poste qu'il a eu tant de mal à quitter, continuant à vendre à ses supporters et au monde entier, que sa victoire de 2020 lui a été volée. Et bien décidé à mener à mal la démocratie américaine pour se venger de tous ceux qui lui ont mis des bâtons dans les roues ces dernières années.

Il est vrai que du temps du mandat de Trump, un calme « relatif » régnait sur la planète et que l'arrivée de Joe Biden, son manque de leadership, d'incarnation, d'autorité, ont sûrement contribué à décomplexer certains va-t-en-guerre du nouveau monde global. Trump fait peut-être aux dirigeants autoritaires, c'est un atout. Mais l'aveu de faiblesse des Etats-Unis constitue le moteur principal de la désinhibition du monde qui vient et qui monte contre l'Occident. De quel bilan le Secrétaire d'Etat Anthony Blinken peut-il se prévaloir ? La faiblesse d'Obama en Syrie à l'époque comme le retrait raté des Etats-Unis sous Biden d'Afghanistan, ont fini d'entamer la crédibilité et l'image d'une Amérique toute puissante. Les leaders populistes se sont jetés dans l'arène. La réalité est qu'on ne veut plus faire avec les USA mais qu'on peut difficilement faire en termes d'équilibre sur la planète, sans.

Trump promet l'éternel retour d'une Amérique puissante pour servir de levier à cet Orient débridé qui part actuellement dans tous les sens. « MAGA » c'est un slogan pour le retour de la puissance américaine pour les Américains avant tout mais, sans prétention trumpienne, pour l'intérêt du monde entier. Trump n'aime pas les guerres, c'est mauvais pour le business. Trump est craint (donc respecté ?) avec ses attitudes erratiques, son imprévisibilité. Il y a fort à parier que Vladimir Poutine n'aurait pas engagé sa guerre sous un Trump à la Maison Blanche. La planète prend feu et les Américains sous Biden semblent bien impuissants à contenir non seulement l'accélération de la désoccidentalisation du monde, mais également la montée en puissance du Sud Global, qui explose désormais sur la scène mondiale comme jamais.

Ce qui nous inquiète en premier, c'est la prolifération des conflits depuis deux ans sur la planète. Une fois en place, Trump veut régler le conflit après le conflit



en deux temps trois mouvements : que ce soit la question ukrainienne, celle de la Corée du Nord, celle de Gaza ou bien la question sensible de la Chine et de Taïwan. Plutôt que d'attiser les tensions, le candidat républicain aime donner de sa personne et « dealer » en direct avec les dirigeants réfractaires : Vladimir Poutine, Kim Jung Un, Benjamin Netanyahu, ou encore Xi Jinping. On connaît la proximité de Trump avec le chef du Kremlin et l'on sait que le premier a promis s'il est réélu de mettre fin à l'engagement américain au sein de l'OTAN. La mort instantanée de l'OTAN serait un cadeau béni pour Poutine, et une victoire, et mettrait probablement un terme à la guerre en Ukraine. Car Zelensky ou son candidats ne pourraient résister longtemps à ce changement de paradigme historique pour l'Occident, et le continent européen dans son ensemble.

Aucun des candidats républicains à ce stade n'a résisté au bulldozer trumpiste et ses soutiens. Ron DeSantis, le gouverneur de Floride, vient de se retirer et Nikki Haley, l'ancienne ambassadrice de Trump aux Nations-Unies est créditée d'un peu plus de 10% des voix. Il y a fort à parier qu'elle renoncera prochainement, ce qui ouvrira un boulevard pour l'ancien président, prêt à en découdre comme jamais, face à un Joe Biden et au château démocrate plus branlant que jamais, et dont le bilan en matière de politique étrangère est ça et là assez désastreux.

## EN BREF...

d'une exemption unilatérale de visas.

Le Premier ministre Pham Minh Chinh a demandé au ministère de la Sécurité publique d'étudier et de proposer l'élargissement de la politique d'exemption de visas à d'autres pays en fonction de la nouvelle situation et des relations bilatérales.

Cette mesure devrait contribuer à attirer davantage de touristes.

En 2023, le Vietnam a accueilli 12,6 millions de visiteurs étrangers, soit 3,4 fois plus qu'en 2022.

### La Chine propose de soutenir la Hongrie en matière de sécurité

Lors d'une rare rencontre avec le Premier ministre Viktor Orban, la Chine a proposé de soutenir la

Hongrie, partenaire stratégique de longue date, sur les questions de sécurité publique, au-delà des relations commerciales et d'investissement, au moment même où l'OTAN peine à étendre son réseau en Europe. Lors d'une visite à Budapest, M. Wang a déclaré qu'il espérait que ces efforts constitueraient « un nouveau point fort des relations bilatérales » dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale.

Ils engloberaient également le renforcement des capacités en matière de sécurité et d'application de la loi dans le cadre de l'initiative « Belt and Road » du président Xi Jinping, qui vise à relier la Chine au reste du monde par le biais de liens commerciaux et d'infrastructures.

### Côte d'Ivoire : « remodelage » annoncé de la présence militaire française

L'envoyé personnel du président français pour l'Afrique, Jean-Marie Bockel, a évoqué le « remodelage » de la présence militaire française en Côte d'Ivoire, à l'occasion d'une visite à Abidjan. Quelque 900 militaires du 43e Bataillon d'infanterie de marine (43e BIMa) sont basés en Côte d'Ivoire. « On ne veut pas réduire nos efforts mais c'est une globalité: il y aura des évolutions, l'empreinte sera moindre sur certains aspects et plus forte sur d'autres », a-t-il affirmé, sans donner de détails. Depuis environ un an, Paris met en avant sa volon-

# Le système informatique et les applications logicielles de secours de l'ONU bloqués en Syrie et en Iran par les sanctions américaines



Par Olivier DELAGARDE  
Maître de Conférences & Enseignant-chercheur  
UNIVERSITE DU CAIRE  
Faculté d'Economie & de Sciences Politiques

En cas de catastrophe dans le monde, le réseau d'intervention de l'ONU utilise un système logiciel dit « superpuissant ». Néanmoins, la société de technologie américaine qui est derrière son application interdit son utilisation dans les pays soumis à des sanctions – y compris l'Iran et la Syrie, pays sujets aux tremblements de terre.

L'information est restée bien discrète pour ne pas dire embarrassante. Et l'on en comprend sans mal la raison. Révéler qu'un système de coordination vital utilisé par le réseau d'intervention d'urgence de l'ONU a été bloqué en Syrie après le tremblement de terre dévastateur de février dernier, en raison des sanctions américaines, cela ne fait guère bonne presse. C'est sans compter par le choc des images qui inondent nos rédactions et nos réseaux sociaux, toutefois bien évidemment vérifiées et investiguées qui délient les langues !

Plusieurs sources « proches du dossier » comme il est convenu de les citer afin de leur garantir la sécurité, ont découvert que ce système « en ligne » semble également inaccessible en Iran, où le déploiement coordonné rapide d'équipes de secours peut faire la différence entre la vie et la mort pour les personnes piégées sous les

décombres après un séisme.

Encore étouffées, plusieurs voix de militants « pour la liberté sur internet et pour les droits numériques » expliquent que le problème semble être une conséquence du « respect excessif » des sanctions américaines visant la Syrie et l'Iran par la société technologique américaine qui fournit le logiciel de cartographie sur lequel repose le système de l'ONU.

« Le problème avec les sanctions auxquelles nous sommes confrontés depuis longtemps est la surconformité des entreprises technologiques. Celles-ci craignent d'être inculpées ou de se voir infligé des amendes », explique Amir Rashidi, chercheur iranien en sécurité sur internet et droits numériques.

Abondamment développé par la presse internationale, le séisme du 6 février dernier a fait des dizaines de milliers de morts sur des centaines



de kilomètres dans le sud de la Turquie et le nord de la Syrie, mais des milliers de personnes ont également été sauvées de bâtiments effondrés par les équipes de recherche et de sauvetage. La solidarité internationale a opéré avec plus au moins de difficultés comme à l'accoutumée en pareille circonstance, mais surtout de zone géographique.

L'Iran, qui se trouve sur une ligne de faille sismique très active entre les plaques arabe et eurasienne, subit de fréquents tremblements de terre, la communauté scientifique internationale ne s'en étonne plus, voire s'en trouve capable de les prévenir.

Avec une quinzaine de millions d'habitants dans une zone densément peuplée, Téhéran et sa périphérie urbaine sont considérées comme l'une des plus vulnérables mégapoles du monde face à un tremblement de terre de grande ampleur et assorti de conséquences dévastatrices.

Utilisé pour la première fois à Beyrouth

Le système a été élaboré par le Groupe consultatif international de la recherche et du sauvetage (connu sous son acronyme anglais INSARAG), un réseau mondial d'équipes de secours, qui se déploient généralement dans les zones sinistrées, théoriquement dans les heures qui suivent une catastrophe. L'International Search and Rescue Advisory Group est par conséquent un réseau d'États et d'organisations ayant pour mandat

## EN BREF...

té de profondément transformer ses rapports avec le continent, en martelant qu'elle est avant tout à l'écoute des demandes des partenaires africains, notamment sur les questions de sécurité.

### Une entreprise chinoise aurait piraté l'OTAN

Des experts américains de SentinelLabs et Malwarbytes estiment que i-Soon, un prestataire informatique chinois a été en mesure d'infiltrer les systèmes d'une dizaine de gouvernements et d'organisations pro démocratie à Hong Kong ainsi que l'OTAN.

Des données attestant du piratage ont été déposées le 16 février sur le site de partage GitHub. Elles contiennent des fichiers de conversation, des

présentations et des listes de cibles, selon les analystes. «La fuite fournit certains des détails les plus concrets rendus publics à ce jour» sur l'espionnage supposé de la Chine et révèle sa «maturité», écrit SentinelLabs. I-Soon a été en mesure d'infiltrer notamment des ministères en Inde, en Thaïlande, au Vietnam et en Corée du Sud

### RDC : risque de catastrophe humanitaire

L'est de la République démocratique du Congo (RDC) s'enfoncé dans une crise humanitaire toujours plus alarmante, ont alerté des agences des Nations Unies. Au cours des deux dernières semaines, des combats acharnés se sont déroulés à 25 kilomètres à l'ouest de Goma, la capitale de la

province du Nord-Kivu, en direction de la ville de Sake, où les enfants et leurs familles sont pris dans des feux croisés meurtriers. La RDC est devenue l'une des plus importantes crises de déplacement interne du continent. Près de 215.000 personnes supplémentaires ont rejoint le demi-million de personnes déjà déplacées dans les zones autour de Goma. Depuis la reprise des combats autour de Sake, dans la province du Nord-Kivu, le 7 février, 144.000 personnes ont été contraintes de fuir la périphérie de Goma.

### Le Kazakhstan veut réformer son économie

Le Kazakhstan a un nouveau gouvernement dirigé par Olzhas Bektenov. Le président Kassym-Jo-



**L'INSARRAG joue un rôle important dans le déploiement des secours.**

de renforcer « l'efficacité et la coordination des opérations de recherche et de sauvetage en milieu urbain ».

L'INSARAG fait partie du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) qui « coordonne l'intervention d'urgence mondiale pour sauver des vies et protéger les personnes lors des crises humanitaires ». De bonne facture onusienne donc.

Le système de coordination et de gestion de l'INSARAG (ICMS) a été utilisé pour la première fois lors de l'explosion du port de Beyrouth en 2020 et fût salué comme étant « superpuissant » par les responsables de la coordination des secours. L'un des développeurs de l'ICMS explique qu'il est important car ce dernier « fournit des renseignements clés aux bonnes personnes, au bon endroit et au bon moment ». C'est bien sûr ce que l'on pouvait attendre à minima dans l'évolution de la chaîne de secours. Ainsi, à l'aide d'une plateforme de cartographie basée sur le cloud, ou système d'information géographique (SIG), appelé ArcGIS, l'outil fournit une vue d'ensemble et en temps réel qui permet aux coordinateurs des interventions d'urgence de mieux appréhender la situation sur le terrain. En outre, les équipes de secours en milieu urbain peuvent enregistrer les informations concernant les missions de sauvetage via des applications de téléphonie mobile : personnes sauvées, corps

recupérés, demandes d'équipement ou de renforts, chantiers terminés, envoyer des photos et d'autres informations. L'ICMS est toutefois encore en cours de développement.

Un tableau de bord ICMS pour l'intervention d'urgence en Turquie – la plus grande opération de l'histoire de l'INSARAG, impliquant environ 150 équipes de recherche et de sauvetage – a

été mis en place dans les deux heures qui ont suivi le tremblement de terre du 6 février dernier. Dans un retour d'expérience sur l'intervention de l'INSARAG, le système a été reconnu du bout des lèvres comme un « outil utile », bien que certaines équipes de recherche aient signalé des problèmes de connectivité [déjà] et souligné que la priorité pour tous bons secouristes, demeurait le travail de sauvetage plutôt que la saisie de données et le « remplissage de formulaires ».

En Syrie cependant, où la réponse de l'INSARAG s'est faite bien plus limitée, le système était inaccessible sur le terrain dans les premiers jours critiques et cruciaux qui ont suivi le tremblement de terre.

Seules sept équipes de recherche et de sauvetage périlleux en milieu urbain – de Tunisie, d'Arménie, d'Algérie, de Chine, de Russie, du Liban et des Émirats arabes unis – ont été déployées sur les secteurs d'Alep et de Lattaquié, zones contrôlées par le gouvernement.

C'est alors que le tableau de bord ICMS pour la Syrie n'a été mis en place qu'à partir du deuxième jour seulement des opérations. Les équipes sur le terrain ont pu de ce fait que constater qu'elles ne pouvaient pas accéder au système.

Un message sur un panneau d'affichage en ligne pour les équipes de secours arrivant en Syrie le 8 février indiquait : « Il y a un problème avec l'ICMS en Syrie. Le serveur de arcgis.com est bloqué. Il n'est pas possible de se connecter au serveur. »

Gagnant habituellement un temps considérable en enregistrant directement les données dans l'ICMS, les équipes de terrain ont alors été invitées



**L'INSARRAG fait partie du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).**

## EN BREF...

mart Tokayev a accepté la démission du Premier ministre Alikhan Smailov et de son gouvernement le 5 février dernier. Bektenov a été choisi en raison de sa loyauté envers Tokaïev et son action passée dans la lutte contre la corruption et la récupération des avoirs illégalement appropriés sous le règne de Nazarbaïev. À la fin de l'année dernière, l'État avait récupéré quelque 2,2 milliards de dollars, dont 600 millions de l'étranger, selon les chiffres du gouvernement. Le président Tokaïev souhaite que l'économie soit réformée pour être plus performante.

### L'Arménie gèle son alliance militaire avec la Russie

L'Arménie a gelé sa participation à une alliance militaire la liant à la Russie a annoncé le Premier

ministre Nikol Pachinian, illustrant ainsi les tensions entre Erevan et Moscou, accusé d'avoir abandonné Erevan face à son rival, l'Azerbaïdjan. Ce dernier évoquait l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui rassemble plusieurs anciennes républiques soviétiques. « L'OTSC n'a pas rempli ses objectifs vis-à-vis de l'Arménie en 2021 et 2022, évidemment cela ne pouvait passer inaperçu », a insisté le dirigeant arménien. Le porte-parole du Kremlin a affirmé qu'Erevan n'avait pour l'heure entrepris aucune « démarche officielle » pour suspendre sa collaboration.

### La Somalie approuve un accord de défense avec la Turquie

Le gouvernement et le Parlement somaliens ont

approuvé un accord de défense avec la Turquie, mercredi 21 février, sur fond de tensions régionales entre Mogadiscio et son voisin éthiopien, qui a signé un accord avec la région séparatiste du Somaliland.

Dans le cadre de cet accord de défense d'une durée de dix ans, la Turquie, membre de l'OTAN et proche alliée de la Somalie, aidera à défendre le littoral et à reconstruire les forces navales de ce pays instable de la Corne de l'Afrique, a déclaré le président Hassan Cheikh Mohamoud à la suite d'une session conjointe du Parlement.

à remplir des formulaires papier, puis à envoyer des images des formulaires via l'application WhatsApp afin que soient saisies ces informations dans un lieu tiers.

## Messages d'erreur en cascade

Plus tard, les équipes de secours ont reçu pour consignes de télécharger une application VPN afin de pouvoir de nouveau utiliser l'ICMS.

Relativisant l'évènement, Peter Wolff, chef du groupe de travail sur la gestion de l'information au sein de l'INSARAG, assure que l'utilisation de l'ICMS n'était toutefois pas essentielle du fait du faible déploiement immédiat en Syrie. « *Il n'y avait que quelques équipes pouvant se coordonner entre elles. C'était bien de l'avoir essayé et nous avons travaillé sur la façon dont il fonctionne sans connectivité. Cela nous a permis d'apprendre énormément* », estime-t-il.

Le développement et la maintenance d'ArcGIS est assuré par une société californienne, Environmental Systems Research Institute (ESRI), selon une commande et un marché de l'ONU.

Mais la société ESRI, en bon élève de l'autorité US, n'autorise pas l'utilisation de ses produits dans les pays soumis à des sanctions américaines et répertorie la Syrie et l'Iran comme pays soumis à ce même embargo sur son site !

Plusieurs journalistes envoyés spéciaux en Iran et en Syrie ont bien tenté eux aussi d'accéder à la page de connexion de l'ICMS par des moyens techniques autres. Bien entendu, ces derniers ont été renvoyés vers des pages Web contenant des messages d'erreur indiquant « Error loading site. Status: 500 » et « 403 Forbidden ».

Pour le chercheur iranien en sécurité sur internet et droits numériques Amir Rashidi, « *Ce n'est pas généré par le gouvernement iranien ou un autre gouvernement. Ce genre de messages d'erreur est généralement généré par les développeurs de ces outils ou sites web. Ils bloquent probablement l'accès à ce service.* »

Déjà des problèmes d'accès à ArcGIS en Iran avaient été mis en évidence dès 2020, lorsqu'un outil de suivi du covid de l'université Johns Hopkins reposant sur cette plateforme a également été bloqué, et ce au plus fort de la pandémie. Privant ainsi les experts onusiens mais aussi de nombreux épidémiologistes internationaux de précieuses données.

Les défenseurs des droits numériques se mobilisent pourtant depuis longtemps afin que les gouvernements qui imposent des sanctions autorisent des exemptions s'agissant des technologies de communication à des fins humanitaires, ou bien encore celles qui promeuvent la liberté d'expression dans les pays où l'accès à Internet est soumis à la censure gouvernementale. En vain.

Toujours plus enclin à une bonne communication qu'aux actes, le gouvernement américain a pourtant annoncé l'an passé une licence générale « *visant à accroître le soutien à la liberté d'Internet* » en Iran, en réponse à une répression sévère de mouvements de protestations populaires. Cette licence, autrement dit cette autorisation, devait permettre aux entreprises technologiques de fournir des services basés sur le cloud dans le pays, y compris des cartes web et des moyens de communications par internet.

Répondant aux questionnements de la presse internationale, le porte-parole du Trésor américain fait observer qu'il avait également délivré une licence générale pour soutenir « *les missions immédiates de secours en Syrie* ». Les licences générales sont « *exécutives* », précise le porte-parole, ce qui signifie que les entreprises n'ont pas



Plusieurs médias internationaux se sont fait l'écho des failles des secours.

besoin de s'adresser au Trésor pour en profiter.

Mais cette licence n'a été délivrée que le 9 février, trois jours après le tremblement de terre, alors que les équipes de recherche et de sauvetage étaient déjà à l'oeuvre sur le terrain en Syrie.

Aussi, de nombreux membres d'organisations militantes des droits de l'homme affirment que la plupart des entreprises technologiques ont elles aussi tardé à mettre à jour leurs politiques d'accès permettant l'utilisation de leurs produits dans les pays touchés par les sanctions. « *Il existe des moyens de s'assurer que votre technologie est accessible. C'est une simple question de priorité* », estime Mahsa Alimardani, chercheuse pour l'organisation de défense des droits de l'homme Article 19, qui se concentre sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en ligne en Iran. Mahsa Alimardani ajoute dans un voeu pieu que l'INSARAG et l'OCHA devraient également « *prêter attention aux questions d'accessibilité* ». Rappelons que ces agences sont également et avant tout clientes de ces fournisseurs de technologie.

## Catastrophes en séries

Comme unique argument en retour, Peter Wolff indique que l'INSARAG a organisé des sessions de formation auprès d'une équipe iranienne, au cours desquelles ces derniers ont collecté des données à l'aide de leurs téléphones portables, mais tout en précisant non sans une certaine ironie que ces sessions ont eu lieu en Turquie. « *Donc, au moins, cela fonctionne parfois* », commente le chef du groupe de travail sur la gestion de l'information, en réponse à une question sur le fait de savoir si l'INSARAG était au courant des problèmes d'accessibilité de l'ICMS en Iran.

Puis d'ajouter par ailleurs que l'INSARAG a également mis à jour son matériel de formation afin de conseiller les utilisateurs de l'ICMS sur la connexion via un serveur VPN ou bien encore à la soumission de photos de formulaires papier aux personnes ayant accès au système, dans des situations où le système est inaccessible sur le terrain.

Et pour enfoncer le clou, les responsables de l'INSARAG affirment que le manque d'accès à l'ICMS n'a pas fait beaucoup de différence dans les efforts de recherche et de sauvetage en Syrie. Ainsi, Peter Wolff fait remarquer que les équipes de recherche et de sauvetage en milieu urbain étaient arrivées tardivement dans le pays, alors que les espoirs de retrouver d'autres survivants s'évanouissaient déjà.

Bref, à quoi bon se poser des questions quant au rapport efficacité/coût des investissements non négligeables réalisés dans ces dispositifs...

Le point d'orgue de l'argumentation a bien été atteint lors d'une réunion de l'INSARAG à Singapour quelques semaines après le tremblement de terre : les chefs d'équipe ont identifié d'autres problèmes en Syrie, notamment le manque de sensibilisation du gouvernement aux mécanismes d'intervention internationaux et l'absence d'une structure de base pour recevoir et coordonner l'aide, y compris les équipes de secours. Fermez le banc.

Plusieurs médias internationaux s'étaient déjà fait l'écho des failles des secours de l'ONU dans le nord-ouest de la Syrie, sous contrôle de l'opposition. Mais en Iran, la panne du système de coordination de secours pourrait entraîner des conséquences désastreuses pour les opérations de recherche et de sauvetage.

Pour mémoire, l'INSARAG avait déployé des équipes en Iran à la suite du séisme de 2003 dont l'épicentre se situait près de la ville de Bam, dans le sud-est du pays. Plus de 41 000 personnes avaient trouvé la mort et 87 % des bâtiments de la ville avaient été détruits, selon une évaluation de l'ONU.

L'Iran cherche actuellement à devenir membre de l'INSARAG. Des responsables gouvernementaux iraniens et de l'ONU se sont retrouvés en cette fin d'année lors d'une réunion en visioconférence afin d'évoquer l'idée que deux équipes de recherche et de sauvetage en milieu urbain accréditées, basées à Téhéran, rejoignent le réseau selon un article du Tehran Times.

Amir Rashidi, chercheur iranien en sécurité sur internet et droits numériques, estime que les données recueillies par le biais de l'ICMS pourraient être vitales à la suite d'un séisme en Iran, en raison des restrictions locales sur l'utilisation d'Internet et des contrôles stricts sur la circulation de l'information dans le pays. « *Il n'y avait absolument aucune transparence pendant le covid. Personne ne savait ce qui se passait. Avec un tremblement de terre, c'est la même chose. L'accès à ce type d'information est donc essentiel pour la sécurité publique* », assure-t-il. « *L'accès à Internet est un droit, et la censure et les sanctions violent le droit des Iraniens d'accéder à Internet.* »

## Priorité au renseignement

D'autres clients d'ESRI semblent avoir été plus chanceux dans l'utilisation des systèmes de cartographie de l'entreprise notamment à des fins de suivi des événements en Syrie. La société n'en faisant guère un secret, fournit également des services d'informatique dans le cloud à la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA), qui fournit des renseignements géospatiaux (en anglais « *Geoint* ») à d'autres agences de renseignement ainsi qu'aux forces armées américaines.

Le rôle de la NGA et l'importance du Geoint dans la surveillance des mouvements des factions rivales en Syrie, pendant la guerre civile dans le pays, ont été rapporté par Robert Cardillo, directeur de l'agence, dans une déclaration au Comité des services armés de la Chambre des représentants en 2017.

Ce dernier déclarant au comité que la NGA surveillait continuellement « *un réseau d'intérêts concurrents, de partis en conflit et d'alliances complexes* » en Syrie et en Irak. Cela inclut le suivi de la réponse de la Syrie et de l'EI [groupe État islamique] aux actions des acteurs étatiques traditionnels, tels que la Russie, l'Iran et la Turquie, ainsi que des acteurs non étatiques, tels que le Hezbollah, les milices chiites et les milices kurdes.

# Crise agricole : La Pologne aux premières lignes



Par Adam Koniuszewski,

CFA, CFE, FCPA/FCA

Les dernières propositions de la Commission européenne n'ont pas impressionné les agriculteurs qui continuent de manifester partout en Europe. Un pays dont on entend peu parler mais qui est pourtant au front de cette crise est la Pologne où le dumping du blé, maïs, colza et autres denrées Ukrainiennes frappe le secteur de plein fouet et risque de mettre toute l'industrie agricole en faillite.

Bruxelles et Varsovie semblent sous-estimer la colère et l'angoisse de ces paysans polonais dont les cultures couvrent la moitié de la superficie du pays et pour qui il s'agit d'une question de survie.

Depuis l'invasion russe les importations ukrainiennes inondent le marché, encombrant les silos de stockage et obligent les agriculteurs polonais à liquider leurs récoltes au plus vite et à rabais, souvent en dessous du prix coutant. Il est plus rentable pour les transporteurs ukrainiens de larguer leurs marchandises en Pologne que de les emmener vers l'Allemagne, la France ou les autres marchés plus à l'ouest. Les marchands polonais achètent volontiers ces produits à prix cassés qu'ils écoulent sur le marché local. Les exportations destinées à l'Afrique et l'Asie transitent via la mer Noire par transport maritime en raison du tonnage plus important.

Pour ce qui est de la situation à la frontière les paysans dénoncent l'entrée en Pologne de denrées non-conformes aux règles européennes en raison notamment de l'assouplissement des contrôles du transit entrant. Les scandales relayés par les médias ont causé colères et indignations du public avec l'importation de blé « industriel » pour la fabrication de colles et d'enduits inadapté à la consommation humaine mais labelisé « comestible » par exemple. L'office de contrôle polonais (NIK « Najwyższa Izba Kontroli ») a constaté des importations non-conformes, la présence d'OGM, des niveaux excessifs de pesticides, la présence de ravageurs, contamination par salmonelle et par agent de fumigation, etc. Il blâme le gouvernement pour le manque de contrôle du transit ukrainien, les conséquences désastreuses pour le marché du pays sans parler des problèmes de contrebande, corruption et autres activités criminelles à la frontière.

Suite à ces incidents les autorités ont temporairement bloqué l'importation de céréales mais sans pour autant restreindre l'aide militaire, médicale ou humanitaire vers l'Ukraine. Ceci n'a pas manqué de susciter des déclarations malheureuses par les autorités ukrainiennes accusant la Pologne de coopérer avec la Russie qui ont été perçues avec un sentiment d'ingratitude en Pologne. Surtout en raison du support inconditionnel de la Pologne et de ses citoyens pour l'Ukraine dès le premier jour de l'invasion.

Les paysans polonais payent donc le prix fort pour cette crise agricole mais ne sont pas les seuls. Les camionneurs du pays qui représentent la



En Pologne aussi, le monde agricole laisse exploser sa colère.

première flotte d'Europe dénoncent également une politique de deux poids, deux mesures en ce qui concerne le transport routier. Ils se disent lésés par la concurrence déloyale des transporteurs ukrainiens qui obtiennent un accès privilégié au marché sans devoir se conformer aux règles européennes. Une fois leurs marchandises livrées ces camionneurs offrent leurs services à des tarifs que les transporteurs européens ne peuvent approcher.

Ce conflit commercial et les difficultés au passage de la frontière ne datent pas d'hier. Il y a d'abord la controverse autour du système de file d'attente électronique mis en place par l'Ukraine qui pénaliserait les camionneurs européens par son dysfonctionnement et également des abus par les autorités mais également le blocage de la frontière par l'Ukraine juste avant la guerre.

C'est ainsi que ces agriculteurs et camionneurs qui doivent opérer en conformité avec les règles de l'UE se retrouvent soudainement confrontés à un acteur extérieur travaillant sans contraintes qui bouleverse le fragile équilibre du marché européen et met en péril leur gagne-pain et leur avenir.

Il ne faut donc pas s'étonner de leur détermination à faire entendre leur voix et valoir leurs droits avec des revendications simples car ils ne demandent que des conditions de concurrence équitables afin de travailler et vivre sereinement sans la crainte d'une concurrence déloyale. Des attentes qui, somme toute, devraient être compatibles avec le principe d'un marché commun qui arrive à « promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans la Communauté » (Traité de Rome 1957: mission du marché commun européen).

# Énergie en Eaux Troubles : Les Enjeux et Incertitudes de l'Exploration Offshore

Par Maïssa Ben Fares

Stagiaire

Plus de cinq ans et demi après avoir signé les contrats pour l'exploration et l'exploitation des réserves supposées d'hydrocarbures offshore dans le bloc n° 4 de la zone économique exclusive libanaise (ZEE) ; le consortium dirigé par TotalEnergies a décidé de se retirer et de ne pas poursuivre ses opérations.

Le Liban, plongé depuis 2019 dans l'une des pires crises économiques et sociales de ces deux derniers siècles, voyait dans l'exploitation des champs gaziers au large de son territoire une porte de sortie désespérément attendue. La classe politique libanaise elle-même promettait des miracles : des milliards de dollars qui serviraient à redresser le pays, et même à garantir une alimentation électrique sans interruption !

Ainsi, lorsque le consortium dirigé par TotalEnergies a pris en décembre dernier la décision de se retirer de l'exploitation du bloc 4, le ministère libanais de l'Énergie s'est empressé de lancer le troisième cycle de licences d'exploration pétrolière et gazière du pays, avec des offres pour le bloc 4 mais aussi pour les neuf autres blocs de la ZEE du pays <sup>(1)</sup>.

De nouvelles enchères pour l'hydrocarbure du pays du cèdre, et de nouveaux espoirs pour un État pratiquement à genoux.

Des espoirs qui risqueraient toutefois d'être fortement compromis alors que la guerre avec Israël est déjà aux portes du Liban Sud. À moins que, les intérêts énergétiques finissent par devenir eux-mêmes un facteur stabilisateur ?

L'exploitation des ressources offshore au Liban ne pourrait-elle pas servir de double issue, contribuant à résoudre à la fois la crise économique et sociale du Liban d'une part, et à apaiser les tensions régionales aggravées depuis le mois d'octobre dernier d'une autre part ?

## Les Voies de la Prospérité

Historiquement, la Méditerranée orientale a longtemps été cantonnée au rôle de zone de transit d'hydrocarbures. Seulement, progressivement et au fur et à mesure des explorations sous-marines et de la multiplication des découvertes gazières dans l'ensemble du bassin levantin, la Méditerranée orientale va dévoiler un potentiel énergétique non négligeable. D'une superficie de 83 000 km<sup>2</sup>, le bassin du Levant (Grèce, Turquie, Syrie, Liban, Israël, Égypte et Chypre) posséderait des réserves estimées par l'US Geological Survey à 1,7 milliard de barils de pétrole et à 122 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel, l'équivalent de la moitié environ des réserves en gaz prouvées des États-Unis <sup>(2)</sup>.

C'est précisément depuis 2009, que la région va voir la prolifération de découvertes de gisements ou de potentiels gisements gaziers à travers sa zone. En 2009 et 2010, les champs gaziers de Tamar et Léviathan ont été identifiés au large d'Israël. En 2011, le champ gazier d'Aphrodite a

été découvert au large de la côte sud de Chypre. En Égypte, le champ gazier géant Zohr a été mis au jour en 2015.

Le Liban s'avère également être une région à fort potentiel, notamment en termes de ressources en hydrocarbures. Ses réserves gazières pourraient en effet atteindre 25 000 milliards de pieds cubes, tandis que ses ressources pétrolières pourraient approcher les 800 millions de barils. De quoi enchanter le petit pays du Moyen-Orient mais pas seulement <sup>(3)</sup>.

La découverte de plusieurs gisements de gaz naturel au cours des dernières années et la perspective d'exploitation de considérables ressources d'hydrocarbures sous les eaux de la Méditerranée orientale a dès les débuts des années 2000 suscité un grand intérêt international.

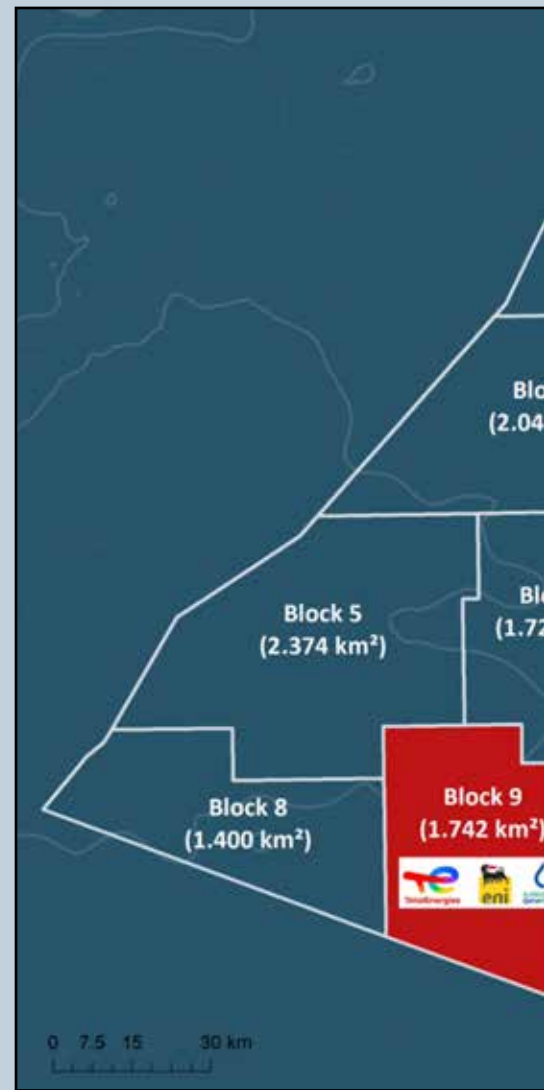
Mais ce qui va vraiment propulser la zone au-devant de la scène stratégique et énergétique, c'est indéniablement la guerre en Ukraine. Véritable bouleversement sur la scène des relations internationales, ce conflit est venu le 24 février 2022 dernier rappeler aux Européens, de la manière la plus directe possible, les conséquences qu'une sujétion historique à l'égard de la Russie dans le domaine des hydrocarbures peut engendrer.

En effet, la dépendance gazière moyenne de l'Union européenne envers Moscou s'établissait à 40% du total des approvisionnements gaziers à la fin de 2021, offrant à Vladimir Poutine un levier de pression important sur les Européens.

Dès les débuts du conflit, les États membres et les instances communautaires qui avaient rapidement fait le choix de se libérer des hydrocarbures russes ont vécu une crise énergétique sans précédent. L'occasion ou jamais pour toutes ces puissances d'envisager la diversification de leurs sources d'approvisionnement énergétique. La Méditerranée orientale apparaissait une nouvelle fois comme le parti idéal.

## Les intérêts énergétiques

Les découvertes gazières des années 2000 ont profondément transformé l'importance stratégique



de la Méditerranée orientale. De simple région de transit, celle-ci est progressivement devenue une région de production. Opportunité considérable en matière de sécurité énergétique ou encore de prospérité économique, cette transformation n'en reste néanmoins pas exempte de défis.

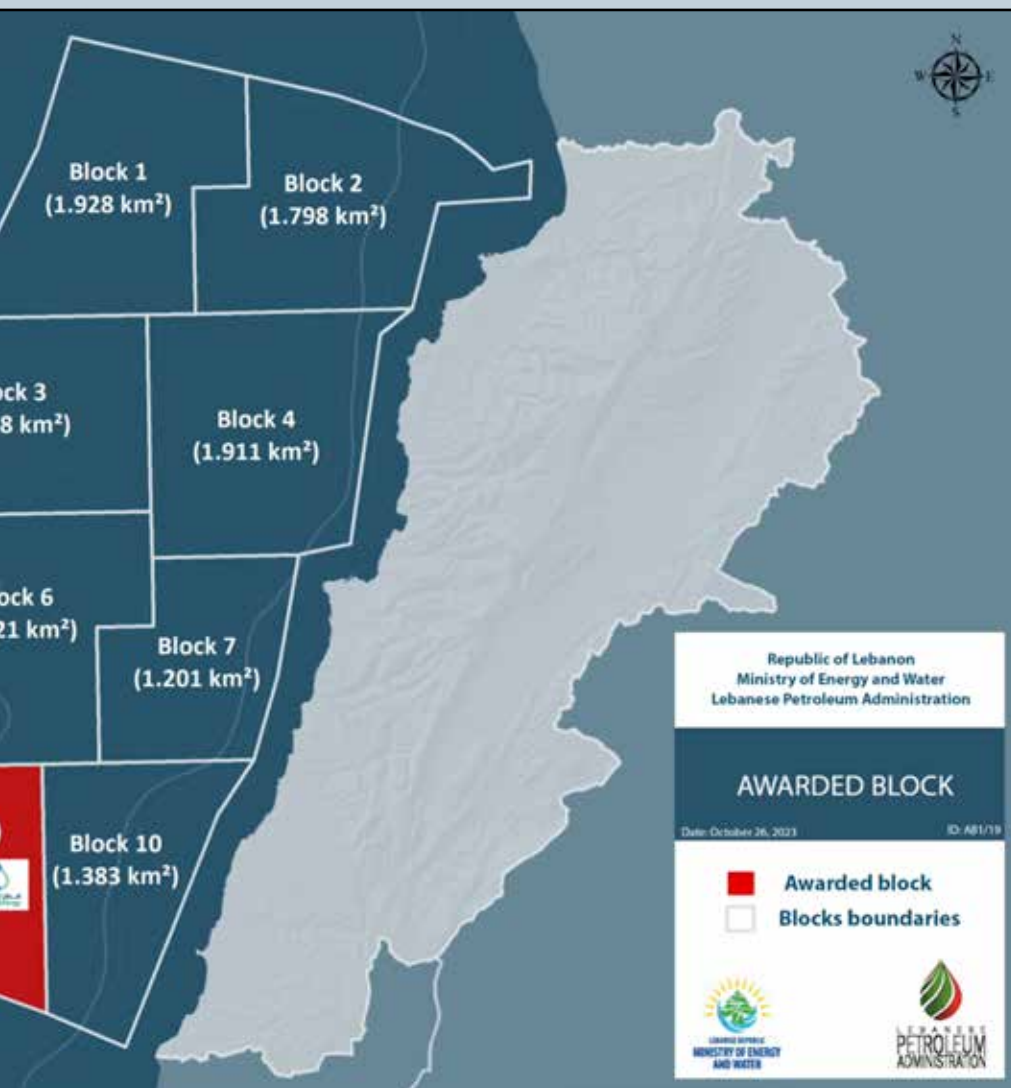
La multiplication des découvertes gazières dans le bassin du Levant est en effet intervenue dans un contexte régional dont la géopolitique complexe ne peut être négligée. Très rapidement d'ailleurs, ces nouvelles perspectives ont fait resurgir des tensions de plus en plus marquées retardant quasi systématiquement l'installation de projets d'exploration ou d'exploitation dans la région.

À ce titre le problème chypriote est des plus illustratif. En effet, la découverte du champ d'Aphrodite en 2011 a déclenché une série de revendications et de tensions entre la Turquie et la République turque de Chypre-nord concernant le partage des richesses de l'île.

La République turque de Chypre-nord a réagi en découplant des blocs d'exploration-production, affirmant une exclusivité d'exploitation dans certaines zones maritimes, et proposant même ces blocs à l'entreprise nationale turque TPAO. Les tensions ont atteint leur apogée au début de 2018 avec l'interception par la marine turque du navire de forage italien Saipem 12000 se dirigeant vers le bloc 3, revendiqué à la fois par la République de Chypre et la République turque de Chypre-nord.

Une problématique similaire subsistait entre





puissent, dans leur intérêt, plaider en faveur d'un apaisement de la situation régionale ?

La question mérite d'être posée, toutefois, il est difficile de ne pas constater qu'au regard des premiers retours sur l'exploitation offshore au Liban et de son potentiel, il semble difficile que cette fois-ci les intérêts énergétiques puissent valoir une stabilisation régionale. L'exploration offshore du Liban a en effet été truffée de déceptions. Bien que le Liban ait réussi à obtenir la participation de grands acteurs tels que TotalEnergies et Eni à sa première série de licences, le forage exploratoire dans les deux blocs, les blocs 4 et 9, n'ont pas donné à trouver de quantités commerciales de pétrole ou de gaz.

Le premier puits du consortium dans le bloc 4 a été confirmé en avril 2020 comme s'étant asséché. Le puits, Byblos-1, indiquait la présence de petites quantités de gaz, mais pas assez pour le rendre commercialement viable. Le Liban a confirmé en octobre qu'un puits que le consortium, maintenant avec Qatar Energi, a foré dans le bloc 9 en août n'a pas non plus trouvé de pétrole ou de gaz. À peu près au même moment, le consortium a renoncé à ses droits sur le bloc 4, le rendant disponible pour être mis aux enchères lors de ce troisième tour.



**Le premier puits du consortium dans le bloc 4 a été confirmé en avril 2020.**

le Liban et Israël, entre qui un litige frontalier disputait une surface maritime de plus de 860 kilomètres carrés. Couplée à un chaos politique et un vide institutionnel perpétuel, la situation du Liban a pendant longtemps rendu impossible la réalisation d'un appel d'offres pour l'exploration offshore. Même en 2017, lorsque le Liban qui avait fait évoluer son cadre interne et qu'il attendait le début de l'exploration de son bloc 9, de nouvelles préoccupations étaient venues affecter la vitesse du projet.

Le consortium composé de TotalEnergies, Eni et Novatek a dû reporter le forage à plusieurs reprises, d'abord en raison de la pandémie de Covid-19, suivi de l'explosion dans le port de Beyrouth, du départ de Novatek, et enfin de la subsistance du différend sur la frontière maritime avec Israël.

Ce n'est qu'en 2022, avec la signature du très espéré accord frontalier maritime négocié par les États-Unis entre Israël et le Liban, que le forage dans le bloc 9 a pu enfin débuter. Les intérêts énergétiques et économiques semblaient ici prendre le dessus sur les différends géopolitiques.

### La ressource énergétiques ou l'opportunité inégalée d'une coopération régionale

Très souvent au centre de complexités géopolitiques et d'autres tensions diplomatiques, l'Énergie est plus souvent associée dans une zone donnée à une époque donnée à un élément

déstabilisateur. Pour qualifier cette situation on parle même de malédiction de la ressource. Pourtant et la Méditerranée orientale comme le Liban en ont été les premiers témoins, la perspective énergétique peut dans certains cas s'avérer être un vrai catalyseur de coopération diplomatiques. Plutôt que d'alimenter une rhétorique escalatoire, les potentielles réserves gazières peuvent aussi, parfois être, un facteur d'apaisement.

L'accord israélo-libanais est un exemple criant mais il n'est pas le seul. Au lendemain des premiers découvertes gazières, deux alliances tripartites avait vu le jour dans la région, avec des réunions politiques et techniques de haut niveau : l'une entre la Grèce, la République de Chypre et l'Égypte, l'autre entre la Grèce, la République de Chypre et Israël.

Un an seulement après le début des exploitations gazières au Liban, le pays, qui plaçait tant d'espoirs sur cette nouvelle ressource, voit une nouvelle fois ses projets compromis. La guerre qui a embrasé la région depuis début octobre 2023 pourrait être un facteur supplémentaire de retardement de ces exploitations. Sauf si le scénario de l'accord maritime de 2022 entre Israël et le Liban se répète. Les intérêts énergétiques et économiques ne pourraient-ils pas une nouvelle fois, dans la région, se présenter comme un facteur stabilisateur ?

Pouvons-nous espérer que les acteurs impliqués dans l'exploration des gisements dans la région

<sup>1</sup> <https://www.argusmedia.com/en/news/2523354-lebanon-launches-third-offshore-licensing-round>

<sup>2</sup> <https://pubs.usgs.gov/fs/2010/3014/pdf/FS10-3014.pdf>

<sup>3</sup> <https://www.lpa.gov.lb/mapsgallery/Blocks%20areas%20and%20seabed%20depth.jpg>

## Tendances émergentes du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique



Par Idriss Mounir Lallali

Directeur adjoint du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT)

Rédacteur en Chef de la Revue Africaine pour la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme

La menace du terrorisme en Afrique a atteint des proportions sans précédent, évoluant en termes de magnitude et de répartition géographique à travers le continent. L'expansion territoriale et les attaques des groupes terroristes en Afrique sont une démonstration claire que le continent fait face à l'une des menaces les plus pressantes pour la sécurité, la stabilité et le développement de l'Afrique, peignant un tableau sombre pour l'avenir.

La base de données du Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme (CAERT) révèle une escalade inquiétante, avec plus de 2 952 incidents terroristes en 2023 entraînant plus de 15 556 décès, soit une moyenne de 8 attaques terroristes et 42 décès liés au terrorisme par jour, comparé à 4 attaques terroristes et 18 victimes par jour entre 2017 et 2021. La moyenne des décès par attaque a atteint 5,27 contre 4,03 décès par attaque enregistrés depuis 2019. Les civils restent les principales victimes, avec plus de

7 221 décès, dont plus de 4 262 membres des forces de sécurité et militaires ont péri en 2023 à la suite d'actes terroristes, comparativement à 2022 où 5 682 civils, 2 233 membres des forces de défense et de sécurité ont été tués. Cela démontre clairement l'augmentation de la létalité des groupes terroristes opérant en Afrique.

Cette tendance à la hausse et l'expansion continue, en particulier au Sahel, ont été exacerbées par l'instabilité politique persistante et l'impact du retrait de certains soutiens étrangers



Lé

aux pays touchés en raison de changements inconstitutionnels de gouvernement et de l'utilisation croissante de forces mercenaires et de sociétés militaires privées dans la lutte contre le terrorisme.

Les groupes terroristes continuent d'occuper et de contrôler certaines parties des territoires nationaux dans plusieurs États membres touchés. En contrôlant de tels territoires, ils tendent à gérer leurs propres économies criminelles en collaboration avec des réseaux criminels transnationaux organisés, et la population locale en profite souvent.

Effectivement, dans les zones touchées, la situation mine la confiance des populations locales dans la capacité de leurs gouvernements et forces de sécurité à les protéger contre la présence terroriste. En conséquence, les populations locales, dans plusieurs des zones touchées, vivent dans un environnement d'insécurité absolue, de peur, de traumatisme psychologique et sont souvent à la merci des groupes terroristes et extrémistes violents.

En effet, au cours des deux dernières décennies, le continent africain a été le témoin d'une évolution du paysage du terrorisme, comme en témoigne la nature et formes continuellement changeante de la menace, qui s'est transformé en une combinaison complexe de violence motivée par l'idéologie, de criminalité transnationale organisée et d'insurrection. Cela a entraîné la multiplication de groupes armés aux motivations diverses répandant la violence et provoquant l'instabilité dans de nombreuses parties du continent, menaçant même des régions entières. La structure, le leadership et l'allégeance de ces groupes sont en constante transformation, déterminés par les priorités locales, les acteurs et les opportunités existantes et émergentes. Mais principalement, si l'on met de côté des groupes



Table ronde a été coprésidée par le directeur par intérim de l'ACSRT, M. Idriss Mounir Lallali et le Dr Jasper Wieck, chef du département politique du ministère fédéral allemand de la défense.



gende

tels que l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), le paysage africain est encore dominé par des groupes terroristes locaux affiliés soit au groupe auto-proclamé l'État islamique (alias D'aesh) soit à Al-Qaïda.

Les causes sous-jacentes du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique sont complexes et multifacettes, présentant un défi à prédire uniquement à travers une variable unique. Le développement et la persistance des groupes terroristes et des mouvements d'extrémistes violents, ainsi que l'adhésion de personnes à ces entités, dépendent de l'alignement de divers facteurs englobant des éléments situationnels, politiques, sociaux, économiques et individuels. Alors que les facteurs politiques et économiques, tels que les déficits de gouvernance, les échecs de l'État, l'exclusion politique, la marginalisation et le chômage élevé favorisant la méfiance entre les gouvernements et les citoyens, jouent un rôle crucial dans la genèse, l'évolution et l'intensification du terrorisme et de l'extrémisme violent (TVE), les facteurs sociaux et psychologiques liés à l'identité sont des variables cruciales. Ces facteurs constituent les causes profondes que les groupes terroristes exploitent pour légitimer leur défiance envers les entités gouvernementales.

De plus, le terrorisme et l'extrémisme violent instaurent de facto une régression sévère dans les acquis en matière de gouvernance et de démocratie, posant une menace imminente à la structure même de l'État et au bien-être de ses citoyens. La perte étendue de vies et les pertes résultant des incidents de TVE, associées au déplacement de milliers de personnes, ont engendré des crises humanitaires prononcées et critiques. Cela souligne l'impératif de scruter de près les causes profondes et les catalyseurs propulsant le phénomène du TVE. Une compréhension approfondie des moteurs,

des incitations et des dynamiques associées au processus de recrutement, allant des conditions initiales et des facteurs au 'point de basculement' crucial incitant les individus à rejoindre des groupes extrémistes violents, a le potentiel de remodeler profondément les efforts dans la génération de réponses en matière de lutte contre le terrorisme (CT) et de prévention/contre le terrorisme violent (PCVE).

La prévalence d'institutions faibles, de frontières poreuses, de forces de sécurité insuffisamment formées et mal équipées, de griefs historiques et de possibilités économiques limitées a créé un environnement propice à la croissance et au maintien d'idéologies extrémistes. Ces conditions sont souvent exacerbées par des défis de gouvernance et des violations des droits de l'homme, même dans les tentatives de faire face à l'existence et à la propagation des activités terroristes.

Bien que des efforts louables aient été déployés individuellement et collectivement par de nombreux pays africains, avec ou sans le soutien de la communauté internationale, la menace demeure néanmoins robuste et résiliente. En plus des défis causaux et institutionnels précédemment énoncés, un certain nombre de facteurs critiques continuent de nuire à ces efforts, parmi lesquels on peut citer les suivants :

- Premièrement, la capacité soutenue de ces groupes à financer leurs opérations et à accéder à des armes et des munitions, notamment par diverses formes de trafic (drogues, humains, bétail, etc.), l'exploitation illégale des ressources naturelles et les enlèvements contre rançon de ressortissants étrangers et locaux ;
- Deuxièmement, le problème persistant lié à l'incapacité à identifier les combattants terroristes étrangers (CTE) ;
- Troisièmement, l'utilisation croissante de la technologie par les groupes terroristes, telle que les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la diffusion de la propagande, la radicalisation, le recrutement et la formation. En plus des technologies émergentes

telles que les systèmes aériens sans pilote (UAS)/drones, l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, et les technologies telles que les vidéos deep fake sont de plus en plus utilisées sur le continent ;

- Quatrièmement, l'impact des conflits en cours et de l'instabilité politique en Afrique, au Sahel et plus récemment au Soudan. Ajoutez à cela l'impact du conflit entre la Russie et l'Ukraine et la guerre d'Israël contre les Palestiniens à Gaza sur la chaîne d'approvisionnement mondiale ;
- Cinquièmement, la prévalence de la réponse axée sur la sécurité face à la menace et le manque d'attention porté aux causes profondes de la violence endémique ;
- Et enfin, l'utilisation accrue d'acteurs non étatiques dans la lutte contre le terrorisme sous diverses formes telles que les groupes de vigilance, les mercenaires et les entreprises militaires privées, avec des conséquences graves sur les droits de l'homme et l'État de droit.

Une réflexion et une stratégie approfondie sont nécessaires pour déjouer les réseaux criminels et terroristes. L'Afrique doit compter sur ses propres initiatives, développer une capacité durable de lutte contre le terrorisme et élaborer des outils de prise de décision pour un paysage de menace en constante évolution. Le continent doit poursuivre des efforts robustes, favorisant la coopération entre les États membres, les organismes régionaux et les partenaires internationaux tant de l'Occident que de l'Orient.

La situation actuelle appelle également à une recalibration urgente et à des stratégies flexibles et complètes. Une approche multidimensionnelle impliquant des aspects militaires, de sécurité humaine et d'engagement communautaire est essentielle pour contrer les causes profondes du terrorisme et gagner les cœurs et les esprits des communautés locales. L'appel à une coopération accrue, à l'innovation et à la confiance dans des solutions dirigées par l'Afrique résonne alors que l'Afrique s'efforce d'assurer un avenir stable et sécurisé face à des menaces en constante évolution.



Réunion de travail au Sénégal, du 11 au 15 décembre 2023.

## Un lendemain d'élections de tous les dangers...



Par Hicheme Lehmici  
Analyste géopolitique

Réélu triomphalement en décembre dernier, avec un plébiscite de 89,6% des suffrages selon les résultats officiels, le Maréchal Abdel Fattah Al-Sissi débute son troisième mandat à la tête de l'Égypte, à la fois pays arabe le plus peuplé et plus ancienne nation du Monde. Bien que cette élection présidentielle se soit déroulée sans surprises et en l'absence de candidats d'opposition de poids, elle marque néanmoins le début d'une nouvelle ère pour l'Égypte, dans un contexte de défis sociaux, économiques sans précédent et une conjoncture géopolitique dangereuse.

### Ordre et stabilité

Gouvernant d'une main de fer depuis maintenant plus de 10 ans, un pays qui compte désormais plus de 110 millions d'habitants et dont les deux-tiers ont moins de 30 ans, le Raïs doit composer avec une population qui lui a renouvelé une confiance nette et sans appel au nom de la stabilité politique et de la sécurité mais qui l'attend fermement sur le volet économique et social.

Garant de l'ordre et de l'unité nationale à l'image de tous ses prédécesseurs issus de l'armée, le président Al-Sissi tend à se démarquer néanmoins de l'ère Moubarak (1981-2011) à laquelle sa présidence est souvent comparée, par un activisme économique fort et une vision ambitieuse pour ce qui concerne la place de l'Égypte dans la sphère régionale et internationale.

Partisan de la manière forte dans la façon de gérer la contestation politique en interne, que celle-ci soit de nature idéologique religieuse comme les Frères Musulmans (dont les principaux leaders ont été condamnés à la peine capitale ou à la prison à vie) ou qu'elle soit issue de la gauche nationaliste, le maréchal Al-Sissi assume également le fait de se différencier de Hosni Moubarak dans son rapport à l'opposition et à la société civile en général, se gardant bien de leur laisser le moindre petit espace de liberté non contrôlée. Le président égyptien restant fermement convaincu que la politique d'ouverture politique engagée par Moubarak dans ses dernières années de règne sous la pression des Américains, fût la cause essentielle de la révolution qui a conduit à sa destitution...

S'appuyant sur le nouveau discours de ce qu'il appelle le « dialogue national inclusif » (el hiwar



Le Président Abdel Fattah Al-Sissi avec le Premier Ministre le Dr. Mostafa Madbouly.

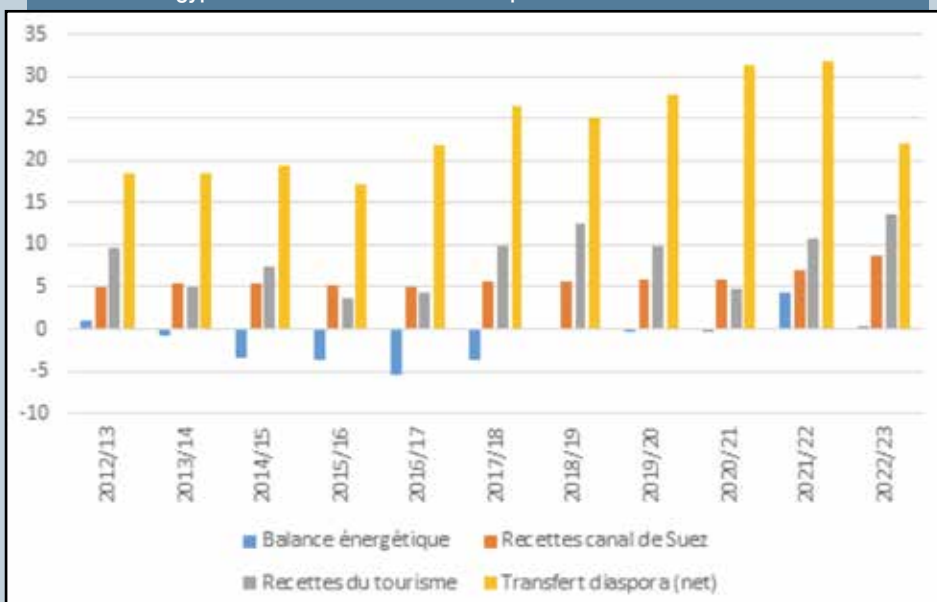
el watani el chamil), Al-Sissi entend mieux intégrer au sein du système, les talents et les voix potentiellement discordantes tout en permettant une forme d'opposition interne dont les lignes rouges restent à l'évidence clairement tracées dans leurs actions. La critique des services publics et des ministres, la corruption des gouverneurs locaux ou des entrepreneurs véreux est admise mais on ne touche pas à l'armée et aux sujets nationaux sensibles comme la situation dans le Sinaï ou la question des minorités religieuses.

### Une coûteuse politique de grands travaux

Conscient du profond mécontentement populaire quant à la situation sociale générale marquée par de profondes disparités sociales, des salaires particulièrement bas et une hyper-inflation devenue chronique (45% d'inflation en 2023), le régime égyptien a orienté sa stratégie économique sur une voie de politiques de grands travaux, dans l'espoir de créer à la fois de nouveaux emplois et redynamiser une croissance économique encore insuffisante (3,8% en 2023 contre 6,6% en 2022) pour compenser la pression d'une démographie toujours aussi forte (taux de fécondité d'environ 2,9 enfants par femme selon les données de la Banque Mondiale)<sup>1</sup>.

À l'évidence, la présidence de Sissi a été ponctuée par le lancement tous azimuts d'une frénésie de mégaprojets forcément coûteux par nature, à l'image du nouveau canal de Suez qui fût inauguré en grande pompe en 2015 (élargissement et doublement capacitaire) pour une facture finale de 8 milliards de dollars<sup>2</sup>. Et cela, sans compter sur les 15 milliards dédiés au développement de nouvelles zones économiques industrielles et commerciales, l'aménagement de nouveaux

### L'économie égyptienne est structurellement dépendante de l'évolution de trois rentes



Source : Direction Générale du Trésor<sup>8</sup>



ports ainsi que le percement de 6 tunnels routiers et ferroviaires.

Projet phare de la politique de développement porté par le rais égyptien, la construction d'une nouvelle capitale administrative aux allures de nouvelle Dubaï et aux dimensions pharaoniques (1 millions de logements conçus pour 6 millions d'habitants sur une superficie de 750 km<sup>2</sup>) à 70 kilomètres à l'est du Caire sur le site d'Al-Masa devrait engager un montant global d'investissements qui avoisinerait les 60 milliards de dollars <sup>3</sup>.

Tout cela sans compter les prochaines livraisons de 8 nouveaux aéroports internationaux, de la promotion d'un ambitieux plan d'aménagement et de peuplement du Sinaï de près de 5 milliards de dollars <sup>4</sup>, de la construction de la première liaison ferroviaire à grande vitesse du pays entre Alexandrie et al-Alamein (660 kilomètres de voie) facturé à 3,75 milliards de dollars ou encore la construction du Grand Musée Egyptien, véritable chef d'œuvre architectural et muséal étalé sur 47 hectares et situé à proximité des pyramides de Giza mais dont les travaux se chiffrent quand même à 1,1 milliard de dollars.

L'on pourrait encore citer le mégaprojet d'édification de la plus grande rivière artificielle du Monde <sup>5</sup>. Un projet qui s'inspire de l'ancien projet abandonnée « Toshka » de nouvelle vallée du Nil qui devait relier le lac Nasser jusqu'au désert Libyque et qui s'apparente dans sa version revisitée à un nouveau delta, permettant de transformer plus de 9.000 km<sup>2</sup> de surface aride en terres agricoles arables irriguées dans un pays où le désert occupe 97% du territoire.

A l'évidence, c'est plutôt dans les habits du pharaon bâtisseur que le Président Al-Sissi

s'est mué durant son règne présidentiel, pariant sur l'effet multiplicateur d'une politique de développement fortement inspirée par les modèles d'économies de type résidentielles de Dubaï et des autres pétromonarchies du golfe ou encore le projet saoudien Vision 2030, incarné d'une main de fer par le prince héritier Mohamed Ben Salmane.

### Crise sociale et endettement record

Et c'est justement-là que le bât blesse et que la comparaison s'arrête tant la politique de grands travaux portée par le maréchal Sissi bute de fait sur la limite des moyens financiers disponibles sur le papier. Car si le fond souverain saoudien peut s'appuyer sur un généreux matelas de 3.000 milliards de riyals (762 milliards de dollars en 2022), ambitionnant de dépasser les 1.000 milliards de dollars à l'horizon 2025 ou qu'Abu Dhabi grâce à l'ADIA (Abu Dhabi Investment Authority) peut surfer sur près de 853 milliards de dollars de fonds, il n'est rien de tel avec l'Egypte qui tout au contraire doit fortement s'endetter pour financer ses projets tout en assurant de lourdes dépenses en devises pour assurer la sécurité alimentaire du pays (40% des besoins alimentaires du pays sont importés) ainsi que le subventionnement des prix du pain et autres produits de première nécessité dans un pays où environ 30% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et 60% étant considérée comme pauvre ou vulnérable...

D'ailleurs, la dette extérieure de l'Egypte a atteint en 2023 le montant de 166 milliards de dollars tandis que le service de la dette devrait représenter 29,23 milliards de dollars en 2024. Un niveau d'endettement qui représente une pression financière considérable pour un pays embourbé par les difficultés sociales et les besoins en services publics d'une population en forte croissance démographique et qui a poussé les agences de notation Moody's Investors Services et S&P Global Ratings à émettre deux rapports particulièrement alarmants sur la capacité du Caire à honorer ses engagements. Ainsi Moody's Investors Service assurait dans son analyse que « *la capacité d'endettement et le profil de viabilité de la dette de l'Egypte sont de plus en plus menacés par la baisse des avoirs en devises étrangères du pays* » <sup>6</sup>. Une alerte pour laquelle Mostafa Madbouly, le Premier Ministre égyptien a tenté de rassurer les partenaires internationaux en assurant que le pays était « *tout à fait capable de respecter ses obligations en matière de remboursement de sa dette extérieure* » <sup>7</sup>.

Ces propos cachent mal en réalité l'inquiétude d'autorités égyptiennes particulièrement conscientes du fait que le scénario scénario d'un défaut de paiement auprès de ses créanciers n'est plus une hypothèse à écarter totalement même si le principe du « too big too fail » devrait assurer le soutien des grandes puissances et des pétromonarchies voisines au chevet d'une Egypte dont la déstabilisation aurait des répercussions géopolitiques beaucoup trop graves en cas de faillite.

Le Fonds Monétaire International (FMI) est d'ailleurs entré dans la danse en accordant à l'Egypte un programme d'aide à hauteur de 3 milliards de dollars sous la condition d'une mise en place de réformes sociales dangereuses pour la stabilité du pays et d'une flexibilité du taux de change de la livre égyptienne qui risquerait de faire exploser une inflation déjà au plus haut.

Embourbée dans une crise économique et financière sérieuse, l'Egypte n'offre pour autant

que peu de perspectives optimistes tant les éléments de conjoncture ont joué contre elle. Car si le pari d'une politique de grands travaux aussi ambitieuse et spectaculaire par certains aspects se tenait d'un point de vue économique, la conjonction d'un effondrement de la fréquentation touristique pendant la période covid (et donc de devises), de la crise du blé liée au conflit en Ukraine ou encore plus récemment, l'extension du conflit israélo-palestinien de Gaza en Mer Rouge par les Houthis du Yémen et le blocage de la circulation maritime commerciale en mer rouge (15 millions de dollars de pertes journalières) représentent tout autant de manque-à-gagner financier considérables pour l'économie égyptienne...

Plus globalement, la structure rentière de l'économie égyptienne autour des trois rentes que sont les transferts financiers de la diaspora égyptienne du golfe, le tourisme et les redevances du canal de suez constitue un problème que le faible développement industriel, notamment dans son segment des PME ne parvient pas à contrebalancer.

### Gaza : une bombe à retardement

En l'occurrence, la situation régionale devient particulièrement dangereuse pour l'Egypte et la guerre de Gaza et sa cohorte de victimes civiles palestiniennes tuées dans les bombardements aveugles de l'armée israélienne représente un défi majeur pour un pouvoir fortement contesté en interne par rapport à sa passivité à l'égard de Tel Aviv. La rue égyptienne est d'ailleurs sortie en masse pour exprimer sa solidarité avec Gaza et crier un mécontentement potentiellement explosif et à même de déstabiliser profondément le pays. La presse déchainée contre Israël et les milieux intellectuels n'hésitant pas à revendiquer la dénonciation des accords de Camp David et à opérer une réoccupation militaire du Sinaï d'ailleurs limitée par ces mêmes accords à défaut d'une intervention militaire directe voulue par une partie importante de la population.

C'est d'ailleurs pour conjurer cette colère que le Président Al-Sissi a tenu à rappeler la solidarité de l'Egypte à l'égard du peuple palestinien et à se positionner fermement sur toute idée de transfert de population de Gaza vers l'Egypte, qu'il a d'ailleurs qualifié de motif de guerre entre l'Egypte et Israël tout en invitant Tel Aviv à mettre fin aux hostilités <sup>9</sup>.

Un discours musclé qui peut d'ailleurs s'appuyer sur l'un des grands succès de la présidence d'Al-Sissi qui réside notamment dans la profonde modernisation de l'armée et la montée en puissance qualitative de cette dernière qui occupe le rang de 1<sup>ère</sup> armée arabe et africaine avec son million de soldats (actifs et réservistes) selon l'indice Global Firepower <sup>10</sup>. Plus spécifiquement, l'armée égyptienne cumule désormais une puissance de feu considérable et une diversité de systèmes d'armes perfectionnés et parfaitement maîtrisés qui lui permettent sur le papier, de renverser totalement le rapport de force en sa faveur par rapport à Tshahal sur le plan conventionnel.

Ainsi, entre les acquisitions récentes de nouveaux équipements modernes comme les avions français Rafale qui ne sont plus à présenter, les porte hélicoptères de débarquement Mistral ou encore les systèmes avancées de lutte antimissiles russes S400 Triumph ainsi que de nouveaux batch de mig 29 m3 et les redoutables hélicoptères de combat kamov 52 alligator largement éprouvés en Ukraine (nec plus ultra dans leur catégorie), les productions locales de blindés et de tous types de munitions (exportés



Le Président Abdel Fattah Al-Sissi avec le président brésilien Lula da Silva, à la fin de sa visite en Égypte, au cours de laquelle il a été convenu d'améliorer les relations entre les deux pays au niveau du partenariat stratégique.

d'ailleurs en Russie) et les probables prochaines livraisons d'avions de combat multi-rôles chinois Chengdu J-10, l'armée égyptienne présente un visage particulièrement redoutable.

D'ailleurs, l'énorme rassemblement de l'armée égyptienne dans ses composantes terrestres et aériennes en présence du Maréchal Al-Sissi à Suez, qui marque la limite géographique de déploiement de ses armes lourdes et systèmes complexes (les accords de Camp David limitant toute présence militaire égyptienne à des unités terrestres légères dans le Sinaï), se voulait un avertissement clair en direction de Tel Aviv. D'ailleurs, de nombreuses unités blindées se sont déployées depuis dans le Sinaï pour sécuriser la frontière avec Gaza, sans qu'Israël n'ait trouvé rien à redire.

### BRICS et multipolarité

Par ailleurs, s'il est un volet où la présidence du Maréchal Al-Sissi pourrait également être présentée sous l'angle d'une révolution stratégique, c'est bien celui du redéploiement diplomatique d'une Égypte qui d'un alignement traditionnel sur les États-Unis a clairement réorienté son ancrage international dans le cadre d'un rapprochement spectaculaire avec les BRICS et plus globalement dans le cadre d'une multipolarité parfaitement assumée.

Nouveau membre des BRICS aux côtés de l'Arabie Saoudite, l'Iran, les Emirats Arabes Unis, l'Éthiopie et l'Argentine, l'Égypte a clairement affiché à son échelle, ses intentions dans la voie d'une dédollarisation décomplexée. Les autorités égyptiennes avaient d'ailleurs multiplié les déclarations en faveur d'une dédollarisation du commerce international au profit des monnaies locales avant même l'adhésion du pays à

l'organisation des BRICS. L'Égypte avait d'ailleurs envisagé dès 2019 par la voix de son ministre des Finances de l'époque Mohamed Moayet, l'émission de ses premiers bons du Trésor en yuan chinois<sup>11</sup> tandis que la Banque Centrale du pays a commencé à mettre en œuvre un accord d'échange permettant d'assurer la convertibilité entre la livre égyptienne, le yuan chinois et le dirham des Emirats Arabes Unis.

Ainsi, Le Caire appuie non seulement la promotion de monnaies d'échanges alternatives au dollar comme le yuan et au remplacement du système swift mais a également entamé le « libellage » de ses échanges commerciaux en monnaies locales, notamment avec l'Arabie Saoudite à travers la livre égyptienne et le riyal.

Sur le plan énergétique, la multipolarité endosse aussi des habits spectaculaires dans le rapprochement du Caire avec Moscou, notamment avec le projet de construction par le géant mondial Rosatom, de la première centrale nucléaire égyptienne sur le site d'Al Dabaa (nord-ouest). Une centrale nucléaire aux dimensions XXL composée de 4 réacteurs VVER à eau pressurisée de 1.200 MW chacun pour un coût global estimé à 25 milliards de dollars... Un projet qui assurera l'indépendance énergétique de l'Égypte mais qui grèvera également encore un peu plus l'état de ses finances publiques et de sa dette internationale.

Enfin, la multipolarité s'exprime désormais également sur le plan de la diplomatie moyen-orientale avec la récente déclaration commune des ministres des affaires étrangères égyptien et chinois, qui depuis Le Caire, ont enjoint Israël à se conformer aux règles du droit international, exigé l'arrêt des massacres de civils et demandé

la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-est pour capitale. Une déclaration partagée avec Pékin qui aurait été totalement impensable il y a encore quelques années tant l'Égypte semblait durablement aligné à la politique américaine. Mais les temps ont bel et bien changé...

<sup>1</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=EG>

<sup>2</sup> <https://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/dessous-chiffres/2015/08/06/29006-20150806ARTFIG00004-les-chiffres-cles-des-travaux-du-nouveau-canal-de-suez.php>

<sup>3</sup> Looking 4 : Sissi-City : La Nouvelle Capitale qui pourrait Ruiner l'Égypte <https://youtu.be/zfzzSHav8w?si=hsuiCJcUdbyLDDGK>

<sup>4</sup> <https://www.jeuneafrique.com/1515011/culture/dismailia-a-sissi-city-la-folie-egyptienne-des-grands-travaux/>

<sup>5</sup> Looking 4 : Pourquoi l'Égypte Construit la Plus Grande Rivière Artificielle du Monde dans le Désert <https://www.youtube.com/watch?v=gkTl31B4nUE>

<sup>6</sup> <https://www.agenceecofin.com/actualites/0510-112433-l-egypte-doit-rembourser-29-milliards-de-dettes-exterieures-en-2024-banque-centrale#:~:text=L'Egypte%20devra%20rembourser%2029,octobre%2C%20par%20la%20Banque%20centrale>

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/EG/indicateurs-et-conjoncture>

<sup>9</sup> <https://www.j24news.tv/fr/actu/israel-en-guerre/1697622496-transferer-des-refugies-gazaouis-dans-le-sinaï-reviendrait-a-entraîner-l-egypte-dans-une-guerre-avec-israel-dit-sissi>

<sup>10</sup> <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>

<sup>11</sup> <https://newsfr.cgtn.com/news/783>

## Conflit Israélo-Palestinien : le jeu d'équilibriste de l'Égypte



Par Olivier DELAGARDE  
Maître de Conférences & Enseignant-chercheur  
UNIVERSITE DU CAIRE  
Faculté d'Economie & de Sciences Politiques

Entre manifestations populaires et spontanées de solidarité avec les Palestiniens et crise économique intérieure, le président égyptien marche sur un fil fragile. Alors que s'éternise la guerre entre Israël et la Palestine, l'inquiétude monte dans toutes les capitales de la région, en particulier au Caire. Le président Abdel Fattah al-Sissi, à la tête de l'Égypte depuis dix ans, voit à la fois des opportunités et des risques importants à chaque fois que la résistance palestinienne affronte l'occupation israélienne.

Depuis le règne des anciens présidents Anouar el-Sadate et Hosni Moubarak, l'Égypte a cimenté son rôle de stabilisateur dans la région suivant les intérêts américains, protégeant la sécurité de l'État d'Israël en s'assurant qu'aucun nouveau conflit ne soit déclenché par les armées conventionnelles arabes, servant ainsi de médiateur entre Israéliens et Palestiniens.

Cependant une telle « médiation », en particulier depuis que le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza en 2007, est dans les faits synonyme de pression sur les groupes de la résistance palestinienne afin d'obtenir une atténuation de leurs opérations, ou bien encore l'acceptation de compromis politiques.

Le Caire a disposé de cartes très diverses afin de mettre en application sa stratégie, telles que la coopération en matière de sécurité avec le Fatah et l'Autorité palestinienne, ainsi que la gestion du poste-frontière de Rafah, seule artère vitale de Gaza qui échappe ainsi au contrôle d'Israël.

### Un méli-mélo d'oppression et de résistance

Durant les frappes sur Gaza en 2014, l'Égypte s'est pleinement alliée à l'État d'Israël en oeuvrant avec ce dernier afin d'éradiquer le Hamas, tout en imposant de fait une pression collective à la population palestinienne de Gaza.

L'alliance étroite qui a émergé entre l'Égypte et Israël a permis dans un premier temps à l'armée de l'air israélienne, avec le plein accord des autorités du Caire, de mener des frappes secrètes dans le Sinaï contre des cibles présumées terroristes. En échange et parallèlement, Israël est intervenu au nom de l'Égypte auprès de la Maison Blanche dans le déblocage d'aide militaire.

La cause palestinienne a longtemps été un facteur de radicalisation pour des générations de jeunes Égyptiens et la porte ouverte à une certaine dissension à l'égard du régime. La majeure partie de la littérature sur les mouvements sociaux dans le monde depuis 1968, a tendance à se concentrer sur les rébellions des travailleurs et des étudiants dans le Nord global, mais de grandes manifestations ont également eu lieu dans le Sud global, notamment en Égypte.

Déçu de l'ancien président Gamal Abdel Nasser après la défaite de l'Égypte lors de la guerre des Six Jours en 1967, le mouvement étudiant s'est ravivé exigeant de profondes

réformes démocratiques, tout en scandant à ce que les dirigeants de l'armée en soient tenus responsables.

De nombreux activistes propalestiniens sur les campus égyptiens ont joué un rôle crucial dans ce nouveau mouvement social, qui connu son apogée lors des « émeutes pour le pain » en 1977, déclenchées par des décrets néolibéraux supprimant les subventions sur les produits de première nécessité. Sadate a finalement dû renoncer à ce plan tout en réprimant le soulèvement.

### Pour une prise de contrôle du Sinaï

Plusieurs décennies plus tard, le soulèvement égyptien de 2011 se révélera comme point culminant d'un long processus de désapprobation débuté en 2000 lors de la seconde Intifada palestinienne. Le régime égyptien, à l'instar des autres pays arabes, a alors apporté un soutien de façade aux droits des Palestiniens tout en considérant la résistance populaire et armée, comme une éventuelle source d'instabilité et

un modèle susceptible d'être répliqué par les dissidents locaux.

Depuis 2017 toutefois, l'animosité de rais égyptien envers le Hamas s'est progressivement muée en rapprochement et intérêt relatif. D'un côté, le Hamas s'est avéré plutôt attentif et résilient. De l'autre, face aux pertes lors des combats contre l'insurrection dans le Sinaï, l'Égypte a eu besoin de l'aide du Hamas pour contrôler le flux d'insurgés et d'armes depuis Gaza, ainsi que les voies de fuite vers Rafah.

L'accord informel comprenait un allègement du siège, l'ouverture du point de passage de Rafah et l'organisation de rencontres entre les dirigeants du Hamas visant à négocier une trêve à long terme avec Israël. Quoi qu'il en soit, la situation humanitaire à Gaza ne s'est pas substantiellement améliorée. La diplomatie égyptienne est demeurée dépendante des directives américaines, qui ont atteint de nouveaux niveaux extrêmes sous l'administration Trump.

L'élection de Joe Biden en 2020 à la tête des



Abdel Fattah Al-Sissi avec le secrétaire d'État américain Antony Blinken.

Etats-Unis, a ouvert une nouvelle page dans les relations entre l'Égypte et Gaza. Lors de sa campagne électorale, Biden avait juré de demander des comptes au « dictateur préféré » de Trump. Ce discours du chapitre des droits de l'homme du candidat était haut placé dans le programme du Parti démocrate, notamment celui de son bras « progressiste ».

Mais l'éruption de la guerre de Gaza en 2021 s'est avérée une opportunité en or pour Abdel-Fattah al-Sissi, lui permettant de se positionner en « médiateur » crédible capable d'exercer une influence sur le Hamas, tout en assurant la sécurité d'Israël. L'Égypte a réussi à négocier un cessez-le-feu, s'attirant ainsi les louanges de l'administration Biden.

Depuis lors, Le Caire a repris son rôle habituel, oeuvrant à la désescalade et au cessez-le-feu dès que des tensions naissent entre Israéliens et Palestiniens. En échange, l'Égypte s'assure une oreille auprès de Washington et des autres capitales occidentales. Assurer un certain calme ainsi qu'un canal de discussion, est également synonyme d'utilisation du poste-frontière de Rafah comme outil de négociation avec le Hamas et de transmission de renseignements à Israël concernant les menaces imminentes.

S'agissant du conflit nouveau, le dirigeant

égyptien marche sur un fil. Il s'offre à l'égard des dirigeants du monde (dont certains ont vivement critiqué sa politique en matière de droits de l'homme), une image de médiateur crédible visant à obtenir la désescalade, faute de résolution. Puis dans le même temps, il redoute qu'une catastrophe humanitaire ne contraigne des réfugiés palestiniens à s'installer en Égypte, qui engendrerait une instabilité politique intérieure certaine.

C'est pourquoi Abdel-Fattah al-Sissi a déclaré publiquement son opposition à toute proposition de transfert de Palestiniens dans le Sinaï, tout en suggérant que ces derniers soient dirigés vers le désert du Néguev « jusqu'à ce qu'Israël accomplisse sa mission déclarée de liquider la résistance ».

### **Un risque de troubles intérieurs avéré**

Aussi, il serait particulièrement dangereux pour le président égyptien d'affronter les conséquences nationales éventuelles, les Égyptiens étant frustrés par la dégradation de leur niveau de vie et par la crise économique. Sa victoire aux récentes élections présidentielles, malgré le plongeon de sa popularité, est assurée précisément par une certaine stabilité chère aux égyptiens.

Toutefois, des manifestations spontanées de solidarité avec les Palestiniens ont éclaté au cours de la semaine passée, sur les campus, dans les syndicats professionnels, dans les mosquées et dans certains lieux publics. De tels niveaux de mobilisation sont sans précédent depuis le coup d'État, et rappellent ceux des années 2000, lorsque la seconde Intifada palestinienne avait ranimé la politique de rue sous Moubarak.

Depuis plusieurs semaines, l'État s'implique dans certaines actions de rue, les fonctionnaires ont reçu l'ordre des autorités ou ont été mobilisées par le Parti du futur de la nation dirigé par les services de sécurité, afin d'organiser des rassemblements publics visant à soutenir la « position de défi de Sissi en défense de la sécurité nationale égyptienne ».

Il ne fait aucun doute que ces mobilisations tentent d'atténuer la colère de l'opinion publique, qui pourrait muer en manifestations contre le régime.

Quoi qu'il en soit, les manifestations actuelles normalisent une fois de plus la politique de rue. Le pays, même lorsque la dissension organisée a été éradiquée, est un baril de poudre prêt à exploser. La Palestine pourrait être le détonateur, si les armes ne se taisent pas rapidement.

**Les temps ont changé...  
Et vous ?**

**Leadership**  
**Adaptabilité**  
**Soustraction**  
**Relationnel**  
**Communication**

**Dans un monde en  
transformation accélérée,  
développez les compétences  
qui feront la différence.**

**Edge Skills™**

**Coaching**      **Formation**  
**C-Learning**    **Love Triangle™**

**www.caconsulting-group.com**  
**+33 (0) 1 42 77 74 33**  
**info@caconsulting-group.com**  
**18, avenue de l'Opéra - 75001 Paris**



## Nasser, un fantôme dans tous les esprits en Égypte



Par Olivier DELAGARDE  
Maître de Conférences & Enseignant-chercheur  
UNIVERSITE DU CAIRE  
Faculté d'Economie & de Sciences Politiques

Dans son ouvrage intitulé *Nasser in the Egyptian Imaginary*, l'auteur Omar Khalifah explore comment l'ancien président est devenu un élément central des rêves et des aspirations arabes, de leurs défaites et de leurs déceptions. Au lendemain de l'écrasante réélection du président Abdel Fattah al-Sissi, l'histoire se rappelle plus que jamais aux Égyptiens.

Plus de cinquante ans après sa mort, Gamal Abdel Nasser est toujours présent dans la mémoire collective égyptienne, et au-delà.

Alors que le 23 juillet dernier a marqué l'anniversaire du coup d'État de 1952 contre le roi Farouk Ier par le Mouvement des officiers libres, dirigé par Mohammed Naguib et Nasser, le nom de ce dernier est abondamment évoqué encore aujourd'hui. Au Caire et dans un certain nombre de pays arabes, on débat de son héritage, on brandit son portrait et on propage toujours ses discours enflammés.

De tous les dirigeants arabes du siècle dernier, rares sont ceux qui hormis Nasser, ont eu un impact tant durable qu'étendu au Moyen-Orient. Sa position inégalée encore ressentie aujourd'hui, le fait passer de l'histoire à la mémoire, de la sphère des politologues aux oeuvres des écrivains et des artistes – bref, du statut de figure réelle à celui de métaphore.

Qu'il soit glorifié ou diabolisé, magnifié ou déshonoré, salué en tant que symbole de liberté, d'anticolonialisme et de justice sociale, ou sali et considéré comme un dictateur impitoyable ayant entretenu un culte de la personnalité et popularisé le modèle de régime autoritaire parmi les arabes, Nasser est un sujet sensible et clivant, un agglomérat de significations qui transcendent les effets directs de son règne pour s'inviter au plus profond de l'esprit de multiples générations d'Égyptiens et d'arabes, devenant un support sur lequel ces derniers projettent leurs rêves et leurs aspirations, leurs défaites mais aussi leurs déceptions.

L'historien égyptien Sherif Younis conclut sa tentative d'analyse de l'idéologie socialiste nassérienne en affirmant que les détracteurs de Nasser, au même titre que ses panégyristes, témoignent de l'omniprésence permanente du président dans la vie égyptienne.

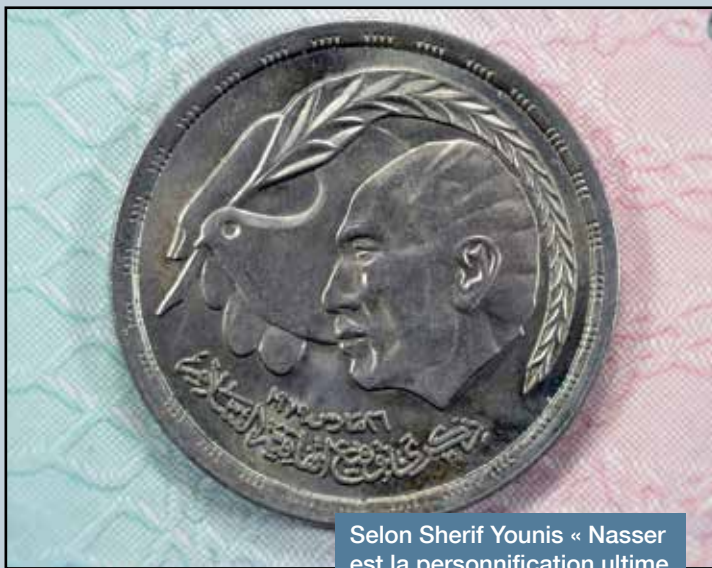
Selon l'historien, Nasser est la personnification ultime de la notion de « sauveur », ce rêve si ancré dans l'imaginaire égyptien des années 50. Pourquoi, s'interroge-t-il, ceux qui ont conscience de la fausseté de ce concept sont-ils eux aussi incapables « de laisser Nasser dans sa tombe et de le dépasser » ?

### L'absence de modèle politique alternatif

Sherif Younis estime que les Égyptiens n'ont pas encore produit un modèle politique alternatif capable de remplacer celui de Nasser, malgré les vicissitudes de la vie publique. Ceux qui ne croient plus au « héros individuel » sont libérés d'une grande illusion, mais ne parviennent toujours pas à combler le vide laissé par Nasser, le représentant suprême de ce modèle.

En d'autres termes, pour que les Égyptiens cessent d'invoquer Nasser, ses réussites et ses échecs, et puissent l'identifier à un passé lointain, un changement radical doit intervenir dans la manière dont ils se conçoivent vis-à-vis de leur réalité, de leur histoire et de leur État-nation – une transformation de leur imaginaire social.

« Je cherche dans mon livre à identifier l'espace exact que Nasser a occupé dans l'imaginaire égyptien, ses histoires, ses trajectoires, ses formes, ses particularités et ses vicissitudes. J'essaie de montrer que l'image de Nasser n'a pas suivi un parcours lisse, ininterrompu et singulier vers la gloire ou la disgrâce. Elle est plutôt passée par une multitude de jonctions et de tournants



Selon Sherif Younis « Nasser est la personnification ultime de la notion de sauveur ».

et a été produite par des discours concurrents, des opinions divergentes et des sensibilités contradictoires », poursuit Sherif Younis.

La vision largement positive de Nasser, empreinte d'un certain romantisme, qui a proliféré dans la littérature et le cinéma égyptiens au cours des deux dernières décennies, cache une histoire beaucoup plus complexe et plurielle, celle d'une ascension puis d'une chute.

En réalité, la survie de Nasser en tant que sujet de nostalgie pour de nombreux Égyptiens est en soi un signe de la position particulière dans laquelle il a été placé, compte tenu du coup de grâce qu'il a subi en 1967, suivi de l'intense campagne de « dénassérisation » lancée par son successeur.

Une contribution majeure de cet ouvrage réside dans la mise en évidence d'exemples par lesquels de nombreux Égyptiens séparent Nasser de son régime. Alors que ce dernier peut être considéré comme oppressif, injuste et même brutal, Nasser est souvent détaché de ses excès et donc déchargé, avec l'idée selon laquelle il ignorait ou désapprouvait nécessairement ces mesures.

### Le temps du désenchantement

La littérature et le cinéma égyptiens regorgent de personnages qui se réclament de Nasser et l'invoquent contre son propre régime, encouragés par une certaine croyance en son exceptionnalisme.

L'un des effets notables de cette tendance est que même faisant partie des films relevant de la période de dénassérisation, Nasser lui-même n'était guère critiqué, et que son portrait de surcroît, n'apparaissait que rarement dans les pires scènes telles que les salles d'interrogatoire pour ne pas dire de torture.

Alors qu'au cours des quatre années qui ont précédé la guerre de Suez de 1956, les auteurs émettaient de timides critiques à l'encontre de Nasser tout en manifestant de l'inquiétude face aux mesures répressives qu'il initiait – tout en reconnaissant ses bonnes intentions et ses efforts sincères pour le bien du pays –, la période entre 1956 et 1967 fût fortement marquée par une glorification du personnage, devenu un symbole et un héros de l'indépendance, de l'anticolonialisme et de la justice sociale qui, s'il a présidé un régime qui a pu être entaché de torture, de corruption et de persécution, pouvait néanmoins être séparé de ces méfaits et revendiqué par le peuple.

Cette longue période de foi en Nasser marqua une interruption du fait de la *naksa* (« défaite ») de 1967, entraînant un clivage entre auteurs et cinéastes quant à la culpabilité de Nasser quant à cet échec.

S'en suivit trois années de désenchantement à l'égard de Nasser, entrecoupées de traitements cinématographiques et littéraires allégoriques sévères à son égard, dont certains remettaient en question la séparation antérieure entre Nasser et le régime. Le point culminant en a été incontestablement le film « *Shey min el khouf* » (Un goût de peur) de Hussein Kamal, sorti en 1969.

Les représentations critiques de Nasser auront atteint leur apogée sous

la présidence d'Anouar al-Sadate (1970-1981), marquant des attaques systématiques à l'encontre de son héritage le cantonnant à des images de torture, de peur et d'oppression populaires.

Cette offensive ne poursuivait alors qu'un seul objectif : établir un contraste évident entre Nasser et Sadate, ayant pour conséquences de légitimer les changements radicaux initiés par ce dernier dans les orientations économiques, politiques et sociales de l'Égypte.

Toutefois une étude attentive de cette période démontre que ces représentations s'inscrivaient principalement dans les films, alors que la plupart des récits littéraires (à l'exception notable de Karnak Café de Naguib Mahfouz) se montraient plus silencieux à l'idée de réévaluer l'image de Nasser dans les années 1970. Tandis que la majorité des écrivains partageaient les orientations de classe de Nasser, ses idéaux de justice sociale et d'égalité, les films étant produits quant à eux en grande partie par le secteur privé, étaient orientés par leurs positions politiques et économiques vis-à-vis de Nasser.

Contrairement aux auteurs qui ont observé plutôt discrètement l'effondrement du projet nassérien sous Sadate, un nombre considérable de producteurs de films ont trouvé dans cette décennie une opportunité bénie de laisser libre cours à l'inimitié nourrie au fil du règne de Nasser, et de ses politiques socialistes.

La détérioration de la situation économique et sociale durement ressentie durant les dernières années de gouvernance de Sadate, qui a persisté tout au long du mandat d'Hosni Moubarak, a toutefois initié un retour d'une image positive de Nasser au début des années 1980, devenue dominante au cours des années suivantes jusqu'à aujourd'hui.

Le fait est que ce retour en grâce de Nasser a quasiment éliminé toute divergence née au cours de la décennie précédente entre écrivains et cinéastes, jusqu'à les unir dans l'invocation de Nasser face à une réalité en plein naufrage.

Ainsi, Nasser est devenu tantôt un martyr dans le « Livre des illuminations » (Kitab al-Tajalliyat) de Gamal Ghitany, tantôt un refuge pour la pauvre Zeinat dans « Zeinat fi Janazat al-Ra'is » de Salwa Bakr, tandis que de jeunes réalisateurs progressistes ont commencé à revisiter l'image cinématographique de Nasser en rejetant le traitement sensationnel de leurs prédécesseurs des années 1970.

La résurgence d'une vision nostalgique de Nasser au cours des deux dernières décennies nous en apprend davantage sur les circonstances entourant ce retour en grâce en Égypte que sur le président.

Le fait que de nombreux Égyptiens aspirent toujours aux mêmes idéaux, rêves et aspirations que ceux que Nasser s'était efforcé de concrétiser, montre bien que l'ère post-Nasser n'a été vécue qu'au niveau temporel en Égypte. La pauvreté, l'injustice sociale et l'hégémonie étrangère ont tellement imprégné le pays, qu'elles en sont devenues des composantes durables de la vie égyptienne.

Pire encore, les vagues d'extrémisme islamique, les affrontements sectaires et l'émigration de grands intellectuels, dont l'Égypte de Nasser était largement préservée, ne sont que quelques-uns des symptômes d'une réalité à marche forcée.

Aussi, la disparition prématurée de Nasser en 1970 a heurté une nation encore traumatisée par une défaite sans précédent et déshonorante de 1967, dont les images et les souvenirs ne cessent de hanter l'imaginaire égyptien.

## Toujours légitime en 2011

Le récit de Ahdaf Soueif a été écrit près d'un an avant la révolution égyptienne de 2011.

La révolution en elle-même, si elle se poursuit encore aujourd'hui, est encore peu représentée dans les récits écrits ou visuels. Ahdaf Soueif (née en 1950) propose une analyse de cette situation dans un article au titre révélateur, « En temps de crise, la fiction doit s'effacer ». Publié en août 2012, l'article soutient que le temps n'est pas encore venu de produire un récit fictionnel mûr de la révolution.

Si les romanciers égyptiens « ont produit des textes empreints de critique, de dystopie, de cauchemar » avant la révolution, il semblerait qu'ils aient tous « renoncé – pour le moment – à la fiction ». La révolution de 2011 n'est pas encore « fictionnalisable » dans la mesure où « la vérité immédiate est trop flagrante pour permettre à une vérité plus subtile de prendre forme. Car il faut plus de temps pour traiter la réalité, pour la transformer en fiction », explique Ahdaf Soueif.

Une autre raison peut résider dans le fait que l'écriture d'un roman nécessite un temps de retrait du monde réel et de repli sur soi, loin des foules qui occupent la rue.

Et c'est là qu'Ahdaf Soueif, elle-même romancière de premier plan ayant également rejoint les rangs de la révolution, privilégie l'activisme politique à la production fictionnelle, ou le citoyen au romancier : « Vous, citoyens, devez être présents sur le terrain pour défilé, soutenir, discuter, initier, articuler. »

Bien que rédigé il y a plus de trois ans, le point de vue d'Ahdaf Soueif s'est en grande partie vérifié ; rares sont les figures littéraires majeures en Égypte



On assiste à une résurgence d'une vision nostalgique de Nasser au cours des deux dernières décennies.

qui ont produit une oeuvre significative autour de la révolution de 2011 et de ses conséquences.

La présence de Nasser dans la révolution de 2011 est cependant abondamment établie. « J'ai commencé mon introduction par un événement réel qui témoigne de la présence continue de Nasser dans la vie des Égyptiens », poursuit Ahdaf Soueif.

Effectivement, parmi les images de la place Tahrir qui ont inondé le monde entier, il a été observé des groupes d'Égyptiens brandir des photos de Nasser, tandis que des témoignages en direct faisaient état de plusieurs stands à Tahrir diffusant ses discours et des chansons célèbres qui lui étaient dédiées.

Depuis 2011, trois phases majeures ont souligné la légitimité de Nasser dans les événements actuels en Égypte. La première phase a donné lieu à de vifs débats concernant la position de Nasser au regard de la révolution de 2011.

La principale question qui a dominé ces débats étant de savoir si la révolution de 2011 signifiait une rupture avec les trois décennies de Moubarak, avec l'Égypte de Sadate ou bien avec l'ensemble du régime de juillet 1952 – autrement dit, si les révolutionnaires égyptiens contemporains suivaient ou non le chemin de Nasser.

La journaliste égyptienne Nagla' Bidir a par exemple formulé une mise en garde, à l'époque où l'Égypte était dirigée par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), contre le fait d'homogénéiser l'armée égyptienne et de la percevoir comme une entité unique depuis Nasser, soutenant que ce dernier ne faisait pas partie du « régime militaire » contre lequel les révolutionnaires protestaient.

Le cinéaste égyptien Khalid Youssef a supposé quant à lui que l'image positive de Nasser prendrait un nouvel élan dans le cinéma égyptien après la révolution, tandis que les romanciers Sonallah Ibrahim, Ibrahim Abdel Meguid et Gamal Ghitany ont unanimement déclaré que la révolution était un événement majeur contre le Nizam Yulyu (le « régime de juillet »).

Une exposition inaugurée quelques jours avant le premier anniversaire de Nasser d'après la révolution a par ailleurs suscité beaucoup d'attention et mis en évidence un clivage au sein de l'opinion publique à l'égard de la mémoire de l'ancien président. L'exposition intitulée « Nasser, le rêve », dont le vernissage s'est déroulé en présence de la famille de celui-ci, présentait des tableaux anciens et récents, dont certains avaient été réalisés après la révolution de 2011, mais qui révélaient tous « le bon côté du tableau », comme le stipulait le titre d'une critique.

Publiée dans l'hebdomadaire al-Ahram, la critique reprochait aux organisateurs d'avoir tenté de lier Nasser à la révolution de 2011, soulevant la question suivante :

« Si Nasser doit être le symbole des rêves de justice, de liberté et d'égalité en Égypte, riches comme pauvres, alors pourquoi diable subissons-nous encore l'injustice et un manque de liberté au sein de la société égyptienne ? Et si les principes de la révolution de 1952 n'ont pas survécu, alors pourquoi célébrons-nous encore le rêve ? Un rêve qui, en d'autres termes, s'est avéré être un cauchemar ».

De la même manière, Nasser figure dans deux des premières réponses littéraires à la révolution de 2011. Le titre Mi'at Khatwa min al-Thawra (« À cent pas de la révolution »), écrit à la manière de Gabriel Garcia Marquez, introduit un journal intime qui adopte une position ambivalente vis-à-vis de la relation entre Nasser et les révolutionnaires de Tahrir.

L'écrivain, qui relate ses observations personnelles des dix-huit jours de protestations qui ont entraîné la chute du président Moubarak, oscille entre la description des masses à Tahrir qui « crient les blessures causées à leur dignité par trente années de règne du dictateur », et une annonce sans

équivoque : « *Le régime de la révolution de juillet a 62 ans [...] Cette révolution est une rupture totale avec celui-ci* ».

La comparaison entre le discours de démission de Nasser au lendemain de la défaite de 1967 et le deuxième discours de Moubarak le 1er février 2011, sous la forme d'une conversation entre une mère et son fils Khalid dans le roman 7 Ayyam fi al-Tahrir (« Sept jours à Tahrir ») de Hisham al-Khishin, est bien plus lourde de sens.

Connu pour son impact émotionnel puissant sur un grand nombre d'Égyptiens pendant la révolution – qui a créé une scission entre ceux qui croyaient aux concessions et aux promesses de Moubarak et ceux qui n'y croyaient pas –, le discours a convaincu Khalid et ses amis de quitter Tahrir et d'accorder à Moubarak le sursis qu'il demandait.

La mère de Khalid rappelle toutefois à son fils qu'elle y voit une manipulation des Égyptiens similaire à celle pratiquée par Nasser, établissant ainsi une continuité entre les deux présidents :

« *Ton enthousiasme, Khalid, me rappelle l'époque où Nasser a démissionné. Un seul discours a fait que ces braves gens ont rempli les rues pour supplier celui qui les a menés à la défaite et au déshonneur de rester. Tous les dirigeants égyptiens comprennent l'émotivité des Égyptiens et cherchent à l'exploiter pour servir leurs intérêts* ».

## Un nouveau Nasser : Sabahi ou Sissi ?

La deuxième phase a coïncidé avec l'ascension fulgurante de Hamdine Sabahi, qui a indéniablement relancé les questions relatives à la place du leader charismatique dans l'Égypte de l'après 2011.

Nassériste de la première heure, Sabahi l'outsider de l'élection présidentielle égyptienne de 2012, conquiert une étonnante troisième place, à quelques points seulement du vainqueur des Frères Musulmans Mohamed Morsi, et du Premier ministre de l'ère Moubarak Ahmed Chafik.

Décrit par de nombreux observateurs comme pur produit de l'école nassérienne, Sabahi n'a pas caché ses ambitions politiques, s'appuyant sur l'attrait de son héros auprès des masses. Il a cependant cherché à maintenir une vision plus personnelle de l'exercice de la fonction, essayant d'éviter ce qu'il percevait comme les écueils de Nasser : « *Je maintiendrais les principes de Nasser en matière de justice sociale tout en prônant un système complètement démocratique qui définit et limite clairement le rôle du président, ce que Nasser n'a pas fait* ».

La vague de popularité de Sabahi ne peut s'expliquer par l'unique désir des Égyptiens d'un leader semblable à Nasser – la crainte d'un retour à l'ancien régime et au pouvoir des Frères musulmans a certainement influencé de nombreux électeurs à envisager une troisième voie. Pourtant, sa présence a servi de mémoire sinon d'une préfiguration, de l'image de Nasser et de son attrait incessant parmi les Égyptiens de la classe moyenne.

La légitimité de Nasser dans l'histoire du pays assorti du pouvoir de son image, sont toutefois on ne peut plus perceptibles à travers l'arrivée au pouvoir de l'ancien ministre de la Défense, Abdel Fattah al-Sissi.

La nouvelle omniprésence de l'armée égyptienne dans la sphère politique après des jours de manifestations massives contre le président Morsi, est un épisode très connu. Le 3 juillet 2013, Abdel Fattah al-Sissi alors chef de l'armée, a chassé l'islamisme du pouvoir. Un événement contesté et décrit soit comme un coup d'État, soit comme une seconde révolution.

Près d'un an plus tard, Abdel Fattah al-Sissi a changé son cap initial de ne pas briguer la présidence en remportant sans surprise l'élection présidentielle contre nul autre que Sabahi. Mais cette fois avec une marge bien plus importante et un score époustouffant, soit 96,91 % des suffrages. Avec l'émergence d'Abdel Fattah al-Sissi et la naissance de ce que Juan Cole décrit comme la « Sissi mania », l'idéal Nasserien a refait surface dans le quotidien des égyptiens, d'une manière jamais observée au cours de la dernière décennie.

Les chaînes d'information du monde entier auront diffusé des images de milliers d'Égyptiens brandissant des affiches arborant à la fois les figures de Nasser et Sissi. Les principaux intellectuels du pays, tels que Sonallah Ibrahim ou bien encore Gamal Ghitany, feront l'éloge de Sissi en le plaçant dans le prolongement et digne héritier de Nasser. Abdel Fattah al-Sissi lui-même, à différents moments et au travers diverses interviews, tirera parti de cette flatteuse comparaison.

Ce récent reflet miroir des deux personnages, bien qu'inachevé dans la réalité, contraint néanmoins à se pencher sur les perspectives quant à la place de Nasser dans l'imaginaire égyptien. La résurrection flagrante de l'image de Nasser ainsi que son héritage au cours des deux dernières années, en dit plus sur l'espoir des Égyptiens que sur Sissi lui-même.

Jusqu'à son intervention en juillet 2013, Abdel Fattah al-Sissi était quasiment inconnu des Égyptiens de la rue. Son portrait aux côtés de celui de Nasser après son accession au pouvoir, traduit plus que probablement le désir des Égyptiens d'une figure semblable à celle de Nasser transcendant les foules et fondant l'espoir de solutions aux nombreuses difficultés qui les submergent.

Comme décrit précédemment, les premiers mois qui ont suivi la révolution

de 2011 avaient poussé les Égyptiens à transcender le désir d'un leader charismatique, façonnant un nouveau contrat social et laissant à l'armée un rôle très limité dans la vie publique.

La « Sissi mania » en revanche, a apporté une réponse plus définitive au rêve. Peu importe l'orchestration par les médias officiels et les politiques égyptiens, il demeure indéniable que la comparaison Sissi-Nasser a fait vibrer la corde nostalgique populaire.

En outre, la manière dont les médias officiels égyptiens, les hommes d'affaires et l'entourage d'Abdel Fattah al-Sissi se sont revendiqué et approprié l'image de Nasser, est révélatrice. Constitué en grande partie de personnalités dont les orientations sociales, politiques et économiques allaient plutôt à contre-courant de celles de Nasser à l'époque, ce segment influent de la société égyptienne était néanmoins capable de sélectionner des aspects précis de ce dernier qui leur permettaient de présenter Abdel Fattah al-Sissi comme son véritable héritier. Le plus important étant sans aucun doute le fait que les deux hommes aient tenu en échec les Frères musulmans.

Comme l'ont relevé de nombreux observateurs en doux paradoxe, « *la classe supérieure et la classe moyenne supérieure qui considèrent actuellement Abdel Fattah al-Sissi comme le nouveau Nasser et le présagent comme tel, ne toléreront pas que les politiques sociales et économiques de Nasser soient à nouveau appliquées en Égypte* ».

Enfin, rappelons-nous que déjà l'élection présidentielle de 2014 en Égypte avait été une nouvelle manifestation de la légitimité de Nasser dans l'Égypte d'aujourd'hui et l'apogée de l'invocation de ce dernier comme moyen d'attirer les Égyptiens ordinaires.

Si les deux candidats de l'époque avaient puisé dans l'image de Nasser et de son héritage un moyen de légitimer leurs projets, soutenus bien que de manière disproportionnée par des légions de médias et de personnalités, tous deux avaient opté pour le Nasser qui correspondait le mieux à leurs intérêts. Finalement, c'est l'ennemi puissant et virulent des Frères musulmans, le Nasser incarné par Abdel Fattah al-Sissi, qui a triomphé de la version socialiste de Nasser prônée par Sabahi.

Ainsi, Yasir Abu Hilala alors directeur général d'Al Jazeera, a établi dans une tribune publiée en 2014 sa liste des neuf différences entre Nasser et Sissi, soutenant que le seul point commun entre les deux hommes était l'uniforme militaire.

Le spectre de Nasser depuis 2013 atteste de la puissance de son image et de sa capacité à hanter l'imaginaire égyptien à un moment aussi crucial de l'histoire égyptienne.

La question de savoir si le bilan final d'Abdel Fattah al-Sissi aura un impact sur le souvenir que les Égyptiens garderont de Nasser, laisse le champ libre à toutes sortes de spéculations. Si les échecs du rais égyptien à l'aube de son troisième mandat, peuvent amener les Égyptiens ordinaires à abandonner la notion du sauveur et à la dissocier de leurs aspirations à un avenir meilleur, ils pourraient néanmoins renforcer l'exceptionnalité de Nasser et l'élever ainsi à un rang inégalé que ni Abdel Fattah al-Sissi, ni aucune autre figure politique n'a pu atteindre.

Cela prouverai une fois de plus que dans l'esprit de nombreux Égyptiens, Nasser n'est pas seulement un personnage historique – un dirigeant qui a régné sur l'Égypte à une certaine époque de leur passé lointain, marqué par des réussites et de nombreuses chutes –, mais aussi une notion synonyme de justice sociale, de dignité et d'égalité.

Le rêve nasserien finira-t-il par s'éteindre en Égypte ? Peut-être. Mais en attendant, l'homme fort des années 50 demeure toujours aujourd'hui une composante essentielle de l'imaginaire égyptien.

**Ce texte contient des extraits de « Nasser in the Egyptian Imaginary » (2016) d'Omar Khalifah, avec l'autorisation de l'auteur.**



**Le spectre de Nasser depuis 2013 atteste de la puissance de son image.**

## Le retour de la Monarchie : une alternative à la solution politique libyenne ?



Par Imen Chaanbi

Directrice France-Maghreb-Afrique de l'Observatoire Géostratégique de Genève

Le Prince Héritier Mohammed Ridha El Senoussi est attendu à Tripoli. Invité par le Premier ministre actuel, Abdelhamid Dbeibah, cette rencontre entre dans le cadre de la préparation de l'avenir politique de la Libye.

Le 9 février 2024<sup>1</sup>, le Prince Héritier Mohammed Ridha El Senoussi est attendu à Tripoli. Invité par le Premier ministre actuel, Abdelhamid Dbeibah, cette rencontre entre dans le cadre de la préparation de l'avenir politique de la Libye.

Depuis la chute de Mouammar Kadhafi, le pays fait face à de nombreuses crises. La Libye est fragmentée de l'intérieur en raison de deux gouvernements. Le gouvernement de l'Est dirigé par le Maréchal Khalifa Haftar et, le gouvernement de l'Ouest<sup>2</sup> installé à Tripoli, gouverné quant à lui, par Abdelhamid Dbeibah.

Il a été nommé Premier ministre par intérim<sup>3</sup>, le 5 février 2021 par le Forum de dialogue politique libyen parrainé par l'ONU, avec pour objectif principal la mise en place d'élections présidentielles. Malgré les pressions de l'Union Européenne et des Nations Unis<sup>4</sup>, le Premier ministre n'a pu unifier le pays par l'organisation d'élections démocratiques. Après une tentative de rapprochement avec Seif El Islam Kadhafi et, des négociations avortées avec le Maréchal Haftar ; Dbeibah a décidé de faire appel aux royalistes pour réinstaurer l'identité nationale libyenne perdue.

Les négociations en coulisse s'activent depuis quelques mois, ainsi le représentant du Conseil présidentiel Moussa Al-Koni<sup>5</sup> a rencontré les membres de l'Association internationale des tribus des Idrissi qui ont à leur tour confirmé leur soutien au projet de réconciliation nationale. Celle-ci permettra d'assurer la stabilité du pays tout en préservant l'héritage culturel libyen.

L'instauration de la monarchie représente avant « tout une solution à même de rétablir » l'état de droit et « la stabilité du pays »<sup>6</sup>.

### Le Prince héritier : la diplomatie parallèle au service du peuple libyen

Le Prince héritier Mohammed El Senoussi qui est né à Tripoli, a vécu en Libye jusqu'en 1987. Petit neveu du Roi Idriss Ier, son père Hassan Al Ridha<sup>7</sup> devait être couronné le 3 septembre 1969. Mais le 1er septembre 1969, les « officiers unionistes libres » dirigés par le Colonel Mouammar Kadhafi ont mis fin à la Royauté en déclarant la République dans un premier temps, puis « la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste » en 1977.

Le Prince héritier Hassan Al-Ridha a été emprisonné jusqu'en 1972. La famille royale sera assignée à résidence jusqu'en 1977.

En 1984, Kadhafi détruira les derniers symboles



Le Prince est soutenu par une grande majorité de la diaspora libyenne qui voit en lui le symbole de l'identité nationale libyenne.

de la royauté notamment la mosquée historique de Senoussi dans l'oasis de Jaghub ainsi que, la tombe de l'Imam Mohamed Bin Ali Al Senoussi (fondateur du mouvement Senoussi). Le défunt Prince héritier Hassan El Ridha transmettra le titre et, la direction de la famille à son fils en lui attribuant le titre légitime de Prince héritier de la Libye.

À Londres, il crée le mouvement pour la restauration de la royauté s'appuyant ainsi sur un vaste réseau d'influence composé de membres de la diaspora libyenne, et de think tank étrangers notamment anglo-saxons.

L'une des associations libyennes est dirigée par Ashraf Boudouara, chef du Comité Préparatoire de la Conférence Nationale pour l'Activation de la Constitution et le Retour de la Monarchie. Celui-ci revendique la mise en place d'un dialogue national.

Ainsi le 26 janvier 2024, les membres issus de la société civile se sont réunis à Istanbul pour la mise en place de ce dialogue. Ce 4<sup>ème</sup> cycle de consultations communautaires a émis différentes propositions dont le rétablissement de la constitution de 1951, le dialogue national avec l'ensemble des acteurs de la société civile, ainsi que la réaffirmation d'une identité nationale libyenne.

Selon le Prince, le retour à la monarchie permettra une réconciliation avec le peuple libyen tout en garantissant les droits civils et politiques des libyens, ainsi qu'une coexistence pacifique sur un territoire unifié.

Dans le cadre de la célébration de la fête nationale<sup>8</sup>, il confirmera sa disponibilité et sa volonté de travailler aux côtés des acteurs de la société civile libyenne.

Le Prince est soutenu par une grande majorité de la diaspora libyenne qui voit en lui le symbole de l'identité nationale libyenne. Nouvelle figure de la politique libyenne, il n'a jamais occupé de fonctions politiques et économiques en Libye. En se plaçant comme le médiateur, il incarne le renouveau par une légitimité politique et, religieuse héritée de son père. Son éducation anglo-saxonne et ses aspirations démocratiques, constituent un atout majeur pour les Nations Unis et l'Union Européenne. Inconnu de la jeune génération, il devra se faire une place dans le paysage politique libyen. L'adoubement par Dbeibah est un atout mais reste un cadeau empoisonné puisque parmi les soutiens, il y a les frères musulmans qui par nature ont toujours combattu le soufisme<sup>9</sup>.

Le Prince devra affirmer son autonomie politique pour ne pas être tributaire du passif du gouvernement actuel qui utilise tous les moyens

politiques et symboliques à sa disposition et, ce pour son propre intérêt.

## L'instrumentalisation du nationalisme par Dbeibah : un jeu de dupe ?

À travers cette alternative politique, le Premier ministre souhaite rétablir le sentiment d'appartenance à la Nation Libyenne. La révolution avait endossé le pas par la réinstauration du drapeau libyen établi par la constitution de 1951<sup>10</sup>. Véritable symbole de la royauté, le rouge rend hommage aux martyrs morts pendant la colonisation italienne. Le noir quant à lui, évoque l'étendard de la confrérie Senoussi fondée au XIX<sup>ème</sup> siècle par Mohamed Al-Senoussi. Ce dernier avait sous son commandement Omar Al Mokhtar<sup>12</sup>. Le vert et le croissant incarnent l'espoir, la prospérité des générations futures ainsi que l'Islam.

Au-delà du nationalisme de conservation<sup>12</sup>, le Premier Ministre libyen souhaite réinstaurer le nationalisme de libération. En effet, par la mise en cause des structures politiques actuelles, il souhaite unifier les trois régions libyennes à savoir la Tripolitaine, le Fezzan et la Cyrénaïque.

Par ailleurs, il s'agit de prôner le principe libéral d'égalité, par le rejet de la domination étrangère à savoir les armées et mercenaires étrangers. En luttant pour son indépendance nationale, le peuple libyen affirmera sa souveraineté, ce qui conduira de facto à la création d'un État -nation.

La venue d'un symbole vivant devrait réanimer ce nationalisme d'antan créant ainsi une révolution politique et culturelle au sein d'une société libyenne fragmentée territorialement et générationnellement.

Cependant, cette manœuvre politique est la conséquence directe de l'incapacité du Premier Ministre de gouverner le pays et à désarmer les milices qui le soutiennent dans la Tripolitaine. Dbeibah refuse de quitter le pouvoir car lui et son entourage risquent d'être poursuivi par la justice libyenne<sup>14</sup>.

En 2021, il avait passé un accord avec les Kadhafistes<sup>15</sup> en les intégrant dans le gouvernement actuel. Une négociation avec le clan Haftar a permis d'intégrer les fonctionnaires de l'Est dans certains ministères. Par ailleurs, Il a tenté de se rapprocher des Etats-Unis, d'Israël puis de la Russie. Conscient de l'influence des frères musulmans en Libye, il a préféré jouer l'apaisement en leur permettant d'exercer librement leurs activités économiques, sécuritaires et sociales. Il bénéficie par ailleurs, du soutien de l'ex-djihadiste Abdelhakim Bel Hadj en coulisse.

Au niveau international, le Qatar, la Jordanie, les Émirats-Arabis Unis et l'Angleterre soutiennent l'initiative d'un retour à une monarchie constitutionnelle. L'Union Européenne quant à elle considère que cela « constitue une initiative rationnelle pour sortir de l'impasse politique dans laquelle est la Libye », permettant ainsi l'unification de la Libye.

À noter qu'un le think-tank<sup>16</sup> Forum Moyen-Orient et Afrique du Nord (MECAF) propose « un plan B- Pour une Libye démocratique » et cela, suite à la défaillance du « Plan A » (la feuille de route organisée par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (UNSMIL)). Le modèle d'une démocratie à l'occidental est inapplicable à la société libyenne. La constitution de 1951<sup>17</sup> est donc la « seule voie vers une Libye stable et unie ».

Les monarchies ayant survécu aux révolutions



Son père, Hassan al Ridha devait être couronné le 3 septembre 1969 mais le 1<sup>er</sup> les unionistes menés par Kadhafi ont mis fin à la royauté.

arabes<sup>18</sup>, la monarchie libyenne assurerait la stabilité politique, la continuité historique et l'unité nationale.

Il sera donc nécessaire de concilier cette approche avec l'approche démocratique revendiquée par la jeune génération libyenne.

De ce fait, deux scénarios se dessinent :

- Soit Le Premier ministre libyen organise des élections présidentielles en présentant le Prince Héritier comme candidat et, négocie par la suite un poste de premier ministre (cela lui permettra de conserver son immunité politique et judiciaire) ;

- Soit le Parlement modifie la Constitution libyenne et, proclame le retour de la monarchie constitutionnelle composée de deux chambres, un roi et un premier ministre (à l'exemple de la monarchie anglaise).

Quel que soit le scénario, cette manœuvre est avant tout un moyen pour le Premier ministre de rester au pouvoir mais, surtout d'évincer les candidats déclarés inéligibles par son gouvernement (Seif El Islam et le Maréchal Haftar).

À noter que, seules les Monarchies arabes ont résisté au Printemps arabe. Facteur de stabilité, de progrès et de prospérité, les monarchies comme le Maroc ou Oman, ont su concilier l'aspect politique et religieux. Dans des sociétés symboles de diversités culturelles et religieuses, l'identité, l'unité nationale et la préservation de l'intégrité territoriale constituent un socle de la Nation, dont la Monarchie « est la clé de voûte »<sup>19</sup>.

L'Égypte qui avait encouragé la révolution de 1969, et soutien principal du Maréchal Haftar, surveille de près cette initiative qui risquerait de créer un précédent pour certains pays voisins.

<sup>1</sup> Selon le calendrier présidentiel libyen. Le palais ou le Président du Conseil présidentiel libyen devra être libéré pour le compte du Prince héritier Mohamed Al-Ridha Senoussi. Celui-ci logera dans le palais durant la visite.

<sup>2</sup> Le gouvernement Abdel Hamid Dbeibah, aussi appelé gouvernement d'unité nationale (GNU), est le gouvernement de la Libye depuis le 15 mars 2021. Il succède aux deux gouvernements rivaux de Fayez el-Sarraj et Abdallah al-Thani.

<sup>3</sup> Abdelhamid Dbeibah et ses ministres ont juré « de préserver l'unité, la sécurité et l'intégrité » de la Libye, lors de cette cérémonie au siège provisoire du Parlement, installé en 2014 à Tobrouk

<sup>4</sup> L'envoyé spécial des Nations unies à Tripoli Abdoulaye Bathily suggère aux à l'ensemble des parties d'organiser des élections générales « inclusives et transparentes » en 2023

<sup>5</sup> 29 janvier 2024 -rencontre organisée par le Conseil présidentiel

<sup>6</sup> Propos du Ministre des Affaires étrangères libyen Mr Mohamed Abdelaziz

<sup>7</sup> Le roi Idriss, souffrant et sans héritier direct avec son épouse, la reine Fatima, a remis au président du Sénat une lettre signée du 4 août 1969 par laquelle il renonçait au trône en faveur de son neveu, le prince héritier Hassan El-Reda.

<sup>8</sup> Le 24 décembre 2021

<sup>9</sup> Le soufisme ne s'attache pas à une interprétation stricte du coran mais aussi dans l'essence même des textes. S'emploie à maintenir sans cesse une harmonie entre les aspects exotérique et ésotérique du message islamique

<sup>10</sup> « Article 7 de la Constitution libyenne : Le drapeau national a la forme et les dimensions suivantes : sa longueur est double de sa largeur ; il est divisé en trois bandes horizontales de couleurs rouge en haut, noire au centre et verte en bas. La bande noire est égale en

surface aux deux autres bandes et elle a au centre un croissant blanc, entre les deux extrémités duquel il y a une étoile blanche à cinq branches ». La Constitution de 2011 avait consacré le drapeau en abolissant le drapeau vert de la Jamahiriya.

<sup>11</sup> Le jeune Senoussi rencontre à La Mecque en 1824 un maître soufi qui le choisit comme successeur. Il établit vers 1840 sa confrérie dans l'Est libyen

<sup>12</sup> Omar al-Mukhtar (1860-1931), héros national de la Libye et membre du Senoussi, a dirigé la résistance anticoloniale en Cyrénaïque de 1923 à 1931. Il a été capturé par les Italiens et condamné à mort.

<sup>13</sup> Il se manifeste par la célébration des symboles nationaux, comme le drapeau, l'hymne national, la fête nationale ou la célébration d'un héros

<sup>14</sup> Le nouveau premier ministre libyen Abdel Hamid Dbeibah serait entaché de corruption selon un rapport de l'ONU

<sup>15</sup> Les ex-membres du gouvernement de Kadhafi

<sup>16</sup> <https://revuedynastie.fr/un-nouveau-plan-de-paix-en-libye-prevoit-la-restauration-de-la-monarchie/>

<sup>17</sup> Modifié le 25 avril 1963 : la structure fédérale est abandonnée, le pays prenant le nouveau nom de royaume de Libye. Les assemblées et les gouvernements provinciaux disparaissent, et les vali deviennent de simples préfets.

<sup>18</sup> En 2011, les révolutions entraîneront la chute des présidents Ben Ali (Tunisie), puis de Mubarak (Égypte) et de Kadhafi (Libye).

<sup>19</sup> Extrait du discours du Roi Mohamed VI <https://afrique.latribune.fr/politique/leadership/2023-10-14/maroc-mohammed-vi-determine-a-ameliorer-les-indicateurs-de-developpement-social-et-humain-980064.html#:~:text=Cette%20identit%C3%A9%20nationale%20est%20aussi,est%20la%20cl%C3%A9%20de%20vo%C3%BBte>

# Perspectives géopolitiques et diplomatiques de l'Afrique



Par Dr. Paul KANANURA, Président de l'Institut AFRIKA,

Expert International Senior en Politiques publiques, Gouvernance, Géopolitique et Sécurité stratégique

Nous vivons un changement du monde très important en termes d'influence géopolitique et géostratégique. Les puissances anciennes et émergentes sont dans la course frénétique vers un leadership mondial. Le curseur de la dynamique militaire, économique et financière se déplace progressivement de l'Ouest vers l'Est. C'est une réalité géopolitique et géostratégique dans les vingt prochaines années. L'Afrique est victime de l'incohérence stratégique des luttes menées individuellement par chaque État sur son territoire sans vision panafricaine. Cela facilite des manœuvres extérieures qui n'ont d'autres objectifs que de maintenir l'Afrique hors-jeu du nouvel ordre mondial.

Le deuxième continent le plus peuplé de la planète, l'Afrique et ses 54 États sont particulièrement convoités par les grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie, France, Angleterre,...) et les puissances émergentes (Turquie, Brésil, Iran, Arabie Saoudite, EAU,...). La colonisation puis les indépendances partiellement acquises par la totalité des États africains expliquent, en partie, la fragilité de certains d'entre eux et les confluctualités actuelles qui confinent le continent à l'assistance permanente, malgré ses énormes richesses qui font la puissance des Autres.

L'Union Africaine vit le passé de division, téléguidée et manipulée, qui a présidé sa création, alors que la réalité géopolitique parle autrement au monde, et elle est implacable. Quelques pays africains se réveillent, l'Asie se consolide et le curseur de la domination du monde quitte progressivement l'Ouest et s'oriente vers l'Est de l'Asie. Est-ce que l'Afrique a anticipé cette réalité nodale d'une révision des enjeux du monde ? Je crains que non car ce sont des autres qui nous imposent les agendas. L'absence de souveraineté et l'influence extérieure créent des déficits stratégiques qui limitent fortement nos capacités d'anticipation des événements mondiaux.

L'Institut AFRIKA, qui affiche clairement sa vocation de défendre l'Afrique et l'intérêt panafricain dans un monde multipolaire plein d'incertitudes géopolitiques et géostratégiques, a dressé une dizaine de perspectives géopolitiques qui exigent un sursaut diplomatique continental.

Les perspectives de l'Afrique dans un monde multipolaire ne sont pas claires :

**1.** La situation sécuritaire de l'Afrique est très préoccupante malgré la présence massive des armées étrangères avec les bases militaires et les missions onusiennes. Le continent est divisé en quatre zones par deux axes terroristes en communication et en échange des combattants : Libye - Nigeria avec l'État islamique (EI) et Mauritanie - Somalie avec AQIM, EI, et EI Shebab). À ces deux axes terroristes s'ajoutent les trois tectoniques jihadistes (Sinai (Egypte), Beni (RDC) et Cabo Delgado (Mozambique) pour entraîner l'Afrique dans un processus de somalisation et de domination par la terreur.

**2.** L'Afrique est victime du terrorisme international. La fragilité face au terrorisme du Sud



L'Institut Afrika affiche clairement sa vocation de défendre l'Afrique.

libyen et algérien, la vulnérabilité tunisienne et la métastase inquiétante des groupes terroristes du Sahel vers le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo et d'autres pays de la région, mettent en évidence l'interdépendance du Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest face aux groupes violents. Cela rend caduque le processus de coordination et de coopération de Nouakchott du G5 Sahel, qui méprisait ainsi leurs profondes interdépendances politiques, géographiques et sécuritaires.

**3.** L'application du principe romain « diviser pour mieux régner » est le pire cauchemar de l'Afrique. Il a créé des communautés qui déchaînent le fondamentalisme religieux, le nationalisme étriqué, l'extrémisme et le séparatisme militants parrainés par l'étranger. Il est en train de se généraliser sur le continent avec des organisations fondamentalistes ayant pour but de faire régner la terreur et le climat de peur aux autorités, afin de brader les matières premières au profit des prédateurs. L'Afrique doit élaborer une stratégie commune pour se défendre collectivement d'une menace existentielle.

**4.** Globalement, la domination de l'Afrique par la terreur se dessine clairement :

**A.** A l'Est et au Centre de l'Afrique, les conflits asymétriques ébranlent la stabilité des pays du Soudan, de l'Éthiopie, de la Somalie, du Sud Soudan, de la RDC, de la RCA et du Cameroun ;

**B.** A l'Ouest de l'Afrique, les terroristes sèment le désordre dans le Sahel et le Golf de Guinée ;

**C.** Au Nord de l'Afrique, la puissance économique régionale est menacée par le terrorisme (Libye, Tunisie, Egypte) et la mésentente Algérie-Maroc ;

**D.** En Afrique australe, une relative stabilité économique et politique est troublée par les terroristes de Cabo Delgado au Mozambique ;

**E.** A cela s'ajoute la piraterie maritime dans les Golfs d'Eden et de Guinée pour augmenter les incertitudes du continent sans défense appropriée.

**5.** Les penseurs misent sur l'émergence d'un monde multipolaire. Les trois pôles se dégagent aisément : le pôle politico-militaire occidental

autour des USA et de l'Europe, le pôle Eurasie autour de Russie -Chine et Iran et dans une moindre mesure le pôle économique latino-américain autour du Brésil. Malgré leurs richesses stratégiques, l'Afrique et le Moyen-Orient sont deux espaces absents de cette restructuration mondiale et ne représentent que des désillusions nationalistes de souveraineté étriquée.

**6.** Nous entrons dans un monde de forte turbulence. La rivalité entre grandes puissances va s'intensifier et devenir source d'instabilités (instabilité programmatique). La guerre en Ukraine a déclenché une dynamique du Nouvel Ordre Mondial qui aura certainement deux blocs puissants : Occidental et Eurasie. Les autres technogéopolitiques vont graviter autour de ces deux pôles avec des formules d'alignement ou de non-alignement dans un contexte de fracture géopolitique du monde.

**7.** L'Afrique fait l'objet de convoitise géostratégique. La rivalité stratégique des puissances anciennes et émergentes devrait désormais régir les relations internationales de deux prochaines décennies sur les plans militaire, économique, financier, technologique et idéologique. Dans cette nouvelle confrontation, la Libye et la RDC sont devenues des terrains de jeu et de rivalités géopolitiques. Et cette conception s'étendra progressivement à toute l'Afrique et surtout à l'Afrique centrale. Les événements récents au Cameroun, en Éthiopie et au Soudan ont mis en évidence l'importance de contrôle géopolitique des ressources stratégiques africaines et leur implication en matière d'insécurité du continent.

**8.** L'Ukraine subit une guerre horizontale. L'Afrique sera victime d'une guerre verticale liée à la compétition féroce des puissances pour contrôler ses énormes ressources stratégiques. Cette situation est facilitée par sa configuration socio-ethnique interne des pays issus de la formation artificielle par la conférence de Berlin. L'effondrement du continent sera beaucoup plus rapide que le changement de mentalité politique, nécessaire pour cerner les défis et les menaces diverses.

**9.** Un chaos est toujours exploitable par les prédateurs pour contrôler les ressources naturelles africaines. Cette dynamique explosive va accroître les risques d'une conflagration africaine (prolifération des guerres hybrides, exodes des populations, propagation des virus, aggravation des crises politique, sociale, économique et alimentaire,...) et de conflits asymétriques qui menacent même l'existence des Africains en tant que peuples. Une Afrique divisée, morcelée, en éternels fratricides et coups d'États est plutôt profitable aux prédateurs et pilleurs de ses énormes ressources qui s'enrichissent aux dépens des Africains.

**10.** Construire l'Afrique dans un monde de rivalité géopolitique et géostratégique exige des pays africains à se pencher sérieusement sur des institutions continentales et fédérales fortes pour faire face aux défis communs de sécurité et de développement dans un contexte de « multicrise ». C'est la mission des dirigeants africains ; à défaut, la jeunesse africaine et la nouvelle génération des officiers vont s'en occuper convenablement et vaillamment. Il n'a jamais été aussi urgent pour les Africains de trouver des terrains d'entente pour se protéger collectivement. À défaut, ils vont disparaître ensemble.

L'Afrique est une région stratégiquement très importante du monde. Le défi majeur pour les dirigeants africains est de gérer les

bouleversements géopolitiques du monde, tout en pensant à l'avenir. La géopolitique est cynique : quand on se trompe de combat, on le paye de génération en génération. Notre vision doit s'adapter au nouveau contexte international imposé par l'avènement du monde multipolaire et l'émergence du Nouvel Ordre Mondial. Cet ordre qui se dessine sera dominé par les puissances en compétition géostratégique et se départira des idéologies politiques et religieuses avec la montée des extrémismes dans un contexte d'hostilité. Cette situation exige une diplomatie préventive capable de traiter et d'analyser l'information stratégique.

## Les perspectives diplomatiques de l'Afrique

Les autres peuples ont besoin d'un ennemi imaginaire pour vivre. Et les Africains ont besoin des amis pour survivre. Cela n'est plus possible dans le contexte actuel de fortes compétitions géopolitiques. Chacun doit jouer sa partition d'influence et celui qui y refuse va disparaître. L'Afrique est devenue un champ d'expansion (ouverture des ambassades et de dessertes aérienne, la multiplication des sommets des chefs d'État et de Gouvernement) de la part des pays intéressés par les nombreuses richesses du sous-sol du continent. Est-ce que la diplomatie africaine a pris conscience de ce regain d'intérêt pour se placer sur l'échiquier de l'influence ? En plus de trois fonctions qui caractérisent la pratique diplomatique (représenter, informer et négocier), la diplomatie africaine doit développer des capacités d'intelligence stratégique et économique.

**La diplomatie de mendicité doit céder la place à la diplomatie des intérêts « win-win ».** La Coopération et Solidarité internationales sont aujourd'hui questionnées sur leur utilité et efficacité. Si la coopération produisait le développement, l'Afrique serait riche aujourd'hui. Si la solidarité internationale réduisait la pauvreté, l'Afrique devrait compter une proportion importante des classes moyennes. Résultat : 60 ans d'Aide Publique au Développement (APD) pour pas grand-chose car l'Afrique est encore sous-développée et les Africains sont encore très majoritairement pauvres. La solidarité internationale, la coopération, l'aide

au développement et les « partenariats actuels » sont des palliatifs qui ne satisfont plus les Africains, notamment les jeunes dont l'exigence des conditions décentes est plus élevée. En 2022, l'APD nette consacrée à l'Afrique subsaharienne a enregistré une baisse de 7% en termes réels par rapport à 2021, passant de 36,6 milliards \$ à 34 milliards \$. C'est la troisième baisse consécutive depuis le pic de 2019 et c'est son niveau le plus bas depuis 2010, selon le rapport (2023) de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE). Cela tranche avec les discours de solidarité avec l'Afrique entonnés souvent par des dirigeants des pays riches. Cette situation renforce l'idée d'une Afrique créancière nette sur le reste du monde, lorsqu'on rapproche ces chiffres avec les données de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) sur les flux financiers illicites. En 2021, l'institution avait estimé que l'Afrique chaque année perdait près de 90 milliards \$ de ses ressources financières, au profit des juridictions qui sont identifiées pour la plupart dans des pays membres du CAD. L'aide publique au développement n'aide pas l'Afrique car une partie sert à alimenter des flux illicite : 1\$ qui rentre contre 3\$ qui sortent du continent. La faillite des instruments internationaux d'aide au développement est soulignée souvent par les bénéficiaires et parfois par les partenaires. L'incapacité des partenaires internationaux à aider les États sahéliens à retrouver la stabilité et la sécurité n'est pas étrangère aux coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Il est temps de retrouver la diplomatie souveraine qui défend des intérêts propres.

**La diplomatie des sanctions produit des effets inverses.** Les sanctions inhumaines, injustes et illégales de la CEDEAO et de l'UEMOA imposées aux peuples sahéliens ont montré que les institutions régionales et continentales n'ont pas pris la mesure de l'enthousiasme des populations africaines face aux changements politiques dans le Sahel. Ne constatant pas le nouveau phénomène qui consiste à un rejet des classes politiques presque corrompues nées de la démocratie importée par les mêmes peuples africains en faveur des putschistes qu'ils applaudissent à chaque annonce en Afrique,



Le Président de l'Institut AFIKA a été reçu en audience par SE Lu Shaye, Ambassadeur de la République populaire de Chine en France, pour une visite de courtoisie et d'échange sur la recomposition géopolitique du monde, la reconfiguration de la planète diplomatique et les responsabilités géostratégiques.

ces institutions se disqualifient de plus en plus aux yeux de la nouvelle génération. Elles doivent dorénavant comprendre ce fait nouveau qui consiste à acclamer les coups d'Etat en Afrique au détriment de la démocratie comme un désaveu de ladite démocratie dans une société africaine de plus en plus jeune, et qui comprend mieux les enjeux géopolitiques mondiaux.

**L'Afrique demeure l'enjeu des autres sans ses propres Acteurs.** Au lieu de se lamenter, il faut réfléchir et agir dans un monde incertain en bouleversement géopolitique. C'est une occasion d'imposer notre vision de **diplomatie économique** basée sur le partenariat bénéfique pour servir les intérêts nationaux et panafricains. Il faudra dépasser le Temps politique de compromission (la courte vision politique) pour s'inscrire dans le Temps long de la Stratégie et de la Prospective avec une **diplomatie d'influence**. C'est une véritable diplomatie qui privilégie la thèse de l'intégration africaine pour porter haut la voix du continent sur la scène internationale. Dans cette perspective, il est urgent de sortir l'Afrique de la diplomatie de contre-performance et de mendicité. Notre diplomatie avec la vision panafricaniste doit nous amener à développer l'industrie lourde afin d'arriver à transformer nos propres matières premières et devenir des importateurs des produits finis. C'est à ce prix que nous arriverons à parachever nos indépendances politiques par l'indépendance économique de l'Afrique.

**La diplomatie préventive et souveraine** doit cerner les enjeux et défis auxquels doit faire face le continent, aujourd'hui et dans les années à venir, tels que les conflits asymétriques et interétatiques, la question sécuritaire et du terrorisme, la présence d'acteurs internationaux, l'émergence de puissances continentales ou encore les questions économiques, environnementales et climatiques. Les postures de rupture assumées par les régimes militaires au Burkina Faso, au Mali et au Niger en quête d'un nouvel ordre mondial respectueux de la souveraineté des Etats sahéliens est en phase avec l'évolution du monde pour s'adapter à la nouvelle donne géopolitique de compétition stratégique.

**L'Intelligence diplomatique est une option désirable pour l'Afrique.** On fait tout pour confiner l'Afrique dans son rôle de spectateur de concurrence et de combat mondiaux. Il est temps de mettre fin à la conception coloniale de balkanisation pour diviser le continent en espaces des « Afriques » sans efficacité politique ni importance stratégique. L'Intelligence diplomatique exige de faire des choix stratégiques de protection collective. Il faut adopter une attitude de réaction avec une stratégie gagnante de diplomatie commune orientée de manière significative vers l'économie et l'autonomie stratégique pour protéger nos intérêts de centre de gravité de ressources stratégiques. **La doctrine est simple** : les pays africains doivent mettre en avant leurs propres intérêts avant de tenir compte des préoccupations légitimes des autres pays. Ils doivent compter sur leurs propres ressources pour favoriser leur propre développement avant de compter sur la générosité des autres. La diplomatie africaine doit s'enrichir d'une nouvelle fonction stratégique de « connaissance et anticipation » afin de prévenir les surprises stratégiques. Dans cette optique, le développement de la diplomatie militaire est souhaitable pour réagir aux différentes crises et autres situations complexes.

**La diplomatie scientifique doit accompagner la diplomatie publique pour négocier et/ou**



Le système basé sur l'exploitation et la prédation des ressources naturelles n'est plus en phase avec l'aspiration de mieux être des peuples.

#### **renégocier les contrats miniers et pétroliers.**

Le système basé sur l'exploitation et la prédation des ressources naturelles n'est plus en phase avec l'aspiration de mieux-être des peuples. Les politiques qui privilégient des intérêts étrangers sont devenues insupportables et incompréhensibles. Il est temps que la « diplomatie économique », dont la matière première est l'Information, soit accompagnée d'une véritable « diplomatie scientifique » sous forme d'articulation du mode de négociation pour la signature des contrats miniers et pétroliers, car il faut connaître ce qu'on dispose dans le sous-sol avant d'engager des discussions d'exploration et d'exploitation. Le sens d'une « diplomatie scientifique » est de produire des données géologiques qui fondent la décision d'investissement et de signature de contrat avec des partenariats « mutuellement bénéfiques ». Pour un véritable partenariat, les acteurs doivent avoir le même niveau d'information et de conscience (à savoir une perception objective, cohérente et complète du contrat).

**Dans la diplomatie, soit on produit des résultats, soit on présente des excuses** : mais jamais les deux à la fois. La diplomatie africaine est dans la sollicitation permanente de générosité. La jeunesse africaine fait un appel pressant aux dirigeants africains de retrouver le courage et l'esprit des pères fondateurs des indépendances qui concevaient l'Afrique à travers un État fédéral (**États-Unis d'Afrique**) qui assurerait la souveraineté sécuritaire, énergétique et monétaire ainsi le contrôle stratégique des ressources naturelles et la réalisation des infrastructures du continent. Cela exige des réformes profondes de la diplomatie du continent et son incarnation par des diplomates patriotes, chevronnés, compétents et outillés en matière de défense des intérêts panafricains.

Comme le disait le Général de Gaulle « *pour qu'une nation soit grande, il faut qu'elle épouse le mouvement général du monde* ». L'ère de destin personnel est révolue. Ce n'est plus un gage ni une stratégie de protection. Seule la perspective panafricaine peut assurer une place dans le monde à venir. Et il est à espérer que le bon sens stratégique retrouve son sens géopolitique. La doctrine panafricaine devrait guider les pouvoirs publics dans la prise de décisions de souveraineté

avec une vision d'influence stratégique, incarnée par une diplomatie commune. Consolider les dynamiques de diplomatie régionale et continentale va certainement impulser un mouvement de respect et d'influence relative de l'Afrique sur la scène internationale. L'Afrique a besoin des partenaires sincères qui renforcent sa résilience sécuritaire et économique pour assurer son développement vivable et la paix. Comme le dit bien Edgar Morin « le courage, c'est de résister à tout ce qui va trahir nos idées ».

#### **Conclusion**

L'Afrique brûle et les dirigeants africains regardent ailleurs ! Depuis les razzias et l'esclavage, l'Afrique est en état de guerre permanent. Nous devons comprendre que l'Afrique n'a pas d'amis ; elle n'a que des ennemis constants qui rêvent l'Afrique sans les Africains comme un paradis sur terre. Cela passe par les guerres asymétriques, les conflits communautaires téléguidés, les famines, la corruption, les campagnes de vaccination et les épidémies à répétition. Cet état de déstabilisation permanente ne prendra jamais fin tant que nous ne mettrons pas en place une défense continentale incarnée par un Etat fédéral.

Les institutions africaines actuelles ne sont pas à la hauteur des enjeux politiques et géopolitiques mondiaux. L'Afrique est toujours manipulée quand elle doit prendre des décisions de souveraineté. C'est le panafricanisme des outils juridiques (protection des intérêts) et économiques (industrialisation & transformation des matières premières) qui devra guider l'action politique et diplomatique panafricaine. La nouvelle Afrique stratégique et indépendante doit être capable de tracer sa propre route qui mènera vers le développement vivable et qui repose sur le quadriptyque : **vision stratégique – décision tactique – action opérationnelle – diplomatie panafricaine**. La volonté, la détermination, la stratégie et l'unité des Africains sont nécessaires pour construire un avenir digne et responsable devant le nouveau chapitre de l'histoire géopolitique qui s'ouvre désormais. Il n'est plus possible pour les Africains de continuer à gouverner et à décider à vue sans doctrine panafricaine ni diplomatie commune qui converge vers les Etats Unis d'Afrique.



# Géostratégie

NOUVEAU magazine

## ISRAËL/PALESTINE

### Le choc des civilisations



**JACQUES SAPIR**  
Etat des lieux  
de la Russie

**LA MONNAIE  
EN QUESTION**  
Un Gouverneur de la Banque  
de France et des économistes  
sortent du silence

**CRISE IMMOBILIÈRE  
CHINOISE**  
Qu'en sera-t-il en  
France en 2024 ?

**EMMANUEL DUPUY**  
Quel avenir pour  
Wagner en Afrique ?

CPPAP

L 18671 - 4 - F - 8,90 € - RD



## La question du Sahara : un enjeu central pour la stabilité régionale

Par Fakh Eddine Es-Saaidi, ancien diplomate et Imen Chaanbi,  
Directrice France-Maghreb-Afrique de l'Observatoire Géostratégique de Genève

Le règlement de la question du Sahara interpelle plusieurs dimensions historiques, juridico-politiques, humanitaires et géopolitiques, dont l'apport est déterminant pour comprendre le contexte et les perspectives qui se dessinent à l'horizon.

En dépit du chemin parcouru au niveau de la dynamique onusienne, le processus du règlement définitif de la question du Sahara se trouve encore dans l'impasse devant le refus de l'Algérie de s'engager sérieusement dans le cadre du processus de la solution politique, telle que décidée par le conseil de sécurité de l'ONU.

A cet égard, les manœuvres visant à détourner le cours du règlement de la question demeureraient sans succès en raison du caractère immuable des paramètres fixés par les Nations Unies et le Conseil de sécurité pour le règlement de la question du Sahara, à savoir, l'initiative d'autonomie sous souveraineté marocaine, le processus des tables rondes et la définition des parties en conflit, telles que désignées par la résolution 2703: « *le Maroc, le Front POLISARIO, l'Algérie et la Mauritanie* »,

Sur le plan géopolitique, les tentatives de récupération d'un gain diplomatique en Afrique et à l'international par l'Algérie, fait suite à la remise en question de son leadership face au Maroc ; un pays qui a réussi son pari de placer l'Afrique au centre de son modèle de développement,

parallèlement à ses avancées en matière de démocratie, des droits de l'homme et de développement.

En outre, l'Algérie est en train de perdre l'appui de plusieurs pays qui soutiennent l'intégrité territoriale du Maroc, ou encore ceux qui rejettent son interférence dans leurs politiques intérieures respectives.

Cependant, malgré son alliance stratégique avec l'Afrique du Sud, dirigée contre le positionnement du Maroc, l'influence de l'Afrique du Sud semble limitée<sup>1</sup>, du fait de l'échec de ce dernier à convaincre, depuis 2004, la moitié du groupe des pays de la SADC à surseoir à leur retrait de reconnaissance de la RASD<sup>2</sup>.

L'Algérie risque de perdre sa crédibilité en réfutant notamment des avancées unanimement soutenues par la communauté internationale. De surcroît, l'instrumentalisation de la question du Sahara, ne semble pas être une démarche appréciée par la communauté internationale ni par les parties directement concernées.



### L'Algérie au Conseil de sécurité : Perspectives autour du règlement de la question du Sahara ?

Membre non permanent du Conseil de Sécurité du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, aux côtés de la Sierra Leone, de la Corée du Sud, du Guyana et de la Slovaquie, l'Algérie occupe ce siège non-permanent, pour la quatrième fois après les mandats de 1968-1969, 1988-1989 et 2004-2005.

L'Algérie, partie prenante du conflit du Sahara, a fait prévaloir l'augmentation du nombre de sièges non-permanents revenant à l'Afrique afin de « faire entendre sa voix et ses revendications légitimes, réparer l'injustice historique subie », et d'œuvrer pour « le renforcement du rôle de la Ligue arabe sur la scène internationale », « la réforme du Conseil de sécurité » et « le renforcement du rôle de l'ONU » afin de l'amener à « assumer ses responsabilités envers les peuples palestinien et sahraoui ».

Ce parallélisme n'a pas manqué de susciter la réaction du Secrétaire d'Etat américain, qui en perspective du traitement des questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil, avait rappelé à son homologue algérien, le 6 janvier 2024, la position des Etats Unis sur les questions suivantes : « la sécurité de la navigation maritime en mer rouge ; la situation prévalant dans la bande de Gaza assiégée sur fond de la nécessité impérieuse d'accélérer la réunion des conditions nécessaires pour parvenir à une solution juste et durable de la question palestinienne dans le cadre de la solution à deux Etats ; la question du Sahara Occidental et



Les populations des deux pays demeurent fermement attachées à l'idéal de la complémentarité.



## Le règlement de la question du Sahara interpelle plusieurs dimensions historiques, juridico-politiques, humanitaires et géopolitiques

*le renforcement de l'adhésion des Etats-Unis au soutien du processus politique sous l'égide des Nations unies ».<sup>3</sup>*

Sur la question du Sahara, le Sous-Secrétaire d'Etat Adjoint, Joshua Harris avait rappelé à Alger, le 9 décembre 2023, que les États-Unis souhaitent « une solution politique durable et digne au Sahara occidental », et sur la question de savoir si son pays reconnaît l'autodétermination du peuple sahraoui comme base d'une solution politique finale, Joshua Harris a rappelé que « les envoyés spéciaux précédents de l'ONU ont essayé de nombreuses voies différentes, mais malheureusement jusqu'à présent, leurs efforts n'ont pas abouti », et de souligner ensuite que « le Conseil de sécurité a été clair sur le fait que le processus doit refléter un esprit de réalisme et de compromis quant à la situation actuelle sur le terrain, en l'occurrence la proposition marocaine d'autonomie, que son pays considère comme sérieuse, crédible et réaliste, et comme une approche potentielle pour satisfaire les aspirations du peuple du Sahara occidental »<sup>4</sup>

Bien qu'elle soit appelée à « respecter le sens des résolutions », et à « s'engager pleinement dans le processus des tables rondes dans un esprit de réalisme et de consensus », l'Algérie est en train de se mobiliser pour inclure la question du Sahara dans toutes les activités mensuelles du Conseil de Sécurité, ou en demandant des réunions extraordinaires pour son examen.

De par la feuille de route prédéfinie par les résolutions onusiennes, et la conviction autour de la crédibilité de la solution politique, cette démarche ne semblerait pas apporter le moindre

changement à la dimension juridico-politique de la question.

### Dimension juridico-politique et issues du règlement du différend

A l'instar des textes précédents, la dernière résolution accorde, de nouveau, la prééminence de la proposition d'autonomie marocaine, les paramètres de la solution politique de compromis, le nécessaire recensement des populations de Tindouf et l'utilité des tables rondes pour relancer le processus de négociation.

Au titre de la résolution 2703 du 30 octobre 2023, l'Algérie est sommée de faire preuve d'une plus grande volonté politique, de réalisme et d'un esprit de compromis pour contribuer à la solution politique, telle que préconisée par le conseil de sécurité dans le cadre du règlement de la question du Sahara à travers ses différentes résolutions.

A la veille des prochaines consultations, les composantes de la société civile s'interrogent sur la volonté de l'Algérie à s'investir avec « un esprit de sérieux et de compromis » dans l'exploration de la solution politique, eu égard aux précédentes manœuvres, visant à contrecarrer toute voie de règlement en dehors referendum.

Hormis la persistance des tensions entre le Maroc et l'Algérie, qui n'entretiennent plus de relations diplomatiques, depuis le 24 août 2021, la mobilisation de la diplomatie algérienne autour du principe de l'autodétermination du Polisario, lors de la conférence des non-alignés à Kampala du 21 janvier 2024, reflète un des indicateurs d'une perspective d'impasse.

A cet égard, les conclusions du premier round des pourparlers permettront de vérifier cette hypothèse. Toutefois, le conseil de sécurité considère que « le statu quo n'est pas acceptable », en soulignant qu'« il est essentiel que les négociations progressent pour que la qualité de vie des habitants du Sahara occidental s'améliore dans tous les domaines », tout en affirmant « son plein appui au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental et au Chef de la MINURSO ».

### L'exploration de la solution politique

En perspective des prochaines consultations, les parties, telles que précisées par la résolution, devraient s'engager dans l'exploration des voies d'un compromis qui permettrait de « parvenir à une solution politique réaliste, pragmatique, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara »

Dans sa résolution du 30 octobre 2023, le conseil de sécurité avait encouragé « vivement le Maroc, le Front POLISARIO, l'Algérie et la Mauritanie à s'engager auprès de l'Envoyé personnel pendant toute la durée du processus, dans un esprit de réalisme et de compromis ».

Pour atteindre cet objectif, « les anciennes résolutions du conseil de sécurité ont donné une impulsion au processus politique des tables rondes en soulignant que l'initiative d'autonomie dans le cadre de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Maroc, demeure la seule et l'unique solution à ce différend ».

Depuis la présentation de la proposition marocaine d'autonomie en 2007, les 20 résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU ont toutes qualifié l'approche marocaine de sérieuse et crédible.

Consciente de cette donne, la communauté internationale a défini, par la voie du conseil de sécurité, des paramètres clairs en préconisant une solution politique qui soit réaliste, pragmatique, durable, et fondée sur le compromis et la légalité internationale

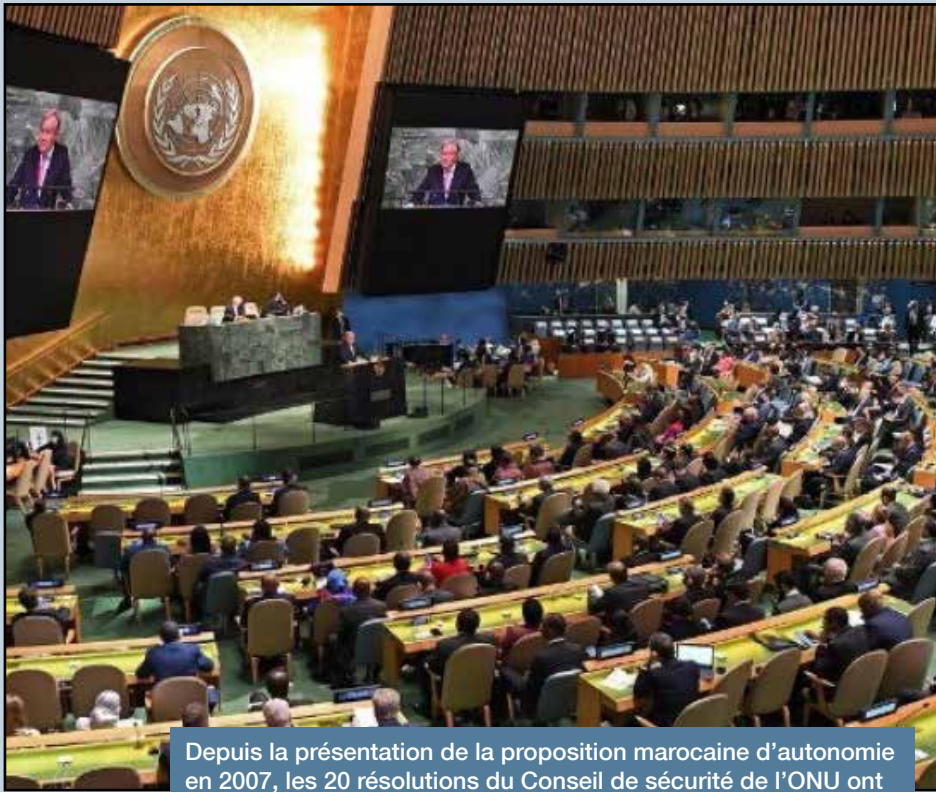
Bien que les résolutions reprennent le concept de l'autodétermination, le plan d'autonomie demeure l'unique perspective d'une solution définitive à ce différend régional, à savoir une autonomie sous souveraineté marocaine.

Cette dynamique onusienne a été confortée par les reconnaissances formelles par la communauté internationale à la marocanité du Sahara, par le biais de l'ouverture de consulats généraux de différents pays à Dakhla et Laayoune. La proclamation américaine, espagnole, et d'autres initiatives diplomatiques qui se sont succédées président de la conviction de la légitimité des droits du Maroc sur ses territoires.

En prônant encore l'organisation d'un referendum, les Etats parties ou non parties au conflit perdent de vue que l'exploration de ce mécanisme est tombée en désuétude par les Nations Unies depuis plus de deux décennies suite à son inapplicabilité au contexte d'une question d'intégrité territoriale.

### La Dimension humanitaire : une priorité absolue

Considérée comme étant primordiale pour faire avancer le processus des négociations autour de la solution politique, cette dimension interpelle, comme souligné par les résolutions du Conseil de sécurité, le recensement des populations pour révéler la taille et l'identité réelle des populations des camps à savoir celles d'origine sahraouie, par



Depuis la présentation de la proposition marocaine d'autonomie en 2007, les 20 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ont toutes qualifié l'approche marocaine de sérieuse et crédible.

rapport à celles composées de ressortissants en provenance de différents pays de la région. (3)

Si la mission du HCR à Tindouf assure actuellement une assistance et des services aux réfugiés sahraouis dans les cinq camps situés près de Tindouf dans le sud-ouest algérien, dans des domaines variés, sa mission ne peut s'étendre au recensement et à l'identification sans le consentement de l'Algérie, en tant que puissance souveraine sur ce territoire d'accueil.

Au-delà d'une assistance significative, la coopération avec le HCR demeure indispensable pour élaborer et appliquer des mesures indépendantes et crédibles, qui garantissent le plein respect des droits humains, tout en gardant à l'esprit ses obligations découlant du droit international, y compris les libertés d'expression et d'association.

Ce qui interpelle l'Algérie à poursuivre sa coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour définir, et appliquer des mesures de confiance susceptibles de susciter la confiance nécessaire à la réussite du processus politique.

Le recensement et l'identification sont de nature à ouvrir la voie au libre choix des populations sahraouies, et à leur circulation étant entendu qu'une bonne partie de la population aspire à quitter les camps, et à rejoindre les provinces sous souveraineté marocaine.

Consciente de l'impact de cette opération sur le processus de règlement, l'Algérie observe depuis plusieurs décennies sa ferme opposition au recensement par crainte de perdre le contrôle de la situation dans les camps, et d'affaiblir sa marge de manœuvre dans le contexte de ce différend.

A l'heure actuelle, la question humanitaire offre pour l'Algérie une opportunité pour respecter

ses engagements internationaux, et rétablir sa crédibilité dans le concert des Nations. Elle lui permet, en outre, de se soustraire partiellement de la responsabilité des souffrances infligées aux populations des camps dont elle est désignée constamment par les organisations non gouvernementales, comme étant la principale responsable de leur drame humanitaire.

Cette collaboration est nécessaire aussi avec les pays voisins y compris les parties concernées dont le Maroc et la Mauritanie afin de faire progresser le processus politique vers une solution à ce différend, dans le respect de la légalité internationale à laquelle, elle prétend être fermement attachée.

### Le dialogue avec le Maroc et la fermeture des frontières

Ce dialogue a enregistré un parcours difficile marquant un nouveau tournant après la rupture diplomatique entamée par l'Algérie, accusant son voisin « d'actions hostiles », d'où la décision de la rupture des relations à partir du 24 août 2021.

Cette décision a été précédée d'une déclaration de la présidence algérienne du 20 août 2021, exprimant son intention de revoir sa relation avec le Maroc, en déplorant au passage le soutien du Maroc à l'admission d'Israël comme membre observateur de l'Union africaine, et la normalisation de ses relations avec l'Etat hébreux.<sup>5</sup>

Si la fermeture des frontières avec le Maroc, maintenue depuis 1994, a permis à l'Algérie, comme elle le prétend, de prémunir le pays contre le terrorisme en provenance du Maroc, de son trafic de drogue, elle a certainement réussi à enterrer tout projet de complémentarité économique voulu par les peuples algérien et marocain, ainsi que tout développement de leur maillage humain.

Pourtant, avec la dynamique de l'Union maghrébine en 1989, l'Algérie considèrerait ce

maillage comme étant un des fondements essentiels de l'intégration maghrébine sur la base de la libre circulation des personnes, des biens et des marchandises.

Aujourd'hui, les populations des deux pays demeurent fermement attachées à l'idéal de la complémentarité en aspirant à un futur qui ne continuerait pas à être pris en otage par un conflit artificiel qui impacte l'avenir.

Dans le sillage de cette volonté, le Roi du Maroc, Mohammed VI avait appelé, en 2018, l'Algérie à un dialogue « direct et franc », pour dépasser les différends entre les deux pays voisins dans le cadre d'un nouveau « mécanisme politique conjoint de dialogue et de concertation » en signe d'ouverture à d'éventuelles propositions et initiatives émanant de l'Algérie » pour asseoir les relations bilatérales « sur de solides bases de confiance, de solidarité et de bon voisinage » étant entendu que la question du Sahara suit son cours dans les instances onusiennes.

En août 2021, le Roi du Maroc avait réitéré son appel à « la réouverture des frontières avec son voisin », soulignant que « les responsables actuels des deux pays ne sont pas à l'origine de cette fermeture des frontières », en rappelant ses appels invitant à « entamer un dialogue franc et confiant ».

A cette main tendue, l'Algérie n'a pas donné de suite. Ce qui laisse croire que l'ouverture des frontières représente un facteur d'instabilité pour le gouvernement algérien, au risque de voir, les liens entre populations algériennes et marocaines se consolider, eu égard aux mêmes affinités et ambitions. Une telle situation s'apparente avec celle des populations des deux Allemagnes avant la chute du Mur de Berlin en 1989.

Sur un autre plan, les progrès des réformes entreprises par le Maroc et son leadership en Afrique, constituent une source d'inquiétude pour le gouvernement algérien compte tenu de son impact sur la dynamique de développement en Afrique, face à une puissante économie qui n'a pas réussi à asseoir sa stratégie d'expansion dans le continent en raison de l'incapacité de son modèle de développement, à relever de multiples défis malgré l'importance des ressources dont dispose le pays.

Hormis cette lutte d'influence, les composantes de la société civile algérienne aspirent à un avenir commun avec le voisin marocain dans une symbiose fraternelle de complémentarité.

À l'inverse, les dirigeants algériens observent une certaine hostilité envers le Maroc en cultivant cet état d'esprit chez la population algérienne, au point de considérer toute tentative de rapprochement comme étant un acte de trahison qui devrait être sévèrement réprimé.

Au niveau des diasporas algériennes à l'étranger, il s'agit d'erreurs historiques auxquelles il faudrait y remédier, d'où leur dissociation de la thèse officielle algérienne. L'on relève que les diasporas algérienne et marocaine entretiennent des liens empreints d'une symbiose fraternelle et d'une reconnaissance envers le soutien du Maroc au peuple algérien dans sa lutte pour la libération.

### Les Droits de l'Homme en Algérie et dans les Camps de Tindouf

Bien que la Constitution du 8 décembre 1996, telle que modifiée en 2016, énonce un bon nombre de principes de l'état de droit et de démocratie, la gouvernance demeure impactée par la prédominance de la composante militaire et

n'accorde pas l'espace nécessaire pour l'ancrage de la démocratie participative dans le pays.

Dans une certaine mesure, la question du Sahara a permis aux dirigeants algériens d'entretenir un système politico-militaire, où l'impératif sécuritaire fait obstacle au développement d'un véritable jeu démocratique entre les acteurs politiques du pays.

De surcroît, les composantes politiques algériennes fondent un espoir dans une véritable participation citoyenne à la vie politique du pays et une gouvernance dans le respect des libertés fondamentales, des droits de l'Homme et de la liberté d'expression.

Dans les camps de Tindouf, la situation humanitaire, qualifiée de « catastrophique » suscite la vive préoccupation de la communauté internationale, comme décrite par le rapport du Secrétaire général, « en raison des souffrances endurées par les réfugiés sahraouis, de leur dépendance à l'égard de l'aide humanitaire extérieure, des conséquences de la pandémie du COVID-19, et de l'insuffisance des fonds alloués aux personnes qui vivent dans les camps de réfugiés de Tindouf et des risques associés à la diminution de l'aide alimentaire ».

A cet effet, le Conseil de sécurité a encouragé les donateurs à « verser des fonds supplémentaires en raison de la détérioration de la situation humanitaire et pour les organismes d'aide, à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire conformément aux meilleures pratiques des Nations Unies ».

Dans l'immédiat, le Haut-Commissariat aux Réfugiés devrait procéder « au recensement et à l'enregistrement de la population des camps de Tindouf, et de prendre les mesures appropriées pour mettre fin au détournement systématique de l'aide humanitaire à destination de cette population séquestrée, depuis plus de 45 années, et qui subit quotidiennement les pires violations de ses droits fondamentaux ».

Dans la continuité de la mise en œuvre des mesures de confiance, la facilitation des visites dans la région interpelle une collaboration étroite avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ainsi qu'une impulsion des instances onusiennes.

## Les Droits de l'homme dans les provinces marocaines du Sahara

Dans son constat sur la situation des Droits de l'homme dans les provinces sahariennes au Maroc, le conseil de sécurité « se félicite des mesures et initiatives prises par le Maroc, du rôle joué par les commissions du Conseil national des droits de l'homme à Dakhla et à Laâyoune et de l'interaction avec les mécanismes relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies ».

A cet effet, la mise en œuvre du cadre juridique de la Convention de 1951 et de son protocole de 1967, responsabilise l'Algérie en tant que pays hôte, et le contraint à ne pas enfreindre la mission des Nations Unies, au niveau de la mise en œuvre de procédures de recensement et d'identification. Ce qui ouvrirait la voie au retour des populations sahraouies dont la plupart aspirent à la fin du drame de leur séquestration, et à rejoindre leurs familles au Maroc.

## Le Polisario : Une épine dorsale pour l'Algérie

Le Polisario constitue pour l'Algérie une épine

dorsale qui interpelle à terme sa neutralisation et sa démilitarisation afin que la solution politique puisse voir le jour dans le cadre onusien, tel que défini par la résolution 2703.

Pour l'Algérie, la mise en œuvre des dispositions de la Convention de 1951 et son protocole de 1967 sur le statut et le traitement des réfugiés, représente une issue de sortie idoine pour se soustraire de l'emprise du Polisario.

Au fil des années, l'Algérie a autorisé l'accès aux camps des réfugiés de Tindouf de ressortissants sub-sahariens en provenance de différents pays de la région qui ont fui leurs pays pour diverses raisons.

En outre, les connexions et alliances du mouvement séparatiste tissées avec les groupes terroristes dans la région, au fil de ces dernières décennies, suscitent la crainte de l'Algérie notamment après son échec à maintenir son leadership au Mali avec lequel, elle partage une frontière, considérée comme étant factice et difficile à contrôler, s'étendant sur près de 1 400 kilomètres.

Ainsi l'organisation terroriste AQMI, est « composée d'une cellule active en Kabylie et dans la région d'Alger, et de deux cellules au Sahel impliquées dans les enlèvements et le crime organisé »<sup>6</sup>. Même si leurs actions sont étendues sur la zone sahélo-saharienne, AQMI<sup>6</sup> reste par « nature algérienne » de par la nationalité de certains de ses membres<sup>7</sup>, et d'autre part, par le soutien apporté à certains membres actifs du Polisario, d'origine sahraouie.

Le Polisario, qui est récemment classé comme organisation terroriste, compte sur l'appui logistique et financier de l'Algérie pour réclamer « l'indépendance du Sahara occidental ».

Récemment la junte au pouvoir au Mali a mis « fin avec effet immédiat<sup>8</sup> », de l'accord d'Alger signé en 2015 avec les groupes indépendantistes du nord du pays. Cet accord a longtemps été considéré comme essentiel pour stabiliser le pays, rétablir la paix au Mali par « la régionalisation »<sup>9</sup>, la création d'une armée reconstituée intégrant ceux qui avaient fait partie des groupes armés signataires, le redressement de l'autorité de l'État, ainsi que

des mesures socio-économiques en faveur du développement.

Du côté de la junte militaire malienne, l'Algérie est accusée d'héberger des bureaux de représentation de certains groupes signataires de l'Accord de 2015; devenus selon la junte militaire « des acteurs terroristes ».

Le gouvernement algérien, quant à lui, « prend acte de cette décision dont il tient à relever la gravité particulière pour le Mali lui-même, pour toute la région qui aspire à la paix et à la sécurité, et pour l'ensemble de la communauté internationale qui a mis tout son poids et beaucoup de moyens pour aider le Mali à renouer avec la stabilité par la réconciliation nationale »<sup>10</sup>.

En dépit de son encadrement par l'armée algérienne et le contrôle de ses relations internationales, le Polisario suscite la crainte d'échapper au contrôle algérien au terme de l'opération d'identification des familles sahraouies qui opteront pour le retour à la mère patrie.

Tel est en partie, le sens du dialogue sécuritaire entretenu par les Etats Unis avec l'Algérie pour « faire progresser les objectifs régionaux communs de stabilité et de lutte contre le terrorisme en vue de réduire l'expansion et l'influence des groupes terroristes et des menaces connexes dans la région par le biais du renforcement de la bonne gouvernance, de l'application de la loi, de la sécurité et des systèmes judiciaires ».

L'objectif étant de faire de l'Algérie un partenaire naturel dans ce domaine : « Les États Unis s'attendent à un travail en commun avec les pays voisins pour développer leurs capacités sécuritaires ».

Etant mise en cause tout au long de son soutien au Polisario, la diplomatie algérienne a été sévèrement critiquée dans les rapports établis par les OINGI et les ONG des pays donateurs au sujet du détournement de l'aide alimentaire.

Ces dernières appellent l'attention sur la condition de traitement inhumain des réfugiés par la junte militaire du Polisario, qui a transformé leur statut de réfugiés en séquestrés ; ne disposant d'aucune liberté de mouvement ou de prérogatives qui leur sont accordés par le Droit international.



Les représentants de l'ONU sur le terrain.

## La riposte diplomatique algérienne : un effet domino à craindre pour la sécurité et la stabilité de la région ?

En réaction au ralliement des pays sahéliens à l'initiative atlantique promue par le Maroc, l'Algérie a sanctionné le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Guinée, et la Mauritanie en annonçant la clôture de comptes de prêts qui leur sont destinés. Aussi, dans le cadre d'une tentative de récupération, l'Algérie aurait annoncé son intention de créer une zone de libre-échange avec la Mauritanie.

Dans la continuité des manœuvres diplomatiques algériennes, l'hypothèse de provoquer la confrontation militaire n'est pas à écarter, et dont le Polisario serait le principal acteur afin de montrer à l'opinion internationale que la voie du règlement de la question devrait passer nécessairement par référendum.

Dans ce scénario, il conviendrait, donc, pour l'Algérie d'encourager un conflit armé, sous le couvert de la lutte armée pour la libération : option à laquelle le Maroc ne souscrit pas, tout en respectant les accords du cessez-le-feu, et tout en immunisant ses frontières à l'abri de toute agression militaire.

Lorsque les relations diplomatiques ne parviennent pas à résoudre une situation de crise, il appartient à chaque partie de puiser dans l'histoire politique pour en tirer les enseignements du passé, et s'inspirer de l'esprit des relations fraternelles et solidaires qui existaient entre les deux pays.

En 1976, les deux Chefs d'Etat marocain et algérien, énonçaient les principes de liens indissociables entre leurs peuples respectifs, en écartant toute confrontation qui nuirait à leurs liens historiques.

Le 17 février 1976, le Roi Hassan II, s'est adressé au Houari Boumediène en ces termes : « *Pour l'honneur de votre pays et de votre peuple, auxquels s'attachent tant d'adjectifs historiques, je vous adjure d'éviter au Maroc et à l'Algérie un autre drame* ».

« *Je vous demande aussi de faire en sorte, soit par une guerre loyalement et ouvertement déclarée, soit par une paix internationalement garantie, que dorénavant on ne dise plus chez moi, dans mon pays, parmi mon peuple, "Algérie égale inconstance"* ».

« *Que Votre Excellence accepte à travers la franchise arabe, musulmane et maghrébine, dont est tissée la trame de ce message, la considération en laquelle je la tiens.* »

En réponse, l'ancien président algérien, Houari Boumediène, répondit au Roi Hassan II en 1978 : « *Le moment est venu de redire avec la plus grande solennité qu'il n'y a aucun contentieux bilatéral entre l'Algérie et le Maroc... En toute conscience, je puis assurer Votre Majesté, au nom des liens indissolubles qui existent toujours entre nos deux peuples, que jamais aucun soldat algérien n'a franchi les frontières nationales, précisément celles que nous avons scellées ensemble en 1972...* »

### Une diplomatie algérienne dans le sahel : de l'activisme à la résilience ?

La diplomatie algérienne a connu son essor sous la présidence de Ben Bella et de Houari Boumediène notamment par son engagement auprès des pays africains et arabes contre le colonialisme, à travers le soutien au droit des



La présence de l'ONU dans la région demeure indispensable.

peuples à disposer d'eux-mêmes.

Terre d'accueil pour les résistants et indépendantistes de l'ANC, des militants congolais ou de l'Organisation de libération de la Palestine, l'Algérie a été à l'origine du nouvel ordre économique international. Celle-ci prendra la tête du mouvement des non-alignés<sup>11</sup>.

Cette montée en puissance de la diplomatie algérienne connaîtra un fléchissement à la suite de la guerre civile dans le pays ; appelé décennie noire (1992-2002). La lutte contre l'islamisme politique était une priorité qui limitait l'action de l'Etat à l'intérieur de son territoire national.

Malgré la présence de la menace terroriste aux portes de l'Algérie, une certaine passivité diplomatique régionale dans le sahel, a été déclinée à travers l'absence de construction d'un partenariat fort avec ses pays voisins.

Pour le gouvernement algérien, les partenaires sahéliens constituent un maillon faible dans la lutte contre le terrorisme en raison de leur difficulté à évaluer la menace terroriste, et leur « *tendance compromissaire avec les terroristes* »<sup>12</sup>.

Pour les pays du Sahel, le terrorisme prend racine en Algérie<sup>13</sup>. La guerre civile algérienne s'est

exportée vers le sahel par le soutien de certains rebelles Touaregs au Mali et au Niger. Tout partenariat avec l'Algérie implique une action autonome via ses propres services de renseignements. Ce qui réduit toutes formes de collaboration aussi bien dans le domaine du contrôle des frontières, qu'au niveau de celui des activités des groupes armés au Sahel.

Quant à l'Union Européenne, elle ne souhaite pas voir l'Algérie comme un pivot stratégique et central dans cette région. Au regard aux enjeux et aux menaces réelles dans cette région, il appartient à l'ensemble des acteurs de définir une stratégie politique, économique, sécuritaire et sociale.

Dans ce sens, les différentes diplomaties africaines ont pris conscience de l'importance de la donne sécuritaire au Sahel, des défis du développement, de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption qui constituent de nos jours des entraves de premier ordre.

Dans le sillage de la participation citoyenne, la société civile a besoin d'avoir toute sa place dans le cadre de ce débat, afin que cette dernière puisse contribuer efficacement au nouvel ordre régional souhaité.

<sup>11</sup> Il en est de même pour la visite de l'envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahara en Afrique du Sud, pour des échanges sur la question du Sahara, qui a été considérée comme une initiative qui ne compromet nullement l'esprit des résolutions du Conseil de sécurité.

<sup>12</sup> Conférence de presse du Ministre marocain des affaires étrangères et de la coopération du 6 février 2024

<sup>13</sup> Site du ministère algérien des affaires étrangères

<sup>14</sup> Interview du Sous-Secrétaire d'Etat Adjoint Joshua Harris à Alger du 9 décembre 2023, <https://dz.usembassy.gov/fr/interview-du-sous-secretaire-detat-adjoint-joshua-harris-a-alger/>

<sup>15</sup> Le Monde du 19 juillet 2021

<sup>16</sup> <https://africacenter.org/fr/publication/regional-security-cooperation-in-the-magreb-and-sahel-algerias-pivotal-ambivalence/>

<sup>7</sup> [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/aqmi\\_et\\_al-mourabitoun\\_-\\_le\\_djihad\\_sahelien\\_reunifie\\_0.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/aqmi_et_al-mourabitoun_-_le_djihad_sahelien_reunifie_0.pdf)

<sup>8</sup> Le 25 janvier 2024, le gouvernement malien annonce son retrait de l'accord, accusant l'Algérie d'ingérence dans les affaires intérieures du Mali et de soutenir les mouvements terroristes et séparatistes au Sahel.

<sup>9</sup> La création d'assemblées régionales dotées de pouvoirs importants, élues au suffrage universel direct

<sup>10</sup> Communiqué APS de la diplomatie algérienne

<sup>11</sup> Discours de Henri Boumediène devant l'Assemblée Générale de l'ONU le 10 avril 1974

<sup>12</sup> Négociation et paiement des rançons aux organisations terroristes et séparatistes au Sahel

<sup>13</sup> Le rôle obscur de la DRS (département du renseignement et de la sécurité) et ses implications dans certains mouvements



# Cabinet Privé de Conseils s.a.

L'art des relations publiques

## Contact

ENVOYER UN MESSAGE

NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS 24/7

[direct@cpc-pr.com](mailto:direct@cpc-pr.com)

### Genève – Siège

Boulevard des Philosophes 17  
Case postale 7  
1211 Genève 12

T. +41 (0) 22 552 46 46

### Berne – Bureau

Marktgasse 29  
3011 Berne

T. +41 (0) 31 519 10 00



[genevastrategicnews.com](http://genevastrategicnews.com)

Les articles, analyses et opinions publiés n'engagent que les auteurs et ne sauraient être considérés comme constituant une position officielle de l'Observatoire Géostratégique de Genève qui défend la diversité.

## La Lettre de l'Observatoire Géostratégique de Genève

Rédacteur en chef: Alain Jourdan - Palais des Nations  
[contact@genevastrategicnews.com](mailto:contact@genevastrategicnews.com)

Ont contribué à ce numéro : Nawaf Naman, Olivier Delagarde, Hicheme Lehmici, Iman Chaanbi, Deve Maboungou, Maïssa Ben Fares, Alice Jourdan, Sébastien Boussois, Idriss Mounir Lallali, Adam Koniuszewski, Fakhr Eddine Es-Saaidi, Elena Pavlova - Illustrations istock, ONU, Adobe Skock, DR - PAO : LF - Diffusion : Brevu

## Soutenez la Lettre de l'Observatoire

Géostratégique de Genève  
par un don à l'Observatoire  
Géostratégique de Genève

IBAN CH85 0900 0000 1564 5728 8

Compte 15-645728-8

BIC POFICHBEXXX

## Conseil d'Administration



Frédéric Esposito  
Président



Rémi Bandoni  
Vice-Président



Carole Grimaud  
Vice-Présidente



## Secrétariat général



Alain Jourdan  
Secrétaire général  
Rédacteur en chef de la Lettre  
de l'Observatoire



Veretzslav Sahev  
Secrétaire général adjoint en  
charge des partenariats et du  
développement



Imen Chaanbi  
Directrice France-Maghréb-  
Afrique



Nawaf Naman  
Directeur des programmes  
Péninsulaire arabe

## Les retombées de la guerre de Gaza sur l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis



Par Nawaf Naman , Directeur, Péninsule Arabique

Au lendemain de l'attaque d'Israël perpétrée par Hamas le 7 octobre dernier, le premier ministre d'Israël, Benyamin Netanyahu, largement soutenu par les Etats - Unis, menaçait en réponse à cette attaque qu'il « va changer le Moyen Orient ».

Dans cette région qui connaît aujourd'hui plusieurs conflits (Israël contre Hamas et Hezbollah, les Houthis du Yémen contre les navires des pays occidentaux, crise entre l'Iran et Pakistan), deux pays seulement du Conseil de coopération du Golfe attirent l'attention par leur fulgurante ascension au niveau politique et économique ainsi qu'au niveau culturel et sécuritaire : L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. La menace israélienne de changer le Moyen Orient pourrait-elle affecter ou ralentir leur ascension ?

Ces deux pays du Golfe jouent un rôle de leadership non seulement dans le Golfe arabe mais dans tout le monde arabo-musulman aussi. Ayant au pouvoir deux dirigeants jeunes et visionnaires, et possédant une richesse nationale de plus en plus diversifiée, Riyad et Abou Dhabi s'orientent vers un avenir prospère et promettant qui se cristallisera aux alentours de 2030. Car si les crises en Ukraine et à Gaza ont bouleversé les événements sur la scène mondiale notamment

en Europe et au Moyen Orient, Riyad et Abou Dhabi ont su maintenir voire étendre leur action dans cette région pour y exercer une influence qui s'étend de plus en plus sur la politique et l'économie mondiales. Cette efficacité s'est manifestée par leur position renforcée au sommet de l'OPEP+, par le fait d'être invitées à rejoindre l'organisation intergouvernementale des BRICS, par l'accueil réussi des Émirats arabes unis de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques en 2023. L'année en cours ouvre ainsi la voie à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis pour qu'ils soient présentes à la table des négociations des grandes puissances qui débattent des questions cruciales auxquelles la communauté internationale est confrontée aujourd'hui.

La première crise mondiale de cette décennie éclatée à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a montré la capacité de ces deux pays du Golfe arabe à gérer avec patience et prudence la

crise politique de leurs amis et de leurs ennemis à la fois. Contrairement au Koweït, qui s'est empressé de condamner l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, pour des raisons historiques qui lui sont propres, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont restées résolument neutres sur le conflit Russo - ukrainien. Grâce à cette neutralité, Riyad et Abou Dhabi ont su maintenir simultanément des canaux diplomatiques avec Moscou et Kiev. Récemment, Abou Dhabi a réussi même à jouer un rôle important en négociant un échange de prisonniers de guerre entre la Russie et l'Ukraine. Cependant, cette neutralité a ses propres limites car ce conflit porte à la veille des manœuvres militaires de l'OTAN annoncées prochainement, une dimension de plus en plus mondiale et cruciale, ce qui rend la position de neutralité de ces deux pays du Golfe difficile voire intenable.

Car dans le conflit entre Israël et Hamas, la situation entre les deux belligérants est devenue plus dramatique et très critique. Alors que les



Mohammed bin Salman al Saud et Sheikh Mohamed bin Zayed bin Sultan Al Nahyan.



Émirats arabes unis ont établi des relations diplomatiques complètes avec Israël en 2020, l'Arabie saoudite était avant l'attaque du Hamas du 7 octobre dernier, sur le point d'entamer des négociations sur la normalisation des relations avec l'État hébreu. Aujourd'hui, les dirigeants saoudiens font face à de fortes pressions tant au niveau national qu'international, afin de prendre des positions fermes sur la guerre actuelle ainsi que sur le débat sur l'avenir de Gaza et le conflit israélo-palestinien.

Par la voix de son ministre des Affaires étrangères le prince Fayçal ben Farhane Al – Saoud, Riyad a affirmé récemment sa position à deux reprises : D'abord lors du Forum économique de Davos où ce dernier annonça que son pays reste ouvert à un accord avec l'État hébreu tout en soulignant la nécessité d'un cessez – le – feu et d'une solution à deux états ; puis lors d'une interview sur CNN où il a déclaré que la normalisation des relations avec Israël n'est pas envisageable sans la solution du problème palestinien : « *C'est la seule façon pour nous d'en tirer les bénéfices. Donc, oui, parce que nous avons besoin de stabilité et la stabilité viendra seulement de la résolution de la question palestinienne* » insista-t-il.

Depuis le début de la guerre du Gaza, l'activité diplomatique des États-Unis dans la région du Golfe (plusieurs visites du secrétaire d'état Anthony Blinken) reflète l'influence croissante de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis aux yeux de Washington. L'administration Biden semble avoir besoin de plus en plus du soutien de ses partenaires dans cette région pour atteindre ses objectifs. Alors que le Qatar est impliqué dans la question des otages, qu'Oman joue son rôle traditionnel d'intermédiaire entre Washington et Téhéran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont considérés par la Maison-Blanche comme des partenaires essentiels dans l'effort visant à trouver une solution après la fin des opérations militaires : stabiliser Gaza, relever les défis humanitaires critiques, répondre aux besoins gouvernementaux et sécuritaires, et potentiellement préparer le retour aux négociations entre Israéliens et Palestiniens

Or, Riyad et Abou Dhabi ont évité toutes les deux, d'évoquer publiquement l'avenir de la gouvernance de Gaza et la reconstruction de la bande de Gaza. Elles ont limité leurs déclarations publiques à ce sujet sur 3 thèmes :

1. Œuvrer à une désescalade du conflit, l'Égypte jouant probablement un rôle clé, l'intérêt de celle-ci étant de réactiver le transport maritime par le canal de Suez affecté par les attaques des Houthis qui soutiennent Hamas, car ce canal lui assure une rente monétaire considérable en devises pour son économie.
2. Plaidoyer pour le retour des otages, le Qatar cherchant à influencer le Hamas pour rester un acteur majeur au Moyen Orient, indispensable dans les tractations menées entre l'Occident, Israël et les Palestiniens.
3. Fournir un soutien humanitaire au peuple palestinien, notamment à Gaza que la communauté internationale ne cesse d'appeler par la voix du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pour secourir la population civile.

De ce fait, la future diplomatie de Riyad et Abou Dhabi sera donc moins susceptible de pencher vers une neutralité qu'elles cherchent à conserver même si ces deux pays tentent de maintenir au premier plan leurs ambitieux programmes économiques. Leur diplomatie suivra probablement la récente déclaration



Les enjeux sont importants pour Riyad et Abou Dhabi.

conjointe du Conseil de coopération du Golfe et de l'Union européenne, qui a appelé à la « retenue » pour mettre fin au conflit qui se déroule entre Israël et Gaza. Cette déclaration publiée à l'issue d'une réunion des deux groupes à Mascate en octobre dernier, stipulait que « *le Conseil conjoint a exprimé sa profonde préoccupation face aux graves développements en Israël et à Gaza et a condamné toutes les attaques contre les civils. Il a appelé à la protection des civils, rappelant aux parties les obligations qui leur incombent en vertu des principes universels du droit international humanitaire. Il a en outre appelé à la retenue, à la libération des otages et à l'accès à la nourriture, à l'eau et aux médicaments conformément au droit international humanitaire, soulignant la nécessité urgente d'une solution politique à la crise pour éviter que ce cercle vicieux de violence ne se reproduise. L'UE et le CCG sont déterminés à déplorer la violence et à appeler toutes les parties à la retenue et au calme, et ont convenu de poursuivre les consultations et de rester engagés* ».



Car si l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont conscients de leur importance dans l'avenir du Moyen-Orient, les dirigeants de ces deux pays se méfient de donner l'impression de fournir une couverture à un gouvernement israélien qui mène une politique agressive et des opérations militaires qualifiées par le secrétaire général de l'ONU inacceptables. Ces opérations militaires sont considérées comme un anathème par la grande majorité des Arabes, y compris les populations de ces pays.

Les dirigeants saoudiens et émiratis sont conscients que l'opinion publique est une affaire très sensible lorsqu'il s'agit de la cause palestinienne. Un sondage publié le 21 décembre 2023 par « Washington Institute for Near East Policy » sur l'attitude des Saoudiens à l'égard du conflit en cours, a montré que 91 % des Saoudiens considèrent que « *malgré la destruction et les pertes en vies humaines, cette guerre à Gaza est une victoire pour les*

*Palestiniens, les Arabes et les musulmans* ». De son côté, le gouvernement des Émirats arabes unis à conscience également que le positionnement du pays en tant que « voix de la raison » ne serait pas entendu ni accepté comme le montre les médias sociaux nationaux et panarabes dans ce pays. Certes les dirigeants des Émirats arabes unis ont indiqué que les liens économiques entre les Émiratis et les Israéliens se poursuivraient comme précisait le ministre d'État au Commerce extérieur, Thani bin Ahmed Al Zeyoudi : « *nous ne mélangeons pas l'économie et le commerce avec la politique* », mais sur le terrain cette position semble difficile à tenir à long terme si la guerre de Gaza se poursuit avec autant de victimes civiles palestiniens

Que la guerre en cours reste circonscrite à la bande de Gaza seulement ou étendue dans la région, la question qui s'impose en ce qui concerne l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis est la suivante : est-ce que la position de ces deux pays envers Israël est basée sur les intérêts propres à chacun d'eux ou bien sur des intérêts communs aux deux pays ensemble ?

La guerre de Gaza pourrait rapprocher les deux pays d'une position unifiée, surtout après les interventions des rebelles houthis contre les navires à destination d'Israël à Bab Al-Mandab et les tirs de roquettes vers Israël. Riyad et Abou Dhabi craignent de nouvelles attaques houthies sur le territoire saoudien et émirati ce qui menace leur développement qui est en plein essor dans le but de diversifier leurs économies et leurs infrastructures. Avant la guerre de Gaza, Riyad s'est rapproché de l'Iran dans le but de faire cesser les attaques des roquettes des houthies sur son territoire. Aujourd'hui, Riyad comme Abou Dhabi en attendant que le projet du siècle américain IMEC se concrétise dans la région, tentent d'utiliser leur dialogue avec l'Iran et en même temps faire appel aux États Unis et à l'Occident pour empêcher les Houthis de conduire la guerre de Gaza à un conflit plus large ce qui pourrait menacer gravement leur économie et ralentir leur développement en plein essor.



La K-Pop est devenue un puissant outil d'influence.

**REPÈRE**

# Comment et pourquoi la K-Pop est devenu l'emblème du Soft power sud-coréen

Par Alice Jourdan, étudiante

Depuis Séoul

La politique culturelle sud-coréenne est un cas d'utilisation du soft power. Aujourd'hui la Corée du Sud, 10<sup>e</sup> PIB mondial, s'est exportée à l'internationale, à travers sa culture, son tourisme et sa gastronomie.

Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on constate que d'autres acteurs influent sur les relations internationales, en dehors des Etats eux-mêmes. On ne peut plus penser les relations internationales sans y inclure cette nouvelle donnée fondamentale. Des nouveaux acteurs se sont imposés au fil des décennies : les multinationales, les ONG, fondations privées... La distinction entre high politics et low politics est de plus en plus floue. La puissance ne relève plus seulement de facteurs quantitatifs elle résulte d'un jeu subtil d'influence où se croisent acteurs étatiques et acteurs transnationaux. On constate une interdépendance entre Etats mais aussi entre les Etats et ces nouveaux acteurs. De fait, dans un tel contexte et compte tenu de ce changement de paradigme, le recours au militaire décroît. On mise moins sur le levier de la contrainte que sur celui de l'influence. On parle dans ce cas du soft power, concept développé par le professeur et

analyste américain Joseph Nye dans les années 1990. Depuis, ce concept a été repris par de nombreux dirigeants politiques. En définitif, le soft power ne désigne pas la nature du pouvoir mais ses ressources. C'est la puissance de commandement, de cooptation d'un acteur, la capacité à faire changer ce que les autres veulent, par des procédés dits « doux ». Cela passe notamment par le biais de la culture, du tourisme ou de l'idéologie, par opposition au hard power qui implique le recours aux leviers économiques et militaires.

## **La Corée du Sud: une histoire contemporaine marquée par des périodes de crises**

Le XX<sup>e</sup> siècle en Corée du Sud fut marqué par des événements violents qui ont laissé une marque indélébile dans l'histoire du pays

qui sont à l'origine de sa stratégie d'influence à l'échelle internationale. De 1910 à 1945, l'occupation japonaise prive les coréens de leur identité, de leur culture et de leur histoire, en détruisant notamment des lieux et monuments historiques au cœur de l'histoire du pays. Les civils coréens ont été victimes de violences et les femmes réduites à l'état d'esclave sexuel par les soldats japonais. Des crimes qui n'ont jamais été reconnus par le gouvernement Japonais et pour lesquels des associations se battent pour obtenir des excuses officielles. La guerre de Corée de 1950 à 1953 marque une deuxième épreuve pour le peuple coréen qui voit la Péninsule se déchirer violemment. Suite à ces événements, la Corée du Sud est affaiblie et considérée comme « *l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un niveau de vie inférieur à celui du Kenya et proche de celui de l'Éthiopie* » (Barjot, Dominique. « Le « miracle de l'Éthiopie » (Barjot, Dominique. « Le « miracle économique coréen (1953-2013) Réalités et

limites, Outre-Terre, vol. 39, no. 2, 2014, pp. 37-65).

Pour renverser cette situation et affronter les crises économiques auxquelles a dû faire face la Corée du Sud dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, une stratégie a été mise sur pied pour que le pays puisse s'imposer comme puissance.

### La KPOP, un levier d'action dans un contexte de crise économique

Ce qui témoigne le plus du succès de la culture coréenne à l'étranger est la K-Pop. Il ne s'agit pas d'un genre musical mais d'une industrie, créée dans les années 90 mais dont l'origine culturelle remonte aux années 60. Celle-ci est née dans un contexte particulier. A la fin du XXe siècle, la Corée du Sud rencontre une crise économique et reste officiellement en guerre avec la Corée du Nord. Pour s'affirmer sur la scène internationale et relancer son économie, l'Etat investit dans la culture.

Dans les années 2000, elle s'exporte vers le Japon, qui est encore aujourd'hui un des principaux marchés de la K-POP. A la fin de la décennie, elle s'exporte au-delà de l'Asie, y compris en France, avec le titre mondialement connu du chanteur PSY, Gangnam Style. Cette chanson fait référence à un district de Séoul. Une statue en l'honneur du chanteur a été érigée au cœur de Gangnam en reconnaissance de sa participation au rayonnement international du pays. C'est à la fin des années 2010 que la K-POP explose en Europe, notamment avec le titre Dynamite du boys band BTS qui connaît un succès planétaire dans un contexte de crise sanitaire. Les confinements liés au Covid-19 ont d'ailleurs eu un impact majeur sur la popularisation de la K-POP en France. La stratégie de communication des labels coréens passe essentiellement par les réseaux sociaux et depuis 2019 sur la plateforme Tik-Tok dont l'utilisation se développe pendant le premier confinement en mars 2020<sup>1</sup>.

### Une utilisation de la KPOP à des fins d'influence politique

Les artistes coréens sont le principal levier d'influence culturel de la Corée du Sud à

l'international. Ils sont donc mobilisés sur différents événements, y compris politiques. En décembre 2023, les quatre membres du groupe Blackpink ont été reçues à Buckingham par le roi Charles III à l'occasion d'un dîner d'Etat en présence du président sud-coréen Yoon Suk Yeol et ont été décorées par le monarque pour leur engagement écologique dans le cadre de la COP26. Ils avaient également été désignés par le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres comme ambassadeurs Groupe des Nations Unies pour le développement (UNSDG)<sup>2</sup>.

Les membres du boysband BTS ont été les pionniers de cette stratégie d'influence avec leur discours auprès des Nations Unies en 2018 et suivis par d'autres apparitions aux côtés de l'Unicef notamment.

Le groupe avait tenu un discours le 20 septembre 2021 à la réunion du Sustainable Development Goals Moment (SDG Moment) de la Décennie d'action. De ce discours ressortait un message portant sur l'importance de la lutte contre le changement climatique mais aussi sur l'importance de la vaccination dans un contexte de pandémie du COVID-19. L'ancien président, Moon Jae-In avait déclaré au sujet de ce discours que le « soft power » de BTS avait une « importance plus grande que la sienne ou celle du secrétaire général des Nations Unies »<sup>3</sup>.

Quand on entend parler de la Corée du Sud on pense au conflit avec la Corée du Nord et à la K-POP. Cela a deux conséquences notables. D'une part, l'image de la Corée du Sud se démarque radicalement du nord en promouvant une industrie musicale inspirée du modèle des popstars américaines. D'autre part, l'ampleur du phénomènes K-POP occulte un certain nombre d'enjeux auxquels la Corée du Sud fait face, comme les droits de la femme et des couples homosexuels, un monde professionnel compétitif et oppressant ainsi que le taux de suicides le plus élevé des pays développés d'après l'OCDE, particulièrement chez les jeunes<sup>4</sup>.

### Un rayonnement visant à dépasser les frontières de la K-POP

Ce rayonnement se retrouve également dans le



La Corée du Sud jouit d'une économie prospère.

domaine cinématographique alors que les films coréens parviennent à se mesurer aux productions américaines. On pense particulièrement au film Parasite de Bong Joon-Ho salué par la critique et premier long-métrage sud-coréen à remporter la Palme d'Or au Festival de Cannes en 2019 et multiplément récompensé à la cérémonie des Oscars en 2020, lauréat dans quatre différentes catégories. La culture coréenne s'est également ouverte à un nouveau public grâce au succès de la série Squid Game sur Netflix en 2021.

La K-POP est le principal élément reflétant la stratégie sud-coréenne mais cette stratégie s'applique également dans les domaines du sport ou encore dans les nouvelles technologies. La Corée du Sud doit sa réputation en partie à son avancée technologique portée par les grandes entreprises sud-coréennes telles que Samsung, Hyundai, LG.

Les gouvernements qui se sont succédés en Corée du Sud ont compris l'importance de développer une influence d'une manière très distincte de leurs voisins chinois et nord-coréens. Par sa politique d'influence culturelle et touristique, la Corée du sud se construit une identité et se démarque des Etats voisins.



Le pays essaie de concilier traditions et modernité.

<sup>1</sup><https://fr.statista.com/previsions/1446943/nombre-utilisateurs-tiktok-france>

<sup>2</sup><https://www.royal.uk/news-and-activity/2023-11-22/the-king-presents-honorary-mbes-to-blackpink>

<sup>3</sup><https://fr.yna.co.kr/view/AFR20210924003400884>

<sup>4</sup><https://www.bbc.com/afrique/monde-66081277>

# Répercussions du rapport Moneyval sur Monaco : mesures prises et conséquences stratégiques



Par Elena Pavlova

Experte en intelligence économique et conformité LAB-FT

La Principauté de Monaco se trouve actuellement sous les feux des projecteurs suite à une enquête récemment publiée dans le quotidien français *Le Monde*. Cette enquête révèle que des parties de la fortune de la famille princière ont été discrètement placées dans des paradis fiscaux, selon des documents de l'ex-administrateur des biens de la Couronne tombé en disgrâce<sup>1</sup>.

Cette enquête, associée aux récentes recommandations du MONEYVAL concernant le renforcement des mesures contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, place Monaco dans une position délicate sur la scène internationale. L'urgence de répondre à ces enjeux tout en rétablissant la confiance des marchés financiers devient une priorité cruciale pour la Principauté.

Cet article examine les enjeux cruciaux exposés par le rapport Moneyval et les mesures prises par Monaco pour répondre à ces défis.

## Les enjeux cruciaux révélés par le Rapport Moneyval

Dans un rapport daté de décembre 2022, le MONEYVAL, organe de lutte contre le blanchiment d'argent du Conseil de l'Europe, exhorte Monaco à renforcer ses mesures contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Bien que le pays ait démontré une certaine efficacité dans la compréhension des risques et la coopération internationale, des lacunes majeures subsistent, notamment dans les enquêtes et

poursuites liées au blanchiment d'argent ainsi que dans la confiscation des produits du crime. Des améliorations fondamentales sont également nécessaires dans le système de supervision et la transparence des entités légales<sup>2</sup>.

Le rapport souligne que Monaco a fait des efforts louables pour évaluer les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, mais des analyses plus approfondies sont nécessaires dans certains secteurs, comme les casinos et les fournisseurs de services aux entreprises. Les enquêtes et poursuites en matière de blanchiment



Monaco a fait des efforts pour évaluer les risques de blanchiment d'argent relève un rapport.

d'argent ne sont pas conformes au profil de risque du pays, avec un nombre de condamnations très faible et des mesures de confiscation limitées. De plus, les lacunes dans l'obtention d'informations sur les bénéficiaires effectifs et les sanctions insuffisantes contribuent aux déficiences observées.

Enfin, le MONEYVAL recommande à Monaco d'améliorer considérablement sa coopération internationale, en mettant l'accent sur une approche plus adaptée aux risques et en surmontant les obstacles législatifs et judiciaires. Bien que le pays recherche généralement la coopération de ses homologues, des défis persistent, notamment dans les demandes d'extradition et l'application des mesures de gel des avoirs. Suite à cette évaluation, le MONEYVAL a décidé de mettre en œuvre une procédure de suivi renforcée et a invité Monaco à faire un rapport en décembre 2024.

La publication du rapport MONEYVAL met en évidence les conséquences stratégiques potentielles pour Monaco, en particulier en ce qui concerne son statut sur la liste grise du GAFI (Groupe d'action financière). Un éventuel passage sur cette liste pourrait avoir des répercussions significatives sur la réputation financière de la Principauté et sa capacité à attirer des investissements internationaux. Les investisseurs et les institutions financières pourraient devenir plus prudents dans leurs interactions avec Monaco, ce qui pourrait compromettre sa position en tant que centre financier mondial.

## Conséquences du placement sur la liste grise du GAFI

Lorsqu'une juridiction est ajoutée à la liste grise du GAFI, cela indique qu'elle collabore activement avec l'organisation pour améliorer ses dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Il est important de noter que le GAFI n'impose pas de sanctions en raison de cette inclusion sur la liste grise<sup>3</sup>.

La plupart des pays ajoutés à la liste grise démontrent un engagement politique à renforcer leurs dispositifs de LBC/FT, et beaucoup d'entre eux parviennent à en sortir dans les cinq ans qui suivent. Cependant, la liste grise peut être interprétée par d'autres pays et juridictions comme un signe de risque élevé en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Cela peut avoir des conséquences économiques, telles que l'impact sur le secteur financier du pays concerné et une réduction de l'aide financière internationale.

La conséquence la plus sérieuse d'une inclusion sur la liste grise est le risque pour un pays de continuer à être non conforme et d'être finalement inscrit sur la liste noire du GAFI. Cela entraînerait l'application de sanctions et une détérioration beaucoup plus grave de la réputation du pays concerné.

## Actions prises par Monaco depuis le rapport Moneyval de 2023

Dans un contexte marqué par une mobilisation intense des autorités monégasques pour éviter une inclusion sur la « liste grise » des pays déficients en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le registre des bénéficiaires effectifs des sociétés monégasques est le théâtre d'une activité inhabituelle. Les dirigeants d'entreprise affluent pour se conformer à cette exigence de transparence, bien que certains expriment



Pour échapper à une possible dégradation de sa réputation financière, Monaco s'est engagée à renforcer son cadre législatif et réglementaire.

leur frustration face à ces nouvelles obligations bureaucratiques.

Cette pression accrue est cohérente avec la tendance mondiale observée dans d'autres pays, où l'augmentation des coûts de conformité constitue un défi majeur pour les professionnels assujettis, en particulier dans les pays récemment placés en liste grise. Les coûts opérationnels augmentent avec la nécessité d'investir dans la mise à jour des politiques et des procédures internes, ainsi que dans l'embauche de personnel qualifié pour des contrôles KYC approfondis et des vérifications renforcées des clients et des transactions.

Pour échapper à une possible dégradation de sa réputation financière, Monaco s'est engagée à renforcer son cadre législatif et réglementaire.

Depuis la fin de l'année 2022, Monaco a adopté plusieurs lois visant à renforcer sa lutte contre le blanchiment de capitaux et la corruption, tout en cherchant à améliorer la transparence financière. Des mesures ont été prises pour transformer la cellule de renseignement financier Siccfin en une autorité indépendante Autorité Monégasque de Sécurité Financière (AMSF), dotée de pouvoirs de sanctions, et pour instaurer des sanctions dissuasives à l'encontre des sociétés ne déclarant pas leurs bénéficiaires effectifs. Cependant, certaines de ces mesures ont rencontré des obstacles pratiques et suscité des critiques quant à leur efficacité réelle dans la lutte contre le blanchiment d'argent.

De plus, l'investissement dans des solutions technologiques telles que l'automatisation des processus est devenue incontournable pour répondre aux exigences de conformité croissantes, une tendance également observée à Monaco. Par exemple, les institutions financières et autres assujettis de la Principauté déploient actuellement et se familiarisent avec l'application GoAML, une plateforme des Nations Unies, afin de soumettre des déclarations de soupçon à la Cellule de renseignement financier (CRF).

Malgré ces efforts, des défis structurels persistent,

notamment en ce qui concerne le faible nombre de condamnations judiciaires pour blanchiment d'argent. Les autorités monégasques devront rendre compte de leurs progrès dans les mois à venir, alors que les décisions du Conseil de l'Europe et du GAFI sont attendues pour évaluer la conformité de Monaco aux normes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent.

La mise en lumière des enjeux soulevés par le rapport Moneyval met Monaco face à une question : pourra-t-elle éviter une inclusion sur la liste grise du GAFI et les conséquences qui en découlent ? La réputation financière de la Principauté et sa capacité à attirer des investissements internationaux sont en jeu, ce qui souligne l'urgence pour Monaco de redoubler d'efforts pour se conformer aux normes anti-blanchiment d'argent. Pour le moment, la route vers la réhabilitation sur la scène internationale semble semée d'obstacles.

<sup>1</sup> Le Monde. ENQUÊTE « Monaco, les cahiers secrets », 25.01.2024 [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/25/a-monaco-l-heure-des-comptes-a-sonne\\_6212938\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/25/a-monaco-l-heure-des-comptes-a-sonne_6212938_3210.html)

<sup>2</sup> Council of Europe, newsroom: Monaco should step up its efforts to investigate and prosecute money laundering, to confiscate and recover proceeds of crime as well as to strengthen its supervisory system, 23 January, 2023. <https://www.coe.int/en/web/moneyval/-/monaco-should-step-up-its-efforts-to-investigate-and-prosecute-money-laundering-to-confiscate-and-recover-proceeds-of-crime-as-well-as-to-strengthen-its-supervisory-system>

<sup>3</sup> U4 HELPDESK ANSWER. L'impact de la liste grise du Groupe d'action financière – GAFI (Financial Action Task Force – FATF), <https://www.u4.no/publications/impact-de-la-liste-grise-du-groupe-daction-financiere-gafi-financial-action-task-force-fatf>

<sup>4</sup> Le Monde. LES ENQUÊTES DES DÉCODEURS. Monaco s'attelle en urgence à la lutte contre le blanchiment d'argent pour éviter de passer sur « liste grise », 18.01.2024, [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/01/18/monaco-s-attelle-en-urgence-a-la-lutte-contre-le-blanchiment-d-argent-pour-eviter-de-passer-sur-liste-grise\\_6211563\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/01/18/monaco-s-attelle-en-urgence-a-la-lutte-contre-le-blanchiment-d-argent-pour-eviter-de-passer-sur-liste-grise_6211563_4355770.html)